M 1692-290 6F

LA GUEULE OUVERTE

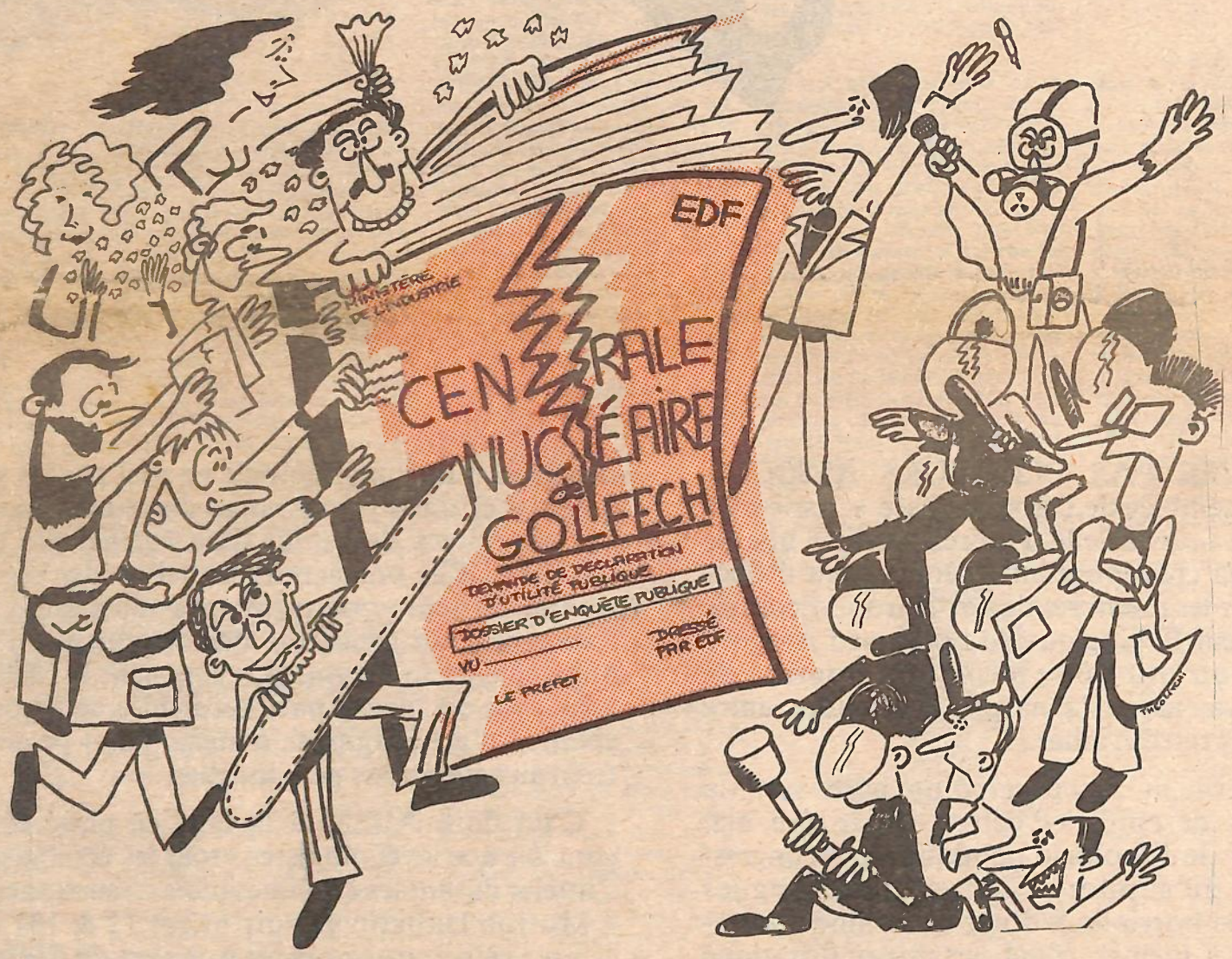
Suisse 2,50FS / Belgique 42FB

N° 290 - 5 déc. 79 France 6 FF /

JEAN FABRE:
« NOUS CONTINUONS » : p.7

L'APRES DIJON : p.12,13

MAIRIES, POPULATIONS, ECOLOS / EDF



LA DÉCHIRURE...

LA GUEULE OUVERTE

SARL Editions Patatras au capital de 2 100 F.

Administration :

163 rue du Chevaleret,

75 013 Paris.

Abonnements. Un an : 200 à 300F. Six mois : 100 à 150F. Trois mois : 50 à 70F.

Bulletin d'abonnement P. 21

LES PIEDS DANS LE PLAT

CONVOQUEE PAR PLUSIEURS ASSOCIAtions, l'assemblée de Dijon baptisée « Assises de l'Ecologie », avait-elle d'autres finalités que de légitimer la création d'un « Mouvement d'Ecologie Politique » par les membres de l'ex-Europe-Ecologie et du feu Mouvement Ecologique du boulevard Arago ? C'est la question qu'ont dû se poser bon nombre de participants qui avaient eu la naïveté d'attendre autre chose de ces grandes retrouvailles...

Si ces assises devaient accoucher d'un parti vert, la façon dont se sont déroulés les débats laisse bien mal augurer de l'avenir de l'écologie politique. Les congressistes ont en effet dû supporter durant deux longues journées le spectacle horripilant d'une quinzaine d'intervenants - toujours les mêmes - dont certains ont pratiqué la politique du fait accompli avec une telle désinvolture qu'on ne savait plus si celle-ci était plus cynique que candide.

Un élément de réponse nous fut fourni en fin de réunion lorsque quelqu'un mit les pieds dans le plat et dit tout haut ce que, paraît-il, chacun pensait tout bas : on avait créé le M.E.P. afin de barrer la route à certaines personnes aux dents longues qui ont pris l'habitude, au sein d'Europe-Ecologie, de faire cavalier seul.

Je crains que la méthode employée se révèle à peu près aussi efficace qu'un cautère sur une jambe de bois. Les membres d'Europe-Ecologie ne sont pas les seuls en effet à compter dans leurs rangs de jeunes loups dont les canines luisent de l'éclat d'un carrièrisme difficilement refoulé... S'ils ont acquis un tel poids, ce n'est pas en raison de leur valeur propre mais bien à cause de l'absence d'un processus démocratique à l'intérieur du mouvement. Je ne vois pas comment le M.E.P. (qui n'a même pas été investi par l'assemblée de Dijon puisque sa création n'a été soumise à aucun vote) pourrait servir de frein aux ambitions personnelles.

C'est donc AUSSI à la mise en place d'instances de contrôle que les écologistes - tous les écologistes - devront s'atteler durant les quelques mois de sursis accordés par la « Motion Isabelle » (voir pages 12 & 13) votée d'une courte tête et qui prévoit que rien de définitif ne sera décidé avant la tenue en avril d'un congrès auquel seront conviées les diverses tendances de l'écologie.

Personne ne se donne l'illusion d'attendre de ce congrès la naissance d'une écologie unifiée. Par contre, on peut espérer que les divergences seront alors plus claires qu'aujourd'hui et que les convergences, si leur dessein se fait plus net, seront d'essence fondamentalement politique.

Jean-Louis Soulié

GOLFECH : Occupation et Résistance en terre Cathare

Depuis un mois, nous vivons en terre occupée. Le mot hélas n'est pas trop fort et les habitants des 19 communes concernées par l'enquête dite d'utilité publique en savent quelque chose ; le Prince, aux conséquences de formules libérales qui lui échappent comme des pets de société, se plaisait à dire que... les Françoises et les François, une fois dûment informés du nucléaire et qui n'en voudriont point, n'en auriont point...

Qu'à cela ne tienne ! et que notre boîteuse démocratie clopine encore un peu... En l'an de grâce II du libéralisme, 1975 de l'ère chrétienne, villageois et villageoises de la région choisie, de voter... 70 à 90% de participation - le chemin des urnes à ses adeptes - *Diantre ! 81% des votants refusant le progrès délibérément disent qu'ils n'en veulent pas* - de la centrale atomique... Foin de tout cela, la centrale doit se faire, il en va de la France et des brosses à dents électriques... Le Prince, conchiant les principes de ses déclarations d'antan, l'a décidé en toute indépendance. Que quelque cousin à lui possède actions et fabriques en matière nucléaire, médisance que tout cela, qu'on les laisse mourir de leur propre poison, au mépris gluant de Sa Seigneurie.

Mais le mépris a ses limites, et la fronde s'enfle aux discours et aux provocations qui la nient. Depuis 1975, fêtes villageoises et ripailles se succèdent - lâchers de ballons pour voir d'où vient le vent - et notables de pointer l'oreille avant de discourir et de prendre place si possible dans le courrier de tête, aux colonnes des Jacqueries antinucléaires dont certaines dépêches se font enfin l'écho. Le citoyen député-maire *radical jusque dans ses paroles* n'a-t-*il* pas déclaré « **qu'en certains cas l'illégalité est un devoir** !». Qu'on ose le prendre au mot ! A la garde ! Brigandage et terrorisme prendront-ils le pas sur la Raison d'Etat ? Présentement, les conseils régionaux ont pris acte contre le projet, à l'indifférence des hautes autorités de Paris.

Après le refus de bourgmestres malveillants d'accueillir en leur mairie les dossiers d'enquête bienveillament abandonnés aux manants de la région afin qu'ils puissent apprécier les bienfaits de la fée Electricité version nucléarisée, il fallut bien mettre en place des relais annexes. Satan conduisit-il le bal, ou les dossiers étaient-ils trop brûlants ? Paperasses de brûler en place publique aux rondes de sorciers et sorcières cathares... Il fallut appeler la garde afin de veiller au sacrilège. Aux brumes froides de ventôse, le peuple rassembla quatre à cinq mille âmes impies. Le clergé nucléaire contrôle encore la situation, les rassemblements restent bon enfant, les sit-in symboliques et les places publiques se baptisent à la résistance antinucléaire, tandis qu'on défile de nouveaux monuments érigés à d'ambigües gloires de mémoire militaire. A peine si quelque local, siège régional d'une certaine Electricité de France, est promptement mise à sac, administrativement parlant. Mais on parle aux pays des Troubadours de crues de Garonne et de diarrhées libératrices.

Christian Weiss

P.S. Sur le terrain :

- Centres de documentation antinucléaire installés par les municipalités de plusieurs communes dont Valence d'Agen, Auvillar, Golfech.
- S.O.O. Golfech à la mairie du village, siège de la coordination antinucléaire.
- Association Toulousaine Ecologique - Toulouse - (association aux activités multiples sur laquelle nous reviendrons prochainement)

AUX PAYS DE GARONNE, LE fleuve au galop de cheval fou a pris le rythme d'un vieux percheron de labour ; barrages, retenues et canaux de dérivation ont domestiqué les eaux sauvages qui inondaient autrefois à chaque crue plaines et vallons languedociens - déposant au passage les alluvions qui font la fertilité de ces terres -. Aujourd'hui, le fleuve se traîne - étouffant ses humeurs - et si les Anglais en conquérance choisirent «**Golfech**» comme lieu de villégiature, les «**poissons d'or**» ont cédé les ondes jadis transparentes - aux poissons-chats - redoutables prédateurs - s'accomodant des vases noires du 20ème siècle - et qui, pareil aux rats envahissent nos égouts de consommation aveugle. L'hiver est arrivé avant la saison, aux brouillards givrant d'ouate froide. Au village - le petit matin grelotte à l'écho des cris acides des corneilles -, les dernières feuilles des platanes abandonnent leur palette d'automne - pour venir mourir en fantaisie de couleur aux pieds des gardes noirs.

JUGEMENTS AU PELLERIN

34 OPPOSANTS A LA centrale nucléaire du Pellerin seront jugés à Nantes le lundi 17 décembre à 14 heures. Les 34 sont « **prévenus d'avoir participé volontairement à une action concertée menée à force ouverte par un groupe à l'occasion de laquelle des violences ou voies de fait ont été commises contre des personnes, en l'espèce des gendarmes chargés de la surveillance des locaux de la mairie annexe, et des dégradations ont été causées aux biens, en l'espèce aux registres d'enquête d'utilité publique qui ont été lacérés. Fait prévu et réprimé par les articles 314 alinéa I du code pénal** ».

En fait le 10 juin 1977, cinq agriculteurs accusés d'avoir participé à la destruction publique du registre de Couëron sont condamnés à Nantes à huit mois de prison dont six avec sursis (verdict adouci quelques jours plus tard par la cour d'appel de Rennes).

Mais ce même jour, suite à cette condamnation scandaleuse, une cinquantaine de manifestants décident d'aller détruire sur le champ un autre registre. Ils pénètrent dans la mairie de St Jean de Boiseau et y déchirent le registre d'enquête. L'action s'est déroulée sans aucune violence mais la réaction des forces de l'ordre est brutale. Deux personnes sont sérieusement blessées.

Pour que les interpellations ne soient pas arbitraires et sélectives, les manifestants donnent sur place leurs identités aux gendarmes.

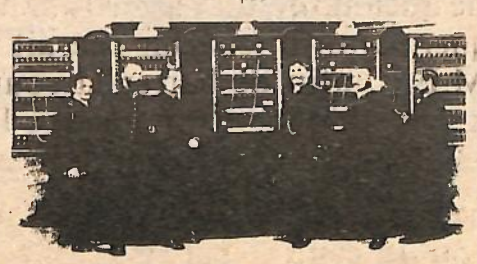
Il aura donc fallu deux ans à la justice pour réouvrir le dossier. « **Pas d'élections à court terme, on peut y aller** », pense-t-elle sans doute.

La coordination des comités de défense de la Basse-Loire veut profiter de ce procès pour en faire un nouvel évènement de la lutte contre le programme nucléaire sur la région nantaise.

DIMANCHE SOIR, UNE RADIO-pirate a émis pendant un quart d'heure avant d'être brouillée. Le village d'Auvillar d'où provenait l'émission a alors été pris d'assaut par les forces de l'ordre. Les trois sorties du village ont été bloquées et tous les habitants qui essayaient d'entrer ou de sortir de chez eux étaient contrôlés au passage. Beaucoup d'entre eux avaient l'impression de se retrouver quarante ans en arrière : «**quand on a vu tous ces types au bord de la route, en pleine nuit, armés jusqu'aux dents, on s'est cru assiégés** !». La suite allait leur donner raison. Excédés de ne pas pouvoir mettre la main sur les responsables de l'émission et leur piquer le matériel, les gendarmes mobiles ont fini par fracturer le local abritant le véhicule du «Centre Municipal d'Information Anti-Nucléaire» créé par le maire au lendemain de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Une plainte a été déposée pour violation de domicile. Pendant ce temps tout le monde s'était mis à danser autour d'un feu de bois pour se réchauffer. C'en était trop pour les gardes mobiles qui ont fini par quitter Auvillar, bredouilles.

Mercredi 28, une conféence de presse était convoquée à Golfech, en présence de Brice Lalonde et de Solange Fernex. A la suite de cette conférence, des personnes se sont rendues dans les douze mairies où sont déposés les dossiers d'enquête ainsi qu'à la préfecture et se sont appliquées à «**fissurer**» les registres. Dans certaines mairies, les forces de l'ordre n'ont pas très bien compris de quoi il s'agissait. Une des «fissureuses» s'est vu répondre par un gendarme : «**mais il faut pas faire ça, c'est pas fait pour être déchiré** !». Ce n'est que quand elle s'est assise sur le dossier qu'il a commencé à comprendre. Treize personnes ont été arrêtées, dont Brice Lalonde et Solange Fernex, et conduites à la gendarmerie de Castelsarrasin.

Richard



GOLFECH FICTION

Depuis qu'il avait été élu député du Tarn et Garonne, M. Telbay pouvait se considérer comme un homme comblé. Héritier de l'une de ces nombreuses dynasties radicales qui ont de tout temps fait le bonheur de la France, sa famille possédait en outre « la **Pédèche** », quotidien régional influent dans lequel il lui était bien entendu facile de s'exprimer.

Jeune, bien portant, M. Telbay pouvait très raisonnablement penser que l'occasion s'offrirait à lui d'avoir un destin national. Pourquoi donc avait-il fallu que les technocrates d'EDF décident un bon matin d'installer sur la commune de Golfech l'une de ces centrales nucléaires qui font autant de dégâts dans l'esprit des citoyens que dans la classe politique ?

Antinucléaire, M. Telbay l'était sans le moindre doute, mais comme bon nombre de ses collègues du Parlement, il aurait souhaité ne pas avoir à trop se mouiller sur ce sujet. Hélas, le destin malin lui avait collé cette centrale dans les pattes, et il avait bien fallu publiquement prendre position contre. Chacun s'accordait d'ailleurs à reconnaître qu'il l'avait fait très vite et très honnêtement. Il pensait même que la lutte antinucléaire n'aurait probablement pas pris une telle ampleur dans la région s'il ne l'avait ouvertement soutenue et si « **la Pédèche** » ne s'était montrée aussi favorable aux thèses des écologistes.

Dès lors, le pouvoir, dont certains pouvaient encore faire semblant de croire qu'il était soucieux de respecter ses engagements, avait jeté bas le masque. Bien que le Président de la République ait déclaré qu'aucune centrale nucléaire ne serait construite contre la volonté des populations concernées, EDF poursuivait tranquillement ses travaux à Golfech sous la protection des gardes mobiles.

Le mépris de la volonté populaire avait provoqué chez les militants antinucléaires une réaction de colère et, chaque jour, une vingtaine d'entre eux - aidés par des personnalités plus ou moins connues - allaient consciemment déchirer une page du registre d'enquête dans chacune des communes concernées.

Le procureur de la République avait beau faire savoir qu'il ne poursuivrait pas ces houligans puisque « les dossiers étaient à chaque fois reconstituables », on devait régulièrement noter un certain nombre de bavures de la part des forces de police. Ici, c'était le passage à tabac d'un jeune conseiller municipal, là le concierge de la mairie de Valence d'Agen qui se retrouvait avec une côte fêlée.

Bref, la situation était en train de s'envenimer.

C'est alors que M. Telbay tomba par hasard sur l'ouvrage d'un certain Thoreau dont il n'avait jusqu'ici jamais entendu parler, pour la bonne raison qu'il s'agissait d'un Américain vivant au siècle dernier. Une phrase surtout attira son attention : elle disait que lorsqu'un gouvernement - quel qu'il soit - ne tient plus compte de la volonté populaire, il est du devoir sacré de chaque citoyen de lui désobéir.

Ce qui est valable pour l'homme l'est-il également pour un élu ? M. Telbay, après avoir longuement réfléchi, pesé le pour et le contre, parvint en toute confiance à une réponse positive. D'ailleurs n'avait-il pas déclaré, quelques semaines auparavant, que « entrer dans l'illégalité est parfois un devoir » ?

Il en parla longuement avec les maires des communes de la région de Golfech, et grande fut sa surprise de constater que nombre d'entre eux étaient prêts à le suivre dans un acte de désobéissance civile aussi radical. Le lendemain, une vingtaine de maires, conseillers généraux et députés fissurèrent à leur tour le dossier d'enquête publique sous l'œil ébahi des gendarmes mobiles.

Le gouvernement comprenant qu'un pas décisif venait d'être franchi, décida de frapper fort : il ne lui était désormais plus possible de faire semblant d'ignorer ceux qui le défiaient hostensiblement. Les préfets du Tarn et Garonne et du Lot et Garonne annonçaient la destitution de tous les élus ayant participé à l'opération de « fissurage » et la mise en place de fonctionnaires chargés d'expédier les affaires courantes jusqu'à la tenue d'élection dont il n'était pas précisé quand elles se dérouleraient.

Cette décision provoqua un véritable raz-de-marée populaire. Alors que les déploiements policiers avaient jusqu'ici fait peur, tous, hommes, femmes, jeunes et vieux, envahirent les mairies pour déchirer les dossiers en solidarité avec leurs élus.

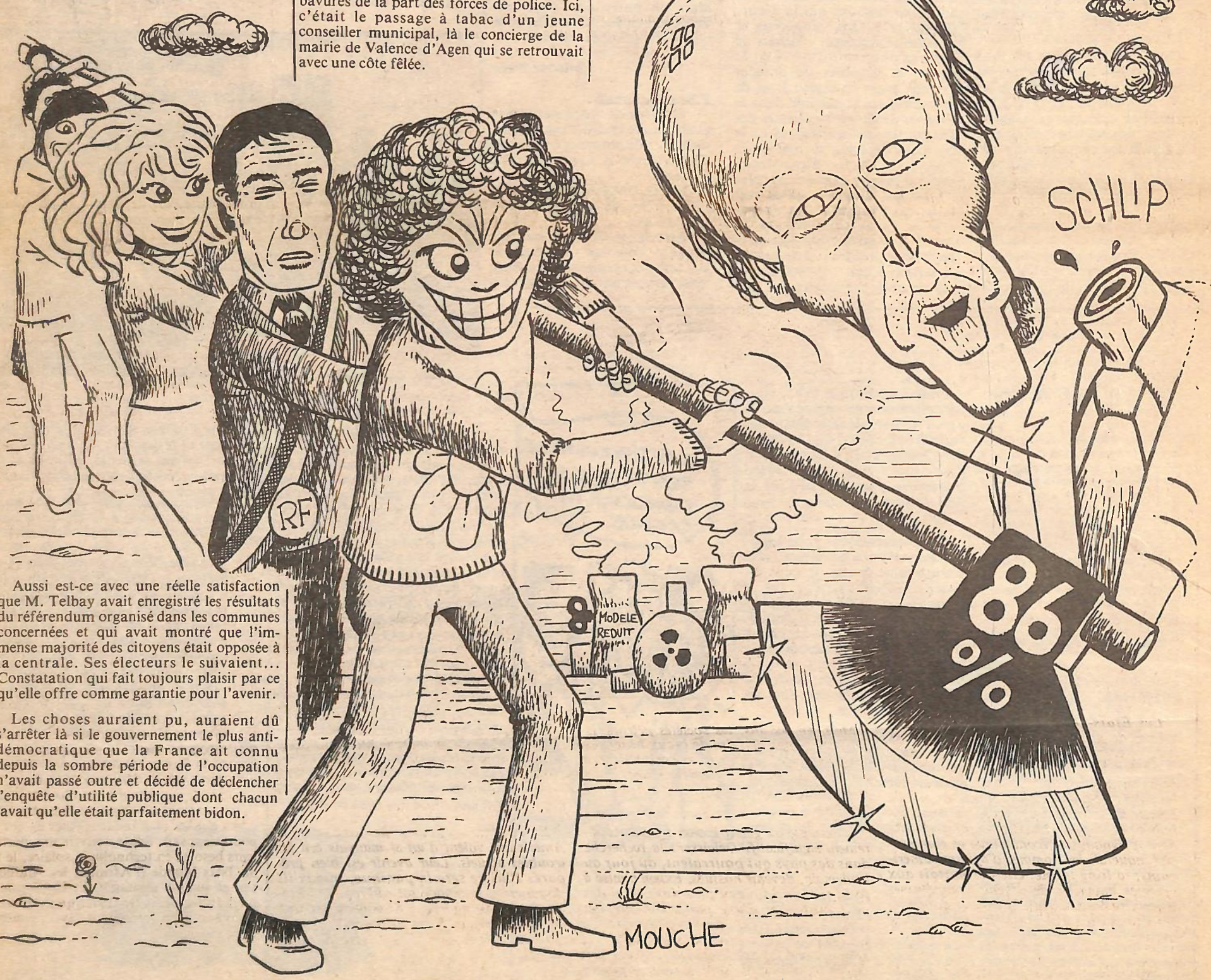
Pour calmer les esprits, on organisa précipitamment de nouvelles élections, mais il était déjà trop tard. De Plogoff à Gravelines, de Cattenom au Tricastin, partout la désobéissance triomphait. Un sondage organisé par la SOFRES donna des résultats inattendus : 86% de la population se déclarait maintenant contre le nucléaire et favorable à un référendum. Comme en Autriche.

C'est ainsi que la France redevint la démocratie qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être.

Jean-Louis Soulié

Aussi est-ce avec une réelle satisfaction que M. Telbay avait enregistré les résultats du référendum organisé dans les communes concernées et qui avait montré que l'immense majorité des citoyens était opposée à la centrale. Ses électeurs le suivaient... Constatation qui fait toujours plaisir par ce qu'elle offre comme garantie pour l'avenir.

Les choses auraient pu, auraient dû s'arrêter là si le gouvernement le plus antidémocratique que la France ait connu depuis la sombre période de l'occupation n'avait passé outre et décidé de déclencher l'enquête d'utilité publique dont chacun savait qu'elle était parfaitement bidon.



Petites nouvelles des sociétés

A QUI PROFITENT LES HAUSSES DU PETROLE ?

LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES AMÉRICAInes annoncent des bénéfices records. En un an, du troisième trimestre 1978 au troisième trimestre 1979, leurs résultats ont fait un bond de 76,5%. Et encore, ce n'est qu'une moyenne. Décidément, les crises ont du bon !

Si l'on rentre un peu plus dans le détail, on constate que les profits de ces compagnies sont tout bonnement colossaux. Texaco a augmenté ses bénéfices de 210%, Mobil Oil de 130%, Exxon de 118%, Standard Oil de 110%. Les multinationales se portent bien...

De fait, ce n'est pas très surprenant. Ces résultats mirifiques sont la conséquence logique de décisions prises il y a six ans par les exportateurs de pétrole, avec la bénédiction du président Nixon. Pour bien le comprendre, il faut faire un petit retour en arrière.

Le 16 octobre 1973, les représentants des pays du golfe Persique se réunissent à Koweit. Sur proposition du chah d'Iran, ils décident d'augmenter de 70% les prix de leur pétrole. Deux mois après, le 23 décembre, nouvelle réunion, à Téhéran cette fois; sur proposition du chah encore, une deuxième augmentation, de 130%, est décidée. Au total, en dix semaines, les prix du pétrole ont quadruplé, passant de 2 à 8 dollars le baril.

La réaction ne se fait pas attendre. Dans un magnifique élan de racisme à peine contenu, tous les journaux se lancent dans la tirade désormais connue : ces salauds d'Arabes veulent nous étrangler, nous qui les avons aidés à trouver ce beau pétrole.

Ce n'est pourtant pas si simple. On ne peut pas expliquer ces hausses par le seul désir des pays producteurs de prendre le contrôle des richesses de leur sous-sol et de les vendre au prix fort. L'homme qui a inspiré ces décisions, en l'occurrence le chah d'Iran, n'est pas un dangereux tiers-mondiste. C'est plutôt un ami de l'Occident. Il est inconcevable qu'il ait agi sans l'accord des Etats-Unis. Et c'est là que l'affaire devient intéressante.

Les Etats-Unis, on le sait, sont eux-mêmes de gros producteurs de pétrole, et leurs réserves sont considérables. Une hausse des tarifs leur profitait à double titre : -à court terme, elle embarrassait sérieusement les pays occidentaux n'ayant pas ou peu de pétrole dans leur propre sous-sol, principalement le Japon et l'Allemagne fédérale dont le dynamisme économique et commercial inquiétait les hommes d'affaires américains; -à long terme, elle permettait aux énergies nouvelles de devenir compétitives (nucléaire notamment). Et dans ce domaine, les Etats-Unis avaient déjà une sérieuse avance.

Depuis les choses se sont un peu compliquées. Les Etats-Unis ont perdu en Iran un allié inconditionnel. L'Araboe saoudite est encore un pays sûr, mais pour combien de temps ? Le mouvement de hausse des prix du pétrole est devenu incontrôlable.

Mais, en six ans, les sociétés pétrolières ont eu le temps de faire de beaux bénéfices immédiatement réinvestis, et pas seulement dans le nucléaire (il n'y a que la France pour avoir axé tous ses efforts autour de l'atome).

L'exemple du géant Exxon est particulièrement significatif. Délaissant la recherche dans des pays qui pourraient, du jour au lendemain, devenir hostiles, Exxon a misé à fond sur le «nouveau pétrole»: celui des mers profondes d'une part, celui tiré des sables et schistes bitumeux d'autre part. Le pétrole et les gaz marins satisfont déjà 17 à 18% des besoins des Etats-Unis. Quant aux sables bitumeux, ils sont surtout exploités au Canada.

Exxon, par filiale interposée et avec d'autres compagnies, met en valeur quatre gisements dans l'Etat d'Alberta. Un seul de ces gisements, celui de l'Athabasca, a des réserves plus importantes que tous les gisements d'Arabie saoudite réunis. Le prix de revient d'un baril de pétrole canadien tourne autour de 18 dollars. Aux prix actuels du marché, c'est déjà rentable. Ce le sera davantage si l'OPEP augmente encore ses prix.

Aux Etats-Unis mêmes, Carter Mining Company, autre filiale d'Exxon, a investi massivement ces dernières années dans l'exploitation de mines de charbon. Les ressources du pays sont estimées au quart des réserves mondiales. Les gisements contrôlés par Exxon représentent l'équivalent de toutes les réserves pétrolières connues aux Etats-Unis.

Le but est d'utiliser ce charbon non sous sa forme habituelle, mais sous forme liquide ou gazeuse. Actuellement le carburant obtenu à partir du charbon revient 15 à 50% plus cher que le pétrole. Là encore, le rapport pourrait se mondifier rapidement.

Enfin Exxon s'est engagé dans le nucléaire, de l'extraction du minerai d'uranium à la préparation du combustible. Ses deux usines, l'une aux Etats-Unis, l'autre en Allemagne, lui permettent d'approvisionner dix-huit centrales américaines, allemandes, suisses, belges, suédoises. Parallèllement, ses études sont très anancées dans le domaine de l'énergie solaire. Il faut tout prévoir.

Selon une opinion couramment répandue aujourd'hui, les grandes compagnies pétrolières, les «majors», seraient les grandes victimes des bouleversements récents. C'est vrai dans la mesure où elles contrôlent une part décroissante du marché mondial. Mais les bénéfices substantiels de ces dernières années leur ont permis de réaliser des investissements énormes visant à réduire la dépendance énergétique des Etats-Unis.

En ce sens, on peut se demander si les Américains voient d'un si mauvais œil les troubles actuels. Leur avenir est bien préparé. Plus ce sera la panique, mieux ils domineront le monde dit «libre». Evidemment, ce bon monsieur Khomeiny est tout de même gênant. Il est trop impulsif, il va trop vite en besogne. Il va falloir le freiner un peu.

Le Nouvel Economiste

AU COURS DE LA PROCHAINE décennie, un marché d'un milliard de dollars devrai s'ouvrir pour l'équipement solaire dans le Tiers-Monde, au fur et à mesure que l'escalade du coût des combustibles fossiles placera l'énergie solaire au premier plan des préoccupations commerciales.

Dans le Tiers Monde, le marché potentiel le plus important sera celui des pompes d'irrigation et des groupes électrogènes fonctionnant à l'énergie solaire. C'est dans ce secteur crucial que l'Ouest prend de l'avance, alors que la plupart des chercheurs des pays en voie de développement continuent de travailler sur les chauffe-eau c'est-à-dire les appareils solaires les plus simples dont le marché est limité. Si les pays en voie de développement importateurs de pétrole veulent éviter un nouveau cycle d'aide et d'endettement, une seule voie leur est ouverte : développer leur propre industrie solaire.

Les gouvernements occidentaux espèrent du marché solaire du Tiers Monde qu'il créera des emplois dans leurs pays. Le gouvernement français, par exemple, est étroitement associé à la SOFRETES, spécialiste de la vente au Tiers Monde, par le truchement de son principal actionnaire, la Commision de l'énergie atomique. Preuve concluante du potentiel commercial de l'énergie solaire, la très rapide croissance de l'intérêt que lui porte le secteur privé. Sur une douzaine de grosses compagnies pétrolières, six au moins (Exxon, Shell, Mobil, Socal, la Compagnie française des Pétroles et Atlantic Richfield) s'intéressent à la recherche solaire. La recherche sur les cellules solaires, la technique solaire la plus prometteuse, est de plus en plus dominée par d'énormes sociétés telles que Bell Laboratories, General Electric, IBM, Motorola, Radio Corporation of America, Texas Instruments et Westinghouse.

Bien avant que la technologie solaire ne devienne viable à l'Ouest, elle devra sans doute rentable dans les collectivités du Tiers Monde éloignées des réseaux de transport de l'électricité. Dans ce cas, les entreprises occidentales risquent de faire du Tiers Monde un banc d'essai pour les appareils qui n'auront pas encore fait leurs preuves. Un responsable des Nations-Unies s'est plaint récemment que les pompes solaires vendues au Mexique connaissent des pannes graves. L'argument selon lequel les sources d'énergie décentralisées et renouvelables sont celles qui conviennent le mieux au Tiers Monde pourrait recouvrir l'intention de lier l'aide à l'exportation de la technologie solaire.

Deux options restent ouvertes aux pays en développement s'ils souhaitent freiner l'évolution vers une dépendance croissante envers l'Occident. La première est de négocier un meilleur accès au savoir-faire occidental en matière d'énergie solaire. La deuxième est de grouper leurs ressources techniques et financières pour développer au maximum leurs propres industries. La technologie solaire pourrait au moins être fragmentée, afin que les pays du Tiers Monde puisse fabriquer le plus grand nombre possible d'éléments sur place. Le problème auquel se heurte le Tiers Monde, étant donné sa diversité, est qu'il n'est sans doute pas capable de s'armer de la volonté politique indispensable à ce programme commun. Alors que les plus industrialisés de ces pays pourraient sans doute couvrir une partie de leurs besoins en technologie solaire, le reste du Tiers Monde (l'Afrique, les Antilles, le sud et sud-est asiatique, et la plupart des pays sud-américains) risque de tomber à nouveau dans le piège de la dépendance technologique.

Anil Agarwal (Earthscan)

Les grandes manoeuvres de l'OP 20

IL EXISTE EN FRANCE UNE LOI SUR L'OBJECtion de conscience. Non seulement il est interdit de la diffuser, mais la Commission Juridictionnelle qui est chargé de l'examen des demandes fait preuve de l'arbitraire le plus total en refusant de se plier au texte de la loi, mettant ainsi ceux qu'elle estime « **ne pas avoir fait la preuve sincère de leur refus de porter les armes** » dans la situation forcée d'insoumis à un service national que, pour être fidèles à leurs convictions, ils refusent d'accomplir. Insoumission d'autant plus « originale » que les insoumis OP 20 attendent tous depuis des mois la décision du Conseil d'Etat qu'ils ont saisi après le refus de la Commission Juridictionnelle de leur accorder leur statut.

C'est ainsi que **Jean-Luc Fraizy**, qui s'était rendu à son affectation et avait refusé de porter l'uniforme, a dû subir plus d'un mois de prison avant que le juge chargé de son dossier se rende compte qu'il était peut-être dangereux de maintenir en détention quelqu'un qui serait probablement autorisé par le Conseil d'Etat à reformuler une nouvelle demande, et qui, en cas d'acceptation, aurait fait quelques mois de prison « pour rien ». C'est ainsi que **Marc Dauphin** et **Yves Gautier**, arrêtés lors de la campagne d'affichage annonçant les initiatives liées au procès de **Jean Fabre**, sont aujourd'hui derrière les barreaux de Fresnes attendant que leurs juges soit se conforment à l'attitude de celui de **Jean-Luc Fraizy**, soit se décident à bafouer ouvertement la loi en obligeant, afin d'éviter le ridicule, le Conseil d'Etat à refuser l'appel qui lui a été présenté.

Ce que revendiquent, en le pratiquant dès aujourd'hui, les participants à l'OP 20, c'est la suspension d'une Commission Juridictionnelle, véritable conseil de censure, à laquelle ils récusent le droit de juger de leurs motivations, d'évaluer leur conscience. Pour ce faire, ils utilisent allègrement toutes les contradictions d'une loi honteuse promise par elle-même à l'illégalité dans sa publication initiale ; ne portant leur effort que sur un aspect, ce qui leur permet d'éviter le piège de l'anti-militarisme global qui ne mène à tourner en rond que la même poignée de convaincus.

Dans les jours prochains, nous aurons l'occasion de reparler d'eux, du moins me l'ont-ils promis. Entre deux interventions, ils m'ont raconté l'histoire de l'OP 20, une histoire collective qui, de demandeurs de statuts un peu isolés et pas toujours très politisés, a fait un groupe d'insoumis qui refusent de ne l'être que par l'absurdité d'une loi.

Marc Thivolle

Expérience d'équilibre. Manière de s'asseoir sans chaise.

C'EST AU COURS D'UNE ASsemblée générale d'objecteurs, en 1971, que le Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience (CSOC) de Bordeaux propose une demande collective de statut. Avec des lettres identiques, juridiquement inattaquables (car reprenant mot pour mot l'article L41 du Code de Justice Militaire), il s'agit de prendre le législateur au pied de la lettre en l'obligeant soit à accepter automatiquement les demandes, soit à les refuser globalement, soit à faire un tri qui révèlerait la nature arbitraire de sa mission.

A la demande de la Commission Juridictionnelle d'apporter de nouvelles justifications à leur demande, les participants de l'OP 20 décident de répondre là encore par une lettre identique. Sur les cinquante trois premières demandes, cinq seulement sont acceptées, les quarante huit autres étant rejetées. L'arbitraire d'une commission qui, à propos de dossiers strictement identiques peut ainsi dire indifféremment « oui » ou « non » éclate ainsi au grand jour.

Une première demande collective d'appel auprès du ministre de la Défense se voit opposer un refus. Un recours en Cassation devant le Conseil d'Etat est alors déposé mais, celui-ci n'étant pas suspensif, ce sont plusieurs dizaines de demandeurs qui se retrouvent insoumis en attendant la réponse du Conseil d'Etat. Ce n'est qu'en 1973 que celui-ci casse la décision de la Commission Juridictionnelle. Deuxième demande, deuxième refus, deuxième recours. En décembre 1973, le Conseil d'Etat casse une seconde fois la décision de la Commission Juridictionnelle. Entre temps ce sont plus de deux cents jours de prison que se sont vus infliger les demandeurs de statut.

Troisième demande, début 1974, toujours en utilisant une demande stéréotypée. La Commission Juridictionnelle les accepte globalement. L'objectif immédiat de l'OP 20 (obtention du statut sur simple demande) est ainsi atteint.

En septembre 1974, les choses se gâtent un peu, la Commission Juridictionnelle réclamant des précisions supplémentaires à chaque demandeur, après que celui-ci se soit expliqué une première fois. Une troisième lettre collective est alors rédigée. Les demandes sont alors toutes acceptées. Au mois de juillet 1975, la Commission rejette d'emblée, dès la première lettre, toutes les demandes. Un appel auprès du ministre de la Défense règlera la situation sans qu'il soit nécessaire de recourir au Conseil d'Etat.

Le 17 novembre 1978, rien ne va plus : la Commission Juridictionnelle refuse quarante demandes. Depuis ce sont plus de deux cents refusés qui sont opposés à ceux qui utilisent la lettre-type de l'OP 20. L'ensemble de ces décisions prend une allure d'offensive en règle contre la démarche de ceux qui, parmi les objecteurs, veulent démontrer l'arbitraire de la Commission Juridictionnelle et en réclament la suppression.

La première riposte est juridique : appel auprès du ministre de la Défense qui demande à la Commission Juridictionnelle de réexaminer les demandes, recours en Conseil d'Etat. Les lenteurs administratives aidant, de nombreux demandeurs se voient notifier un ordre de route et, refusant de s'y conformer, se retrouvent en position d'insoumission. Ce qui signifie que si le Conseil d'Etat rejette leur appel, ils ne pourront pas reformuler de nouvelles demandes, étant appelés, et leur état d'insoumission se trouvera alors définitif.

Deuxième riposte à la popularisation. En demandant l'asile politique à l'ambassadeur à Paris de la Blegique, ils réussissent, l'espace de quelques éditions, à percer le silence des médias. Beaucoup plus en profondeur est l'opération « transgression 128 » (du numéro de l'article du Code de Justice Militaire qui interdit, sous peine d'amende et de prison, à quiconque d'héberger un insoumis recherché par la gendarmerie). Cet acte de solidarité concret de la part de personnalités des mondes du spectacle et de la politique permet un élargissement de l'audience de cette lutte ponctuelle qui seul peut lui permettre un réel débouché. Si, du côté des élus PSU l'accueil est très fréquemment favorable, les députés PS se sont vus interdire par leur groupe parlementaire une telle démarche, ce qui n'augure en rien de l'avenir, les discussions étant serrées au sein du monde socialiste sur le problème de l'objection de conscience. Côté PC et majorité, on attend toujours...

Dans les semaines qui s'annoncent (et certainement dès ce samedi, lisez votre Libé *quotidien) des actions se préparent, dont une d'ampleur nationale qui sort des habituels défilés et occupation systématique de chacun des «hauts lieux» de la capitale (pour en suivre la préparation, écrire à OP 20, BP 196, 75121 Paris Cédex 03).*

D'après les documents de l'OP 20

Les Comités de Lutte Objecteurs viennent de publier une brochure : **Défense collective** , bilan à la fois juridique et politique de plusieurs années de procès et de luttes. Indispensable pour les objecteurs présents et à venir.

A commander au **CLO Toulouse**, BP 3063, 31025 Toulouse Cédex.

L'exemplaire : 15F.

L'ESPOIR

NOUS NE NOUS ARRÊTERONS plus. Mardi 27 novembre, les fous de la démocratie, de la liberté, de l'écologie, du désarmement, les amoureux de la vie, ont remporté une grande victoire. Peut-être cette victoire l'avons-nous remportée plus encore sur nous-mêmes que sur les maux auxquels nous nous attaquons. Car nous nous sommes retrouvés, unis dans la lutte et dans l'espoir, tendus pour atteindre un bout de liberté, de justice et de démocratie, et nous avons indiscutablement atteint le premier objectif que nous nous étions fixés. Maintenant, il faut poursuivre avec la même ardeur, la même tenacité et utiliser ce qui a été acquis pour progresser encore. Car notre réussite ponctuelle doit nous donner la mesure de ce que nous pouvons faire maintenant en travaillant d'arrache-pied avec intelligence et sens de l'audace.

× Mardi 27 novembre à la prison de **Fresnes**. La porte de la cellule s'ouvre. Dans quelques minutes, les gendarmes viendront. Je monte dans la voiture qui m'emporte, suivie par une autre. Je reçois la rue et ses mouvements en pleine figure après un mois et demi de routine carcérale. J'arrive à la caserne de Reuilly où se trouve le tribunal militaire. Il est dix heures du matin et déjà les rues sont bloquées par d'importants dispositifs de police. De quoi ont-ils peur ? Dimanche 25 s'est déroulé au Sénat un colloque sur les tribunaux militaires organisé par le **Partito Radicale** et le **MRG** avec la participation du **PS**, du **PSU**, de la **CFDT**, la **FEN**, la **Ligue des Droits de l'Homme**, du **MDPL**, **IDS**, **DLIM**, **OP 20**, du **Syndicat de la Magistrature**. Un succès et l'occasion surtout de relier diverses organisations dont chacune comptera désormais dans la bataille sans merci que nous avons entamée pour l'abolition des tribunaux militaires. Car cette fois-ci, il s'agit de travailler pour gagner. Lundi 26, un meeting à Paris.

C'est donc dans une caserne en état de siège que se déroulera le procès. Le public pour entrer devra montrer patte blanche. La salle est pleine. Mais tout au long des 17 heures que durera le procès, les avocats devront constamment rappeler le principe de la publicité des débats pour permettre que les places qui se videront puissent être utilisées par les amis qui, par centaines, attendaient dehors de pouvoir entrer. 25 journalistes étaient présents, français et italiens. Des avocats français, belges, italiens étaient venus également assister aux rites survivants d'une époque dépassée qui sont ceux des tribunaux militaires.

D'entrée de jeu, Me Henri Leclerc pour la défense demande au TPFA de se déclarer incompétent pour statuer sur le cas d'un insoumis, démontrant, entre autre, comment cela était incompatible avec la convention européenne des droits de l'homme,et faisant ressortir les nombreuses contradictions qu'un tel jugement pouvait présenter en droit français. Un réquisitoire dense, bien conçu, auquel le commissaire du gouvernement ne pût opposer que de maigres arguments, déclarant notamment que l'impartialité des juges militaires étaient garantie par le serment qu'ils prêtent. Après plus d'une heure de délibération, le tribunal le suivra cependant, rendant un jugement dont les attendus feront date dans les annales de la médiocrité juridique européenne. Personne ne s'y trompe : l'existence des juridictions militaires n'est pas seulement scandaleuse en démocratie, mais c'est également une hérésie juridique. Il faudra poursuivre les initiatives dans ce sens car nous ne pouvons pas ne pas finir par obtenir la reconnaissance de l'incompatibilité des juridictions militaires avec les principes élémentaires de toute justice digne de ce nom.

En tout état de cause, le procès eut lieu. Un procès-tribune : d'ordinaire les tribunaux militaires expédient les procès, n'écoutent pas ou peu les accusés, punissent lourdement les accusés, punissent lourdement les infractions à la discipline et se font le bras justicier de la hiérarchie de l'institution armée. Cette fois-ci, nous les avons contraints à nous écouter, à respecter le droit de parole et à entendre. On ne jugeait pas un insoumis ce jour-là, mais tout un mouvement. Pas seulement d'ailleurs **l'Insoumission Collective Internationale** que j'avais lancée il y a cinq ans avec tant d'autres. Mais tous les objecteurs de conscience, ceux qui travaillent pour le désarmement, les artisans de la paix, ceux pour qui la résignation à l'absurde n'a pas cours et qui tentent de créer les conditions d'un autre futur possible.

C'est pour tous que j'ai parlé ainsi pendant près de deux heures pour expliquer que l'insoumission était désormais un devoir. Comment ne pas tenir compte en effet des principes de droit international adopté par l'ONU, suite au procès de **Nuremberg** qui jugea et condamna les criminels de guerre nazis ? Le grand enseignement que les forces alliées tirèrent de la guerre fut le primat de la conscience et du jugement critique des citoyens sur tout ordre qui leur est donné et par rapport à l'application de toute décision gouvernementale. Coopérer avec une armée qui, par le biais des armes nucléaires, prépare une guerre qui répond très exactement aux critères définissant les crimes de guerre et crime contre l'humanité

signifie se rendre complice, et donc coupable de ces crimes en droit international. Accepter passivement l'holocauste en cours de plus de 50 millions de personnes assassinées par la faim en un an (elles seront plus de 55 millions en 1980), alors que le budget des armements en France est de 105 milliards de francs pour 1980, année dans laquelle le monde dépensera près de 500 milliards de dollars pour fabriquer et entretenir les engins de mort, c'est un détournement de ressources qui constitue un crime de non-assistance à personne en danger..

Il y a même crime de génocide. Quant à l'armée, quel que soit l'angle sous lequel on l'examine, notre devoir de citoyens est de la condamner. Il en est ainsi des méthodes utilisées par l'armée en Indochine, en Algérie ou ailleurs, qui nous abaissent au rang de bandes armées dignes de la Gestapo. Il en est ainsi lorsque l'on étudie la réorganisation de l'armée de 1958 à 1980, qui fait ressortir de façon évidente qu'elle est utilisée contre les intérêts de la population, et liée à une certaine conception de l'Etat, coupé des gens et de leur vie. Il en est ainsi lorsque l'on étudie l'histoire qui nous enseigne que la guerre et la menace de guerre ont été utilisées pour éviter les troubles intérieurs pouvant remettre en cause les forces conservatrices qui gouvernent, et pour enrichir les industries. La conscription dans tout cela, c'est le moyen d'associer les gens à ce qui autrement apparaîtrait trop évidemment comme quelque chose qui va contre leur propre intérêt. C'est aussi un temps pendant lequel on lamine les volontés, et l'on fait reculer le seuil à partir duquel fonctionne la conscience et le sens de responsabilité des citoyens. Cela a pour conséquence le renforcement des comportements mâles et le mépris des femmes. J'ai à cet égard cité quelques refrains de bataillons de chasseurs et quelques «cris civils» qui accompagnent souvent la fin de la cérémonie du rapport dans les casernes, à la stupeur du tribunal, car en ces lieux, la vulgarité, qui est pratique quotidienne dans les casernes faisait honte à l'armée. J'ai démontré que lorsque l'on vous parle de défense, il ne s'agit que d'une vaste supercherie. Je pense d'ailleurs que ceux qui n'acceptent pas le militarisme ne doivent pas avoir le complexe de chercher à convaincre qu'il existe des «**alternatives de défense**». Car ce qui compte est la capacité des gens à voir ce qui ne va pas, et à réagir immédiatement et efficacement contre tout abus, qu'il vienne d'un gouvernement, d'un patron, d'un occupant, d'un individu ou d'un groupe quelconque. Cela ne s'exerce pas dans des circonstances exceptionnelles mais dans le quotidien. Et c'est ce que nous faisons avec nos batailles pour les libertés, l'écologie, la justice, l'ordre public, l'information, la démocratie, les conditions de vie et de travail, etc...

UNE VOIE TRACÉE

Tout cela a été dit aussi par les avocats (**MMes Halimi, Jean-Jacques de Félice, Henri Leclerc, Mauro Mellini**) dans leurs plaidoieries excellentes, et par les nombreux témoins qui firent état des convergences de forces politiques et morales et les centaines de lettres parvenues au tribunal.

Un épilogue lourd de sens : six mois de prison, dont cinq avec sursis, ce qui signifie une libération immédiate, et l'exemption de la conscription. En pratique, cela équivaut à la reconnaissance d'un droit à l'objection de conscience. Il y a en effet d'autres insoumis qui sont arrêtés et passeront en procès. Ceux-là, comme **Yves Dauphin** et **Gauthier** risquent de ne pas avoir l'attention de la presse et de la télévision et d'être durement condamnés. Les suites ne tiennent qu'à vous. Les centaines de lettres que j'ai reçues sont l'expression de cette chaine de gens qui se retrouvent et se comptent dans l'espoir. Non pas un espoir fou, mais un espoir qui s'organise, qui croît et apprend à gagner, ou mieux : à faire gagner quelque chose à toute la société. Je reprends ici l'appel lancé il y a quelques semaines par **Marc Thivolle** : nous ne pouvons pas perdre le temps de souffler, il nous faut abolir les tribunaux militaires. Nous continuons. Que ceux qui nous lisent n'hésitent pas à prendre le train en marche.

Jean Fabre

Vous avez dit no smoking ?

LETTRE OUVERTE A JACQUES EXBALIN; PRESIDENT DES AT DU VAL D'YERRE.

Mon cher Jacques, de toutes les lettres que j'ai reçues depuis le début de cette campagne, c'est bien la tienne que je préfère, car elle aura réussi à me faire sourire d'indulgence ainsi que, je le suppose, les lecteurs de la **G.O.** qui en auront pris connaissance dans le n° 288 ; ces mêmes lecteurs que tu rencontres sur le marché.

Je m'excuse de n'y répondre qu'aujourd'hui, ayant vainement cherché parmi les rares détracteurs une argumentation plus étoffée que celle que tu nous proposes et dont le ton virulent n'a d'égal que ta méconnaissance flagrante en matière de drogues douces. Une sous-information qui m'étonne de la part d'un lecteur/diffuseur de si longue date qui aujourd'hui s'insurge, je shit : « **de devenir à son insu un propagandiste de la drogue, un complice du pouvoir capitaliste dont la seule façon d'empêcher la révolte et la prise de conscience est de faire oublier la réalité sociale grâce aux paradis artificiels et dangereux. C'est un aveu de défaite, de démobilisation, que de s'engouffrer dans cette porte ouverte...** »

Dis coco, c'est **Lutte ouvrière** que tu crois diffuser ? Dans ce cas, n'hésite plus en effet à le vendre à la sortie des écoles, nos chers bambins manquent de devoirs scolaires... Y'en a marre de voir traîner de tels clichés chez les écolos, le schéma trop facile du fumeur déserteur d'une certaine réalité sociale, du fumeur camé à zéro, affalé dans une chambre obscure, ambiance hippie garantie. Oh Jacques, pourquoi l'interdire cette dépénalisation du H. puisque l'herbe est, selon toi, l'alliée naturelle du pouvoir ? Pourquoi, sinon justement afin d'asservir toute une jeunesse par les drogues dures dont les hommes au pouvoir contrôlent le trafic. Pas d'amalgames camarade, ce n'est pas le trafic des drogues douces que contrôle actuellement le pouvoir capitaliste, mais le marché des drogues licites et illicites. Les intérêts capitalistes les plus grands ont trait à trois types de drogues : les psychotropes, l'héroïne et les alcools.

- La promotion des drogues psychotropes est peut-être la plus grosse affaire du siècle. Non seulement les tranquillisants sont utilisés universellement et les personnes qui en sont devenues dépendantes sont des millions, mais l'industrie a littéralement créé des nouvelles catégories de toxicomanes, c'est-à-dire les dépendants de médicaments stimulants (en particulier les amphé comme la sympamine et la méthédrine), les dépendants des barbituriques et autres somnifères, les dépendants de stupéfiants synthétiques comme la méthadone, les dépendants d'analgésiques.

- La promotion de l'alcoolisme est devenue une grosse affaire. Les industries des distillés alcooliques se disputent à coups de millions un marché en expansion et il suffit de feuilleter les magazines illustrés pour voir combien de pages sont destinées à la publicité des super-alcools.

- L'industrie et le commerce de l'héroïne sont généralement considérés comme un simple problème de délinquance et non pas comme une industrie capitaliste. On oublie que dans certains pays la culture du pavot et la production de l'opium sont protégés par les gouvernements. Qu'la CIA en a géré le marché en Indochine, que la mafia et les grandes organisations internationales qui la soutiennent ont des financements et des protections à de très hauts niveaux, que les forces de droite et l'Etat capitaliste lui-même ont intérêt, dans certains pays, à faciliter la diffusion de l'héroïne parmi les jeunes politisés. Mais ce que l'on ignore généralement, c'est le rôle de l'industrie pharmaceutique dans la production de l'héroïne. Pourtant la chose a été plusieurs fois dénoncée par la presse.

Tout ceci, nous l'avons déjà dit dans nos colonnes, en long, en large et en travers. Alors assez d'élucubrations, tu diffuses la **G.O.**, c'est chouette de ta part, mais la lire serait encore mieux.

Je l'ai écrit, je le revendique encore, je fume depuis l'âge de 13 ans et je me sens autant révolté que toi pour ce qui concerne les centrales nucléaires, l'extradition de Croissant, celles de Piperno et Pace, le militarisme croissant et cette société policière qui nous quadrille nos derniers espaces de liberté. Et si je fume, ce n'est pas par « **manque d'idéal, la peur de l'avenir dans ce capitalisme sauvage, dégénéré, inhumain...** ». Merci bien, je laisse cette soupe un peu trop réchauffée à mes confrères du **Monde**. Et quand bien même certains - ils ne sont pas la majorité - fuiraient toujours plus loin ce monde matérialiste où la discipline sociale a tué la liberté individuelle (autre version...), ceux-là ne lisent pas la **G.O.**, ne lisent aucun journal, d'ailleurs, ne militent nulle part, ne s'intéressent pas à la politique et ne recherchent que leur vérité propre au sein d'une ambiance, d'une camaraderie. Et ceux-là à la limitent se foutent d'une dépénalisation du H., ils sont bien comme ils sont. Ceux-là pourraient te répondre gentiment, pourquoi créer lorsqu'on est dans un autre univers ? A ceux-là je ne me sens pas le droit d'aller prêcher la bonne parole, pas le courage non plus, pas l'envie.

Le H. n'est pas nocif, je le répète, quand il est pris dans des conditions normales, il est sans aucun doute moins nocif que l'alcool. On fume pour le plaisir, on boit pour oublier (1). La différence est là, et de taille. Et aucun pas n'est fait dans le sens d'une modification des lois qui confondent, et c'est leur intérêt, toutes les drogues entre elles... sauf les drogues qui rapportent de l'argent. Alors il est trop facile de généraliser le comportement d'une minorité au million de fumeurs occasionnels en France, d'autant que, du côté du pouvoir, on fume également, ce qui ne les empêche pas pour autant de nous goulaguer le quotidien. Ce serait comme analyser le progrès de l'automobile à travers les accidents de la route. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. On estime qu'il y a, seulement pour l'Europe, 15 à 20 millions de personnes qui emploient plus ou moins régulièrement « l'herbe qui tue ». Affirmer qu'il y a en Europe 15 à 20 millions de candidats au suicide (moral ou physique) semble un peu abusif.

Alors pourquoi une campagne sur l'herbe dans un hebdo d'écologie politique ? Il est vrai que c'est une plante naturelle, mais c'est aussi une drogue illégale. Qui peut aujourd'hui prendre au sérieux une justice qui condamne des jeunes gens pour possession, pour trafic ou pour quelques autres vétilles concernant l'herbe ? Si l'on va en prison pour vingt grammes, qu'est-ce que cela veut dire « aller en prison » ? Qui de nous n'a pas au moins une connaissance qui n'a pas été en taule ?

Je crois qu'il ne faut pas mentir. Si l'on exclut la technicité, l'informatique, la télématique, il est fatal qu'une dépénalisation de l'herbe nous conduise enfin vers cette fameuse civilisation des plaisirs... dont on parle tant dans les beaux livres et que l'on a tellement peur de voir venir. Pour donner un exemple, je crois que cette dépénalisation pourra conduire un grand syndicat comme la CGT non pas à déplorer le chômage, mais à définir des politiques de non-emploi où ceux qui ne pourront ou qui ne voudront pas travailler auront quand même des possibilités de vie pratique raisonnable. Mais je m'égare...

Alors, l'herbe, atout électoral ? Ce serait là un coup sérieux et annonciateur porté aux tenants de tout notre moralisme ancestral.

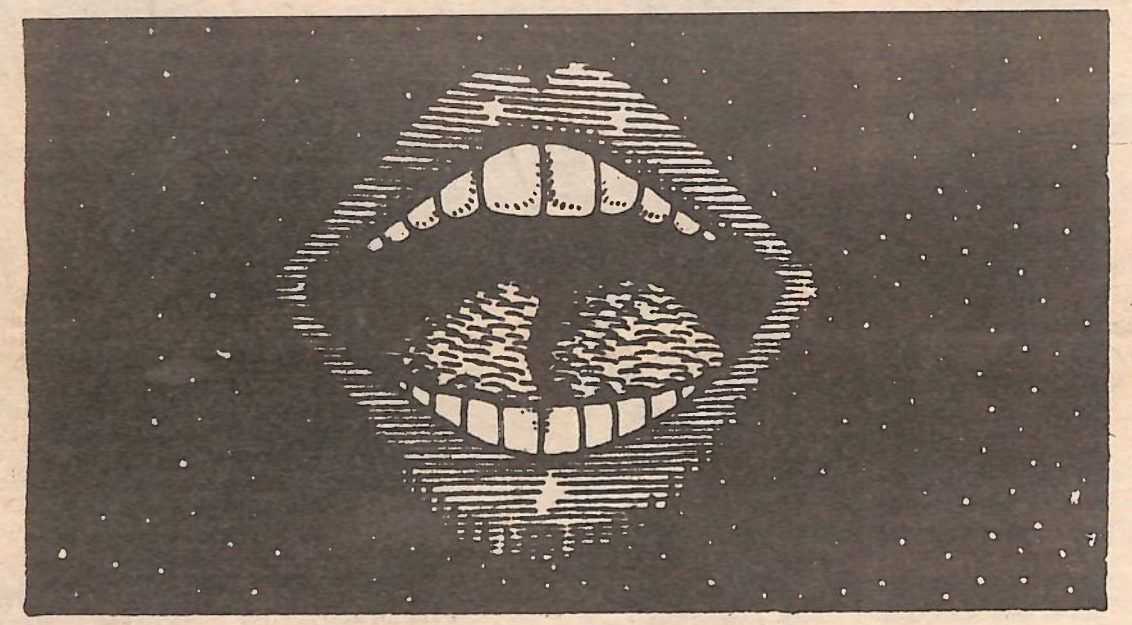
Mandrin

(1) Souvent je n'ai pas d'herbe sous la main... Alors je m'avale un verre de whisky. L'effet n'est pas mal non plus, mais ce n'est précisément pas pour « oublier ». Que veux-tu, ça me fait un effet-bœuf, l'alcool ! C'est con, car après j'ai des petits boutons sur le nez. Ça fait aussi partie de l'effet-bœuf.

Hélène Crié

HISTOIRES D'H

APRES LA SCANDALEUSE DECISION DES ministres européens de ne plus faire de distinctions entre les drogues douces et les drogues dures, la France peut continuer à réprimer tranquillement les fumeurs de H, les petits revendeurs et même maintenant certains cafetiers. Pendant ce temps-là, les gros bonnets de la drogue peuvent dormir sans risque sur leurs deux oreilles.



Pour eux, les affaires marchent de mieux en mieux. Le shit étant de plus en plus souvent aussi dur à trouver que l'héroïne, certains se laissent malheureusement tenter. La campagne pour la dépénalisation du H lancée par la GO il y a amintenant six semaines n'a pas encore réussi à frnachir le mur des gros médias et pourtant cette campagne ne manque pas d'actualité. Nous contactons et contacterons encore la presse, mais c'est aussi à vous chers lecterus (trices) d'en parler, de contacter chez vous les associations, organisations qui sont concernées.

«Encore la drogue» *en une de* «Midi-Libre» *du mercredi 21 novembre.* «Le H était vendu à des lycéens du Gard et de l'Hérault». *Titres pour faire peur. Titres pour paniquer les «bons» citoyens car là encore, plus on avance dans l'article, plus l'affaire se rétrécit. On apprend finalement que la police n'arrêté que cinq petits trafiquants qui écoulaient du H en provenance du Maroc. Ceux-ci ont reconnu avoir vendu 1,5 kg de H au cours des cinq dernières semaines dans l'hérault. Et c'est avec ça que le* «Midi-Libre» *se permet de conclure* «La route du H est coupée entre Tanger et Nimes».

Comme si ce circuit était le seul à approvisionner Nimes et sa région. Comme si l'intérêt principal de la répression était de couper les arrivages de H pour amener certaines personnes à consommer des médicaments douteux ou des drogues dures.

Combien de fois faudra-t-il le répéter. Arrêter des petits dealers de H est d'une simplicité enfantine pour le moindre flic. Dans n'importe quelle ville de province tout le monde les connait. Mais que fait-on réellement pour enrayer la consommation des drogues dures, pour informer sur ses dangers ?

La réponse est simple, le gouvernement ne fait rien et cherche simplement à criminaliser les utilisateurs.

Cette position ne peut amener qu'à une augmentation de la consommation des drogues dures et de qualités dégueulasses.

Autre affaire, celles des cafetiers de La Flèche dans la Sarthe. La Flèche, c'est une ville de 16 000 habitants avec 6000 lycéens et 35 cafés comme uniques, ou presque, lieux de rencontres. En août dernier, les gendarmes découvrent dans une fermette quelques jeunes en train de fumer du H. Tout va alors très vite et 38 interpellations sont effectuées chez les 16-21 ans. Deux revendeurs sont condamnés par le tribunal d'instance du Mans, l'un à trois ans de prison dont deux avec sursis, l'autre à six mois avec sursis. Encore deux petits dealers de condamnés pour sauver les apparences. Mais le sous-préfet de la Flèche ne veut pas en rester là. Il fait fermer trois établissements de la ville, un café, une crêperie pour trois mois et une discothèque pour six mois.

Le motif, les tenanciers de ces établissements auraient du selon le sous-préfet se transformer en auxiliaire de police et dénoncer tous les petits trafics qui eurent lieu dans leurs locaux. Pour protester contre cette mesure, trente cafés ont fermé leurs portes entre 14h et 17h le jeudi 29 novembre. Les commerçants de La Flèche ne veulent pas se reclasser dans la police et c'est tout à leur honneur.

Mr Bouvier, propriétaire de la crêperie a même organisé, avec la participation de médecins, de psychologues et d'enseignants, un projection-débat après le film «More», deux cents à trois cents personnes y sont venues. Reste à savoir si cela sera suffisant pour dédramatiser la situation.

Ce n'est en tous les cas pas L'Humanité *qui y aidera quand dans son numéro du 29 novembre R. Pichelin, journaliste, répète que le H rend stérile et qu'il est plus cancérigène que le tabac ce qui est notamment contredit par les chiffres de natalité qui existent au Pakistan, au Maroc, etc., où la population fume depuis des centaines d'années. Comme on peut le voir, il nous reste bien du H sur la planche pour obtenir la dépénalisation des drogues douces.*

Jean-Luc Bennahmias

ORDONNANCE

Ecran :

Pour les boulimiques de l'image, voici le programme art et essai de l'Eldo 3 à Draguignan (Bd Gabriel Péri, tél. 94/ 68 48 11. Mardi et mercredi à 18h 30, jeudi et (vendredi à 19h). **Parfum de femme**, de *Dino Risi* (5, 6, 7 déc.), dommage que je sois enrhumé; **Prova d'orchestra** de Fellini (du 11 au 14), dommage que je n'aime que le rock et **L'adolescente** de Jeanne Moreau (du 18 au 21), dommage que j'ai la chtouille. Une animation cinématographique à suivre de près, dans une ville militaire où la caméra a longtemps été négligée au profit du canon.

Nouveau et interessant :

Une lecture indispensable, c'est **Actuel** qui ressucite et nous invite, avec beaucoup d'humour et une petite touche mode (ça ne fait de mal à personne) à suivre ses reporters en des lieux assez inattendus. A Barbès, qu'on saccage, chez les morts qu'on congèle, à la Fnac chez un patron troskyste, dans la maison du dictateur Macias N'Guéma. Des endroits que **Le Figaro** ne visite jamais. C'est du «nouveau journalisme» à la française, qui n'a rien à envier à son jeune ancêtre américain. **Actuel** mérite toute notre attention, au moment où la grande presse n'a plus rien à dire, en ces jours tristes. **Actuel**, 68 bis rue de Réaumur, 75 003 Paris, tél. 274 25 60. N°1, 10F. Abonnements : 1 an, 100F. Dans le n°2, un grand reportage sur la fantastique **Nina Hagen** qui chantera au Palace en décembre.

Drogues :

Toujours dans **Actuel**, une aventure insolite. Un fou a essayé de tester tous les tranquillisants et a bien failli y passer. C'est un reportage drôle à lire juste avant d'aller écouter le Dr Pradal, invité à Marseille, ce soir (faculté St Charles, 20h30) par l'UFC Var Consommateurs. Pradal part en guerre contre la peste pharmaceutique, avec une arme de papier, le **Guide des médicaments les plus courants** (Ed. Le Seuil, coll. Points). Attendez la sortie de sa conférence pour avaler en toute connaissance de cause le contenu du tube de valium que vous tripotez depuis une heure.

tour de force qu'a réalisé Jean-Pierre Richard dans **Embargo** (Ed. Dargaud). A travers un style chansonnier, pas toujours bien maîtrisé, pas toujours bien dessiné non

Poils de cul :

Les amateurs de hard-core et les dévoreurs de sexe seront heureux d'apprendre que les dessins pornos de Crumb sont enfin disponibles en France sous le titre **Snatch comics**. Futuropolis (8 passage des Ecoliers, 75 015 Paris, tél. 824 38 71) nous en offre une édition en petit format (c'est pour mieux le cacher, mon enfant). Crumb a imposé définitivement le sexe dans la BD underground américaine. C'est souvent phallo, mais les mecs aussi en prennent plein la gueule : en fait, Crum est plutôt misanthrope, mais il n'en perd pas pour autant l'envie de rigoler. C'est ça qui le sauve.

Crise :

Se foutre de tous les grands de ce monde en BD, c'est le plus, on se ballade dans une France malade de son pétrole enfui. La fin d'**Embargo** fera plaisir aux écolos : à Gergovie, loin du mazout et du nucléaire, on retrouvera le plaisir de vivre le **small is beautiful** et les technos douces. Un album plein de bonnes intentions, donc.

Bouddah : Ma copine est partie en Inde, quoique très effrayée par les cobras. Moi, je ne pouvais pas. Mais l'Inde est venue à moi. Au Centre de Rencontres de Chateauvallon (83 190 Olliules, tél.: 94/24 11 76), on verra le film de Satyajit Ray, **la Complainte du Sentier**, le 6 à 21 heures. Du 7 au 8, on se dépaysera en visitant l'expo d'art indien, et le 8 on planera en regardant **Malavika**. Je l'ai déjà vue il y a quelques années et j'en suis resté soufflé, tellement c'est beau. En tout cas, quand ma copine rentrera, j'en saurai autant qu'elle.

Docteur Bernard Blanc

Une rue quelconque dans une ville quelconque des Etats-Unis.

Un flic quelconque s'apprête à déménager d'une maison quelconque, avec son mobilier quelconque...

Buster Keaton croit avoir acheté le cheval, la charrette et leur chargement. Il emmène le tout. Les flics sont à ses trousses. Poursuite classique, gros rire classique. On a vu et revu dix fois **The cops**, toujours aussi frais, toujours aussi acide.

Mais ce qui m'a frappé cette fois-ci, c'est le mobilier « quelconque », étalé sur le trottoir :
- une malle de toile cirée aux belles formes bombées ;
- une cuvette et son pot, en faïence à fleurs ;
- des chaises en bois galbé, style « colonial american » ;
- des tables à pied de fonte et plateau de marbre ;
- des lits de fer à volutes ;
- des casseroles de cuivre, des marmites de fonte ;
- et quantité d'autres bons objets et meubles meublants, comme disent les huissiers dans les ventes publiques...

Aucun, strictement aucun de ces objets si ordinaires à l'époque, qui ne ferait aujourd'hui le bonheur d'un antiquaire, qui n'échapperait à l'œil exercé d'un glaneur de « rétro ». Et pourtant l'auteur du film n'y avait absolument pas prêté attention, la caméra ne faisait que glisser comme indifférente, ce n'était que le mobilier banal d'une famille banale...

Le film a dû sortir il y a soixante ans, vers 1920. Mais à cette date, personne ne se serait intéressé au mobilier banal que pouvaient utiliser des gens vivant soixante ans plus tôt, disons vers 1860.

Quant au mobilier banal que nous utilisons aujourd'hui, plastique, contre-plaqué ou formica, style design, style fonctionnel ou style finlandais, qu'en restera-t-il dans soixante ans vu la médiocrité des matériaux, et qui s'y intéressera à part les ethnologues ?...

La collecte « rétro » était impensable il y a soixante ans car sans motif ; elle sera absurde dans soixante ans car sans objet. Si nous sommes aujourd'hui si sensibles au charme (mais oui !) des objets entassés par Buster dans sa charrette, c'est peut-être qu'il s'agit de bien autre chose que d'une mode pour snobs, qu'il y a là un symptôme autrement profond...

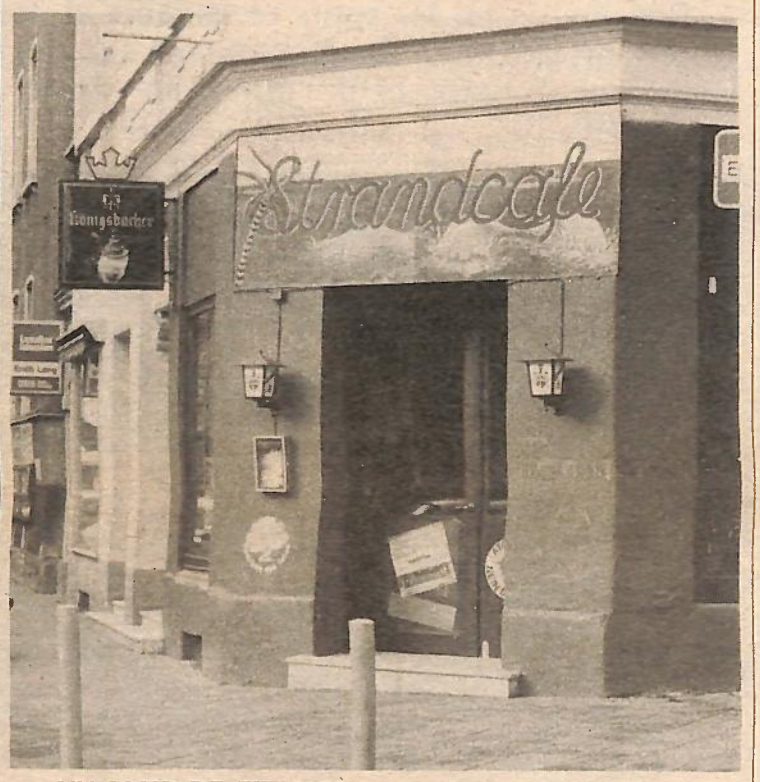
Que s'est-il passé, que s'est-il cassé, qui s'exprime confusément à travers notre rapport éperdu aux choses et aux matériaux d'autrefois ? Quel malaise, quel déracinement, que nous ne savons déjà plus dire et que nous ressentons si fort ?... En quel temps vivons-nous ?

Jean Chesneaux

FRANCFORT

ghetto...

ON SE SOUVIENT PEUT-ÊTRE DU «**Rock gegen Recht**», le rock contre la droite, en juin dernier. Une grandiose manifestation anti-nazie interdite d'entrée dans la ville, qui était néanmoins passée outre les milliers de policiers et s'était terminée par un gigantesque concert. **Francfort**, point névralgique de la contestation d'extrême-gauche en RFA, ville grouillante d'initiatives alternatives.



UN JOUR DE FEVRIER, cette année, j'y suis allé avec un copain, Il fallait que je connaisse. Quelques échos de cette ville dans les journaux, Cohn-Bendit qu'on interviewait souvent l'an dernier à cause de l'anniversaire de mai 68, qui en parlait avec force détails intéressants, deux ou trois amis qui y étaient passés... j'avais envie d'approfondir, Arrivés paumés au centre ville, on avait cherché un lieu-clé du «mouvement», et atterri à la **Karl-Marx-Buchhandlung**, une librairie-pivot paraissait-il. De là au **Pflasterstrand**, le journal local de contre-information. Qui dit local dit souvent audience réduite. En tout cas pas pour le **Pflasterstrand !** Il est partout, dans tous les cafés, les restaus, les lieux de rencontre, l'université, vendu à 8000 exemplaires. Autour de tasses de café, on avait fait connaissance. Gisela nous avait ensuite emmenés chez elle, dans sa communauté. Ils étaient sept à vivre dans une grande maison ; sept ici, cinq dans dans la rue plus loin, trois de l'autre côté du boulevard, quatre à cinq minutes à pied. Ils parlaient de «communes», et nous nous étions retrouvés avec eux le soir au **Batschkapp**, LA discothèque, LE lieu de rendez-vous du week-end, au milieu de cinq cents garçons et filles aux cheveux plus ou moins longs, à l'aspect gauchiste un peu oublié chez nous. Tout le mondesemblait connaître tout le monde, les gens dansaient, mais n'étaient manifestement pas là pour cela uniquement. L'ambiance avait quelque chose d'affectif ; entre plus de 600 personnes, il fallait le faire ! Nous, on avait trouvé des copains, et le lendemain on était repartis à Paris avec l'envie brûlante de revenir. J'avais pourtant peur de m'être faite avoir par l'atmosphère communautaire chaleureuse, peur de mythifier trop vite ce mouvement des spontis que je venais à peine d'entrapercevoir. Ces mots de «spontis», de «scene», qui revenaient toujours dans les conversations sur la vie à Francfort, n'avaient pas de signification sans connaissance précise de la ville. Plus tard, après plusieurs séjours là-bas, j'avais pourtant trouvé en filigramme à Francfort une atmosphère de ghetto qui me laissait un peu réticente. Beaucoup de cafés alternatifs, de restaus, de maisons de quartier ; beaucoup de lieux où retrouver les gens du même bord ; une vie collective impressionnante à l'intérieur de la ville. Mais aussi parfois l'impression qu'on tournait un peu en rond dans un milieu clos et en quelque sorte protégé. Ils étaient quelques-uns à m'avoir fait part d'une impression semblable, tout en disant pourtant qu'ailleurs c'était insupportable, tout en disant que l'Allemagne sans alternative de ce type, c'était vraiment invivable. 15000 spontis, je trouvais ça énorme.

Il y a trois semaines, au **Strandcafe**, lieu de la «scene» par excellence, Anna m'a parlé : «**Je ne peux plus supporter les gens qui sont ici. Des paumés qui transforment leur vide en théories politiques. Ils théorisent leur non-imagination. Il ne se passe plus rien à Francfort. Il y a quatre ans, le mouvement était beaucoup plus fort. Et puis tout ça est bien retombé. On vit tranquillement sur nos acquis d'il y a quelques années ; on est bien contents d'avoir des alternatives à tous les cafés et discothèques traditionnelles ; on a nos librairies, nos journaux. Ça va. On est un bon groupe bien à part. On s'auto-satisfait**».

Voilà qui remettait en question mes impressions enthousiastes du début. Anna était la première à me parler ainsi, avec autant de désabusement. D'ordinaire, on me parlait du seul endroit vivable en Allemagne, avec Hambourg et Berlin». Elle, elle en avait simplement assez de ce que j'avais pu considérer comme exceptionnel et différent de ce qu'on pouvait connaître en France. Mais autour d'elle, les autres avaient tiqué.

ILS VIVENT DANS CETTE VILLE

DANIEL COHN-BENDIT, qui vit à Francfort depuis son expulsion de France en 68, m'a expliqué ce qu'on entendait par «scene». «**Se sont regroupés sous ce nom après 68 les «spontex», les non-dogmatiques du mouvement contestataire. D'un côté, il y avait les maos (je schématise), de l'autre les non-léninistes. Tout un mouvement se regroupant dans les communautés a adopté un style de vie axé plus sur la «politique quotidienne», à la première personne. Ça a été de pair avec un développement d'institutions alternatives, réseau de vie, échanges, rencontres... , tout en cultivant une rupture avec l'idéologie dominante de la politique. Mais attention : sans prétendre créer une autre idéologie, même affublée du qualificatif alternatif. C'était plus une négation qu'autre chose. Une certaine définition politique du mouvement s'est faite dans la lutte anti-nucléaire et anti-industrielle. Ce courant rassemble un nombre incroyable de gens finalement. Cet été s'est tenu un concert de rock en Westphalie de 150000 personnes. C'étaient les mêmes qui étaient au «Rock gegen Recht»**.

- La création d'« ilots de résistance», comme ce qui existe à Francfort, n'a pas posé de problème au pouvoir ? A priori, vous représentez une force fantastique.

- **Bien sûr, c'est pour cette**

raison que les affrontements réels sont évités. Un des exemples en est le Pflasterstrand. En janvier, nous avons publié un article sur Klein, l'ex-terroriste qui avait donné une interview à Libération. Le numéro a été interdit de vente. Et pas d'ennui supplémentaire. Ils ont laissé tomber. Ils n'ont pas envie non plus de donner des proportions considérables à quelque chose qui part d'ici.»

APRES L'EPOQUE DE LA R.K., où les femmes ont commencé à s'organiser de façon autonome, où les premières communautés non mixtes se sont créées, Odile s'est investie dans des projets de femmes et elle pense que le mouvement a trouvé pour un temps son rythme de croisière. Beaucoup de femmes vivent ensemble et se sont lancées dans des expériences qui marchent bien. J'ai rencontré un soir celles qui fabriquent le **Frauenblatt** de Francfort, le journal féministe local. Autour de bouteilles de champagne (eh oui !) au **Frauencafé**, dans une pièce derrière où d'ordinaire des filles se retrouvent pour faire de la musique, coudre, être ensemble. Ici, ce n'est pas un lieu militant « ouvert » ; plutôt un endroit où des copines féministes se retrouvent. Par contre il y a dans la ville des lieux de réunion, des centres ouverts à celles qui veulent connaître les mouvements et les luttes féministes. Dernièrement un **centre de santé pour les femmes** a été créé par des militantes qui s'étaient investies dans des groupes un peu semblables au

FRAUEN

MLAC. Au départ, l'objectif était de faciliter l'information sur la contraception et l'avortement. De fait, aujourd'hui, le centre est pas mal fréquenté par des femmes enceintes qui préparent leur accouchement. D'autre part il y a une maison de femmes battues à Francfort. Trois cafés de femmes, une librairie qui fonctionne en collectif depuis trois ans. Et le journal, le **Frauenblatt** qui, comme c'est le cas souvent en Allemagne où les initiatives locales sont très fortes et pas du tout marginales, se vend parallèlement aux deux journaux nationaux féministes, **Emma** et **Courage**.

Ulrike, qui vit dans une communauté mixte avec son bébé, tenait à me préciser quelque chose : « **Ici le mouvement est différent de celui qui existe en France. Nous n'avons pas vraiment de tendances opposées idéologiquement ; en tous cas nous ne les mettons pas en avant comme chez vous les femmes de Psy-et-Po par exemple. Nous fonctionnons beaucoup en rapport avec des objectifs concrets, avec la réalisation de projets collectifs. Et, si tendance il y a, elles sont davantages régionalisées. Dans chaque land c'est différent.**

Par rapport à Francfort et à nos relations avec les spontis ? Le mouvement n'a pas de position commune. Il y a des femmes qui se distancient d'eux, mais on vit quand même au cœur de cette ville, avec tout ce qu'elle représente de pensée commune minimum ».

H.C.

ou ilot de vie?

J'avais rencontré Dany au **Strandcafe** ; me souvenant de Anna et de son amertume, il m'avait paru intéressant de la pousser plus loin dans dans son analyse, même si elle ne représentait pas nécessairement un avis général. C'est ainsi qu'un après-midi, dans l'arrière-salle de la **Karl-Marx-Buchhandlung** aménagée en coin-bistrot, elle était venue avec Hans pour m'éclaircir les idées. Odile était là aussi, une Française qui vit à Francfort depuis longtemps.

A : *C'est parti environ en 66, pendant la coalition SPD-CDU. Le mouvement étudiant était très fort ; il s'est scindé et les spontanéistes, à Francfort, se sont regroupés dans le Revolutionnare Kampf (R.K.). Les spontis voulaient sortir du ghetto étudiant, aller en usine. Pas pour porter un message quelconque aux ouvriers, mais pour vivre avec eux, tout simplement. Le mouvement a été très fort jusqu'en 71-72. On faisait énormément de trucs sur les quartiers, de l'alphabétisation, des squatts très importants. Mais on n'a pas été fichus de tenir ça debout. Ce sont nos relations avec les gens du quartier, de l'immeuble qui ont tout fait foirer. Par exemple, pendant les squatts, des familles venaient nous voir, nous soutenir. Tout ce qu'on a trouvé à faire, c'est de ne plus s'occuper d'eux. Ils ressemblaient trop à nos parents, à des gens « normaux ». On était mieux entre nous, dans nos fêtes et notre trip collectif. C'est compréhensible, mais ça a tout fait rater. C'est en tout cas comme ça que je l'analyse.*

- Toi tu es partie en France et tu es revenue en 1975 à Francfort.

A : *Oui, et quand je suis arrivée j'entendais parler d'innovations sociales parallèles, d'un nouveau mouvement alternatif. Comme si le R.K. n'en avait pas été un ! Plus personne ne voulait entendre parler de R.K. C'était une époque révolue. Les anciens, qui avaient bossé en usine, refusaient de continuer dans cette voie. Certains partaient à la campagne. Ils étaient devenus les spontis d'aujourd'hui.*

- Comment expliques-tu le changement qui s'est opéré ?

A : *A un niveau d'abord institutionnel. Le capitalisme avait pigé que le laisser-aller, le libéralisme ne pouvait plus durer. Il fallait réinstaurer l'Ordre et la Sécurité. Vers 71, les occupations de maisons étaient possibles, par exemple. Avec les flics ça ne se passait pas trop mal. Et c'est devenu trop dur dans la répression. L'image de l'ennemi intérieur a été poussée en avant ; on avançait le concept du terrorisme pour diviser la gauche. Puis la défection pour ce qu'on nommait politique, refusée de plus en plus par les spontis. Peu à peu, l'organisation des spontis s'est cassée la figure d'ailleurs. Ça s'en va dans tous les sens, des tas de courants de pensée se développent différemment.*

H : *D'un autre côté, ça s'est consolidé par des initiatives tous azimuts. Et lorsqu'il y a un gros problème, on sent qu'il y a une force prête à réagir et à se manifester. Tout le monde le sait, c'est un sentiment présent et diffus.*

A : *J'admets qu'il y a maintenant une certaine décontraction qui n'existait pas du temps de la R.K. On avait notre morale à nous, très rigide, dans notre refus absolu du bourgeois. Ça se traduisait de mille façons, par une intolérance assez dure, par une mode vestimentaire invraisemblable* (elle rit en invoquant les cuirs, les cheveux rouges et les talons très hauts).

O : *Je trouvais la R.K. rigide et dogmatique. C'était une oppression envers soi-même, on copiait les autres. Maitenant les gens sont beaucoup moins modes, plus libres dans leur vie personnelle.*

A : *Il n'empêche que je ne trouve plus les spontis très créatifs. Nos communautés n'ont rien d'original, même si elles sont très nombreuses.*

O : *Ton impression est très subjective. Il y en a pour qui ça marche vraiment bien. Les gens de la R.K. ont vieilli. Ils ont créé des collectifs de travail, d'avocats, de santé... et le Strandcafé ! Mais on ne peut plus limiter ça aux seuls spontis. Ça déborde de tous les côtés. Regarde le mouvement des femmes, il est assez riche d'initiatives !*

A : *Possible. Mais ce rejet total de la politique me pose un problème. Les gens sont trop intéressés par la vie quotidienne. Je ne suis pas précisément pour les analyses perpétuelles et dogmatiques. mais il manque de toute évidence un courant directif et analytique à ce qui se passe. »*

POURTANT IL Y AVAIT à côté les écologistes qui tenaient leur congrès à Offenbach ; les groupes de quartiers mobilisés contre la future entrée payante du jardin public ; il y avait le centre de santé pour les femmes récemment créé par des féministes ; le Pflasterstrand qui restait malgré tout le lien important de Francfort ; le Tageszeistung et Information-Dienst qui se fabriquaient quelques rues plus loin ; le comité de défense d'Astrid Proll qui tenait une réunion ; la fête nicaraguayenne qui se préparait pour le soir ; les centaines de communautés qui marchaient depuis des années, le Batschkapp qui faisait le plein de son café en attendant le soir ; à Mayence la semaine d'avant, il y avait eu la manif pour l'avortement. Il y avait surtout l'atmosphère d'une ville où 15 000 personnes vivaient un peu mieux qu'à Bonn ou qu'à Cologne, fût-ce en ghetto, où je me sentais des envies de séjour plus long et moins observateur, où depuis un an je revenais régulièrement pour tenter de comprendre pourquoi en France rien de semblable n'existait, sur une aussi vaste échelle, s'entend. Il y avait la communauté où je rentrai le soir, qui dégageait **autre chose qu'une atmosphère d'expérience.**

Hélène Crié

LES ASSISES DE DIJON : DE LA CONFUSION A L'ESPOIR

LA PREPARATION

La confusion est née de l'annonce des assises de Dijon. Cette réunion avait été prévue par l'assemblée d'Europe-Ecologie, lors de sa réunion de bilan à Chamerolles en juin dernier, dans un double but : d'une part dissoudre Europe Ecologie, constitué seulement en vue des Européennes ; d'autre part rechercher et définir une structure élargie, où tous les écologistes pourraient se regrouper pour approfondir leurs objectifs, unifier leurs actions, occuper l'espace politique créé par leur participation aux élections, sur la base d'une analyse globale claire et cohérente. Parallèlement à l'invitation d'Europe-Ecologie à ces assises, était diffusée aux groupes écologistes une invitation émanant de l'APERA, avec un objet plus imprécis : « Assises de proposition et de mise au point ayant pour but de débroussailler les aspirations de groupes ou personnes se sentant proches de l'écologie... ». Trop plein d'invitations, donc, mais inexistence quasi-totale de la circulation des idées et des textes. Par contre, la masse de documents que les présents à Dijon ont reçu là-bas demande plusieurs heures de dépouillement. La connaissance à l'avance de ces textes, souvent longs et qu'il était impossible de lire sur place, aurait permis d'organiser et de clarifier le débat, tout en gagnant un temps précieux.

LES PARTICIPANTS

- **Les Amis de la Terre** : prudents, disciplinés, tendus, dans les assemblées générales ; affables et amicaux dans les couloirs. Relativement nombreux et faisant groupes.

- **Les militants du Mouvement Ecologique, ou Europe-Ecologie** : déterminés à se défaire des tenants du réformisme (SOS Environnement) recherchant l'unité surtout des orientations précises (rejet du productivisme, de la technocratie) ; parfois maladroits, puis pressés.

- **Les autres** : ceux que nous pourrions appeler maintenant les « inorganisés », parmi lesquels plusieurs tendances essayent de se faire entendre : les **régionalistes**, qui jugeaient également indispensable la création d'un mouvement d'écologie politique, mais dont la base serait la région ; les **libertaires**, ou partisans d'un Partito Radicale à la française.

- **Enfin les nouveaux venus de l'écologie** (et qui ne ressentent pas encore le besoin d'une structure) et les **brouillons** qui, pour justifier leur agitation, s'efforce naïvement de servir de lien entre des groupes qui se connaissent depuis dix ans.

LES DEBATS

Ils ont été fort pesants. 150 participants, cela ne permet pas un échange de vues léger et aérien. Cependant, pour qui a connu les réunions style psychodrame de certaines assemblées **d'Ecologie 78**, on remarquait une plus grande maturité des écolos présents. La lenteur des débats du Samedi soir conduit à la précipitation des propositions du Dimanche midi. Dès le Samedi soir, cependant, il était acquis que les Amis de la Terre campaient sur leurs positions, et ne tenaient pas à s'engager individuellement dans un large mouvement d'écologie politique, dont ils deviendraient une des composantes. Leur conseil a été : « **Structurez-vous et nous pourrons discuter** ».

Un peu moins de méfiance entre les uns et les autres, un peu plus de temps, un peu plus de réflexion et de concertation à la fin de la matinée du dimanche, et la motion numéro 1 (MEP) et numéro 2 (Isabelle Cabut) auraient pu être modifiées, reformulées et proposées en assemblée pour n'en faire qu'une. Beaucoup ont été déroutés par la subtilité et l'ambigüité de la motion d'Isabelle, comme d'autres choqués par la motion « coup de poing » du MEP.

CE QUI A ETE ACQUIS

- **La création d'un mouvement d'Ecologie Politique**, rassemblant la plus grande partie du mouvement associatif de province, avec dans le bureau provisoire ceux qui sont pour un approfondissement et une radicalisation de l'analyse écologique. C'est sinon un renversement de tendance, du moins une impulsion nouvelle par rapport à **Europe-Ecologie**, dont les positions, malgré une campagne obstinée et courageuse, ne sont pas apparues comme cherchant à démystifier le progrès scientifique et la pseudo-rationalité technico-économique. Ainsi ne peuvent exister dans une même structure ceux qui se tiennent encore au chaud dans le ventre mou du réformisme électoraliste, et ceux qui veulent vulgariser et diffuser une pensée politique claire et clarifiante.

- **La création d'un comité de liaison**, concrétisant la volonté des participants de ne pas couper le mouvement écologique en deux ou en trois, donc de se retrouver dans une structure de liaison afin d'éviter le retour au blocage dû à l'esprit de chapelle, le parachutage des candidats ou les doubles cnadidatures lors des élections.

Il semble bien qu'il y ait, entre tous, malgré la difficulté à travailler ensemble, une grande identité de vue quant aux orientations et au choix des thèmes d'actions prioritaires. Le clivage essentiel qui peut séparer la famille écologique reste dans la stratégie, dans le choix des alliances possibles. Les AT sauront-ils résister à la fascination d'une « nouvelle gauche », seront-ils d'accord avec les écolcogistes du MEP pour constituer une force politique autonome capable de troubler et même de casser le jeu politique traditionnel ? Nous le saurons sans doute dans quelques mois.

CE QUI RESTE A FAIRE

Dans l'immédiait : d'une part inventer un système de passerelle entre nous :
- entre les AT et le MEP ;
- entre un mouvement d'écologie politique et les militants en action sur le terrain, les associations de défense de l'environnement et les associations de défense des consommateurs ;
- entre l'écologie politique, les scientifiques, les économistes ;
- entre l'écologie politique et les syndicats, particulièrement la CFDT ;

D'autre part, inventer une structure assez légère mais parfaitement mobile pour être prête à répondre à l'évènement quand il survient.

Ces questions auront sans doute trouvé un début de réponse avant le congrès prévu les 5,6 et 7 avril prochains. Il semble évident que ce congrès ne devra pas hésiter à avoir une réflexion commune sur les présidentielles. L'enjeu en est si important que la majorité songe déjà à susciter un candidat écologique - un bon candidat écologique - qui lui rabattrait des voix. Aussi devons-nous poser les questions :
1) Faut-il y aller ? En a-t-on les moyens ?
2) dans quel but ?
3) Comment choisir le candidat des écologistes ? (qui, s'il veut faire un bon score, doit être reconnu, soutenu et aidé **par tous**).
4) Comment choisir les thèmes développés par notre candidat pendant la campagne ?
5) Comment surtout contrôler ses déclarations entre les deux tours ?

A la volonté d'être unis, va s'ajouter l'impérieuse nécessité de réaliser cette unité. Aussi ai-je bon espoir de ne pas voir le mensonge et la double face coutumiers à duper les individus en feignant de nous reconnaître en paroles, tout en optant continuellement pour les décisions contraires.

Marie-Paule Labey, (MEP)
(Mouvement Ecologie Politique)

AUX, ENTRE GUILLEMETS « ASSISES DE L'ECOLOGIE »,

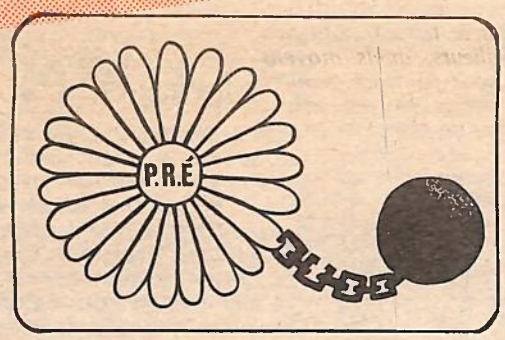
fermez les guillemets et gardez l'œil ouvert, deux décisions ont été prises, conservées et largement commentées par la suite : l'une, annoncée par un groupe consistait à constituer un « Mouvement d'Ecologie Politique » dans la lancée d'Europe-Ecologie sans demander l'avis de l'assemblée pourtant convoquée à cet effet ; l'autre consistait à adopter à la suite d'un vote (à une majorité certes relative) une motion d'analyse et de débat à l'intérieur du mouvement - sans majuscule - avant toute prise de décision entraînant l'avenir de celui-ci sur le terrain politique.

En effet, aucune structure n'est anodine. Celle que se donnera l'ensemble de la nébuleuse écologique conditionnera forcément, et cette fois pour longtemps, son expression, ses types d'intervention, ses alliances, sa puissance et sa crédibilité.

Aucun militant, aucun groupe - nous sommes tous issus de la bonne vieille écologie spontanéiste et conviviale des années 70, contigüe à une certaine image de la gauche désormais périmée - ne peut seul prétendre aujourd'hui connaître la place et le rôle de notre militance. Nul ne peut donc pour en décider, faire l'économie d'un débat appuyé sur une solide analyse de la situation économico-politique ambiante comme de l'état de forces à l'intérieur du mouvement.

Le délai demandé par la « motion Isabelle », qu'on le ressente comme adopté par les Assises ou comme imposé par des brouillons en mal de rumeur, n'a pas d'autre but que de concrétiser un dernier espoir : celui que l'écologie acquière enfin une maturité politique dont l'absence jusqu'alors l'acule sans cesse à l'impuissance ou au dérisoire. Il a été évident au cours de ces deux journées de Dijon que les clivages étaient bien plus passionnels, affectifs, que fondamentalement politiques. Pourtant se figurer croire qu'en se tendant la main on arrivera à une unité du mouvement serait une autre erreur. Tout ceci mérite élucidation. Ni épiphanie ni psychodrame, les quatre mois qui nous séparent du rendez-vous de Pâques promettent d'être passionnants.

Isabelle Ca



«QUI A CASSE LA BASE DE DIJON ?»

DANS LA MOUVANCE écologique, il y a ceux qui adhèrent à la pratique et ceux qui adhèrent à l'AFP.

Dans la mouvance écologique, il y a ceux qui souhaitent hiérarchiser les diversités en «un Mouvement à vocation de parti», et ceux qui souhaitent allier des différences en fédérant un espace de Campagnes.

Aux assises de l'Ecologie (24 et 25 novembre à Dijon), il y avait ceux qui voulaient donner à l'Ecologie une dimension politique et ceux qui voulaient se servir de l'écologie pour faire de la Politique.

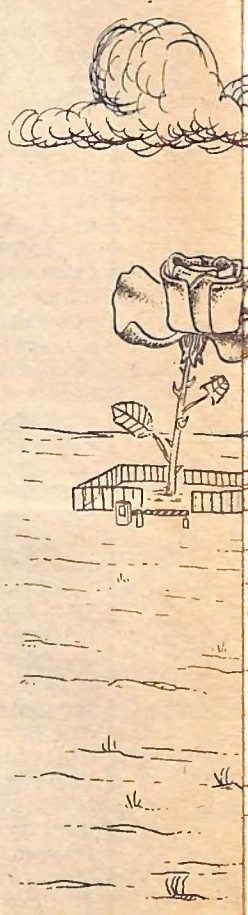
Aux Assises de l'Ecologie, il y avait ceux qui pensent que le projet de société écologique se construit sur des Interdictions (Suprématie du milieu sur l'individu), et ceux qui tentent de bâtir avec des réflexes d'écologie un projet de société sur des Libertés (refus de l'écosystématique !)

Pourtant ces Assises auront eu au moins le mérite de clarifier une situation latente. Un vote d'une valeur uniquement indicative a révélé la bipolarisation des écologistes. C'est un phénomène connu de n'importe quel «Péquin», naviguant dans les milieux de la «Nébuleuse», mais c'est une évidence qu'il est mal venu d'annoncer ! Pour l'opinion publique les écologistes doivent être une grande famille unie : assez d'hypocrisie, S.V.P... et vive l'écoloschisme ! Si les Amis de la Terre avaient exprimé publiquement, comme certains d'entre nous l'avaient demandé, les «Motifs» de leur non-participation aux dernières élections aux côtés d'Europe-Ecologie, nous n'en serions pas aujourd'hui à être obligés de pratiquer une «Politique d'Acrobate», vis à vis des autres écologistes (ou soit-disant), dans laquelle nous nous épuisons et nous banalisons.

Aux Assises de l'Ecologie, certains d'entre nous ont compris qu'il ne fallait surtout pas que les Amis de la Terre, dans leur coin «structuré» poussent à l'unification d'un mouvement qui n'existe que dans la mémoire de ceux qui n'ont pas «réussi en d'autres partis».

Loïc Le Guénédal
Emmanuel Demur
Denis Dangaix
Pierre Bellanger

PS (1) Pour joindre le PRE, écrire à la gueule ouverte qui transmettra.
PS (2) Le PRE a appris la création du M.E.P. Qu'est ce à dire ? Mouvement d'Ecologie Politique ou Moyen d'Expression Publique ?



MOTION DITE «ISABELLE»

I CONSTATS

- L'écologie s'est appauvrie et n'apporte plus la subsversion. Le discours écolo était le plus riche et le plus radicalement subversif qui soit. Or le mouvement, lui, n'a pas, ou n'a plus l'organisation et la démarche correspondant à ce discours.

- Devant les urgences, les militants ont satellisé leurs luttes et se sont spécialisés dans leurs méthodes d'action (antinucléaire, électoralisme, antimilitarisme, antiproductivisme, etc.).

- Dans cette absence de débat et dans ce contexte d'urgence, les divergences aussi bien que les convergences ne sont jamais ni nulle part clairement exprimées.

- L'originalité de la militance écolo était une recherche de cohérence vécue entre les idées exprimées et le comportement quotidien des individus. Le Mouvement est en train de perdre son originalité en standardisant ses attitudes, en les calquant sur celles de n'importe quel militant politique.

II PROPOSITIONS

En conséquence, nous, réunis aux Assises de l'Ecologie les 24 et 25 novembre 1979 à Dijon, proposons que s'instaure un vaste débat démocratique dans l'ensemble des groupes et des individus (nous rejoignons ici le travail de la commission «comités de liaison») sur au moins les points suivants (liste non exhaustive) :
- Redéfinition de l'écologie (voir le travail de la commission «orientations»)

- L'écologie étant ainsi redéfinie, qu'est-ce que «l'écologie politique» ?

- Comment cette «écologie politique» peut-elle jouer un rôle sur le terrain politicien traditionnel ? Par ailleurs, quels moyens peut-elle se donner pour fixer ses propres rendez-vous (luttes locales ou spécifiques) sur les terrains qu'elle se choisit à l'extérieur de la scène politique conventionnelle ? (voir le travail de la commission «objectifs prioritaires») ?

- Ces constats et ces analyses ayant fait l'objet d'un débat, quelles structures du mouvement peut-on alors envisager correspondant aux conclusions tirées et à un réel besoin des militants ?

III MODALITES

Un bureau provisoire, composé des médias écolos ici présents et des représentants des diverses tendances élus aujourd'hui par l'assemblée (1) forme un Comité de Liaison Ecologique qui se charge

- de recueillir et de faire circuler l'information envoyée par les groupes et les individus

- de la retransmettre dans les médias

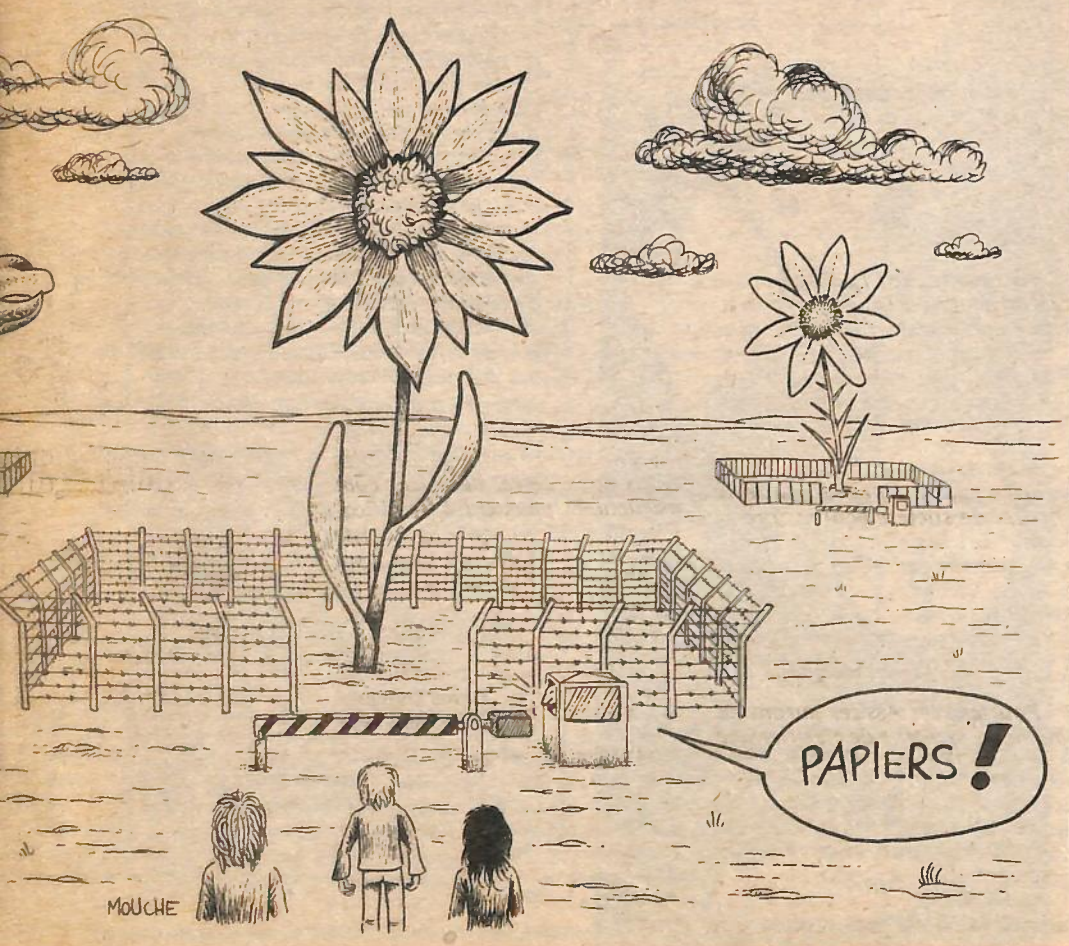
- d'en établir une amorce de synthèse
- de préparer le prochain Congrès des Ecologistes pour les 5, 6, 7 avril 1980, ouvert à tous les individus engagés dans l'écologie.

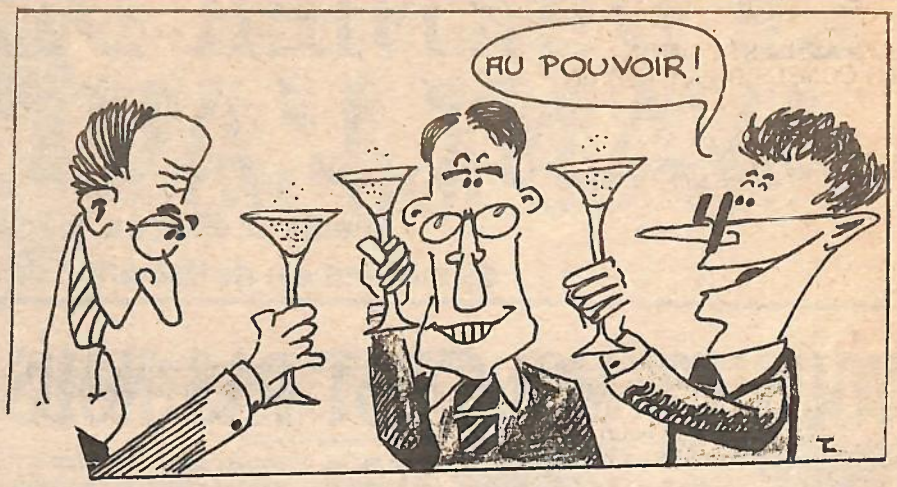
Au cours de ce congrès, des décisions définitives seront prises : il sera une assemblée constituante du Mouvement Ecologique.

Au matin du 5 avril, le bureau provisoire sera automatiquement dissous. La première journée sera consacrée à un échange d'information, lecture des textes non encore parus dans la presse, discussions en petits groupes, etc... Deuxième journée : concertation, confrontation. Troisième journée : décisions.

Durant ce délai de quatre mois de travail, tout groupe, organisation ou individu qui s'exprimerait publiquement pour former des structures (création d'un parti, désignation d'un candidat aux présidentielles) en dehors de ce débat, se placerait de lui-même en dehors du Mouvement Ecologique et serait automatiquement désavoué par les Assises de Dijon.

(1) En réalité, l'assemblée a modifié ce point, formant un bureau de trois collèges : quatre personnes des Amis de la Terre, quatre personnes du Mouvement d'Ecologie Politique, et quatre personnes (dont Isabelle Cabut)... prises un peu au hasard et censées représenter la tendance «basistes inorganisés». La formation arbitraire de ce troisième collège transforme hélas un peu l'esprit de la motion.





LE REPLI OU LA Démocratie

JE NE M'EXPRIME PAS au nom du *RAT* mais parce que le spectacle des Assises de Dijon m'a fait mal au cœur

Jamais le mouvement ne fut si proche de sa réunification. L'avenir était ouvert. Toutes les tendances que compte le mouvement écologique étaient rassemblées pour la premère fois depuis 76. Le mouvement devait marquer un nouveau départ, ce fut un échec, celui d'un mouvement incapable de mûrir.

En venant aux Assises, les **Amis de la Terre** ont manifesté beaucoup d'ouverture. Ils ont été jusqu'à appeler les groupes non Amis de la Terre à s'organiser pour pouvoir enfin poser le problème du choix des stratégies et de l'avenir politique de l'écologie. Il n'est pas question pour le Réseau de présenter un candidat aux présidentielles dans les mêmes conditions qu'en 78 ou 79. Les **Amis de la Terre** ont proposé aux autres groupes la création d'un comité de liaison entre le **RAT** et les autres composantes de l'écologie. Ce Comité de Liaison n'a pas été défini comme porte-parole du mouvement, mais comme une sorte de Conseil Constitutionnel qui garantirait un fonctionnement démocratique. Deux pratiques sont inadmissibles : décider de participer à des élections sans consultation des groupes et sans réunion d'assises nationales et constituer de manière unilatérale un parti ou mouvement prétendant monopoliser l'expression politique du mouvement. Actuellement chaque tendance cherche avant tout une reconnaissance des médias. C'est la presse qui désigne les porte-paroles du mouvement ! Je ne sais quel membre d'**Europe-Ecologie** a fait venir un journaliste du **Monde** sans en prévenir la salle. A chaque rupture de séance il était entouré de courtisans. Ces pratiques doivent cesser.

Du côté des membres d'**Europe-Ecologie** ce qui frappait, c'était la cassure entre les porte-paroles, les notables de la **CIME**, du **Mouvement Ecologique** et d'**Europe-Ecologie** et les participants délégués par les groupes de base ou militants isolés. Le comportement des notables était celui de prétendants au pouvoir au sein du mouvement. Propriétaires de 900 000 voix semble-t-il, ils avaient sans nul doute le sentiment de décider à eux seuls ce que sera l'écologie politique. Cette cassure ira en s'affirmant.

J'ai compris quelle fut la chance des **Amis de la Terre** d'avoir boycotté les Européennes. Les notables qu'ils comptaient les ont quittés. Le **RAT** a alors pu définir des procédures de fonctionnement, faire avancer sa réflexion, rechercher de nouveaux moyens de lutte (pétition nationale contre le nucléaire), faire de la politique quoi !

Je n'avais pas revu certains notables depuis deux ans, je fus frappé de les retrouver plongés dans les mêmes contradictions. Les élections ont arrêté la réflexion. L'électoralisme de ce mouvement précède sa structuration et la définition d'une stratégie. Il laisse les coudées franches aux notables et tue l'espoir des militants.

Les prétendants au pouvoir dans le petit monde de l'écologie ont cru pouvoir mépriser les 150 participants aux assises. Ceux-ci se sont révoltés. Le M.E.P. n'a pas de légitimité, que les choses soient claires. Ses créateurs ont été mis en minorité par ceux qu'ils avaient convoqués. La décision de refuser de soumettre sa création au vote n'est pas une maladresse tactique, ce manque élémentaire de démocratie n'est pas une erreur, c'est une insulte. Il est remarquable que ceux qui constituèrent le M.E.P. n'avaient pas de mandat et ne se sentaient visiblement pas liés par leurs groupes locaux. Les membres d'**Europe-Ecologie** qui refusèrent le M.E.P. s'exprimaient au nom de groupes. Ce fut le critère de rupture. Le M.E.P. sera constitué à partir d'adhésions individuelles. Sa seule structure sera son bureau national. Voilà un beau parti qui ne dit pas son nom !

Ce que nous avons vu, c'est un mouvement replié sur lui-même n'osant pas faire voter la salle, n'osant pas collaborer avec le **RAT**, ne se sentant pas mûr pour un débat d'orientation. Les membres du M.E.P. ont de toute évidence été frappés de la non agressivité des **Amis de la Terre** et de leur plus grande maturité politique, sensible dans les débats en commission. Paradoxalement, ceci a provoqué un réflexe de défense. Comment expliquer autrement que le **M.E.P.** réalise l'union sacrée de **Delarue** à **M.P. Labey** ? Ce repli est la seule cause possible du refus de restructurer le mouvement et de convoquer des assises nationales à Pâques pour la rédaction entre eux d'un manifeste politique. Dès lors, la **motion d'Isabelle** - celle de l'exigence d'un débat ouvert - est devenue incompatible avec la création du **M.E.P.** La cassure est claire : d'un côté, les notables avec leurs appétits électoraux et leurs magouilles, de l'autre celui de la recherche et d'une démocratie écologique à inventer.

Le Mouvement d'Ecologie Politique ne doit avoir aucune crédibilité. Si les **Amis de la Terre** et les groupes écologiques en recherche comme le **MERA** sont capables de choisir des orientations et de s'organiser, le **M.E.P.** sera isolé. Son repli causera sa mort. Une façon de faire de l'écologie sera morte et nous ne la regretterons pas.

Le mouvement que nous avons à construire doit être celui des luttes, celui de ceux qui espèrent. Ce mouvement doit apparaître comme la vraie opposition et construire patiemment son expression politique. Notre mouvement est aux antipodes des combinaisons d'appareils et des magouilles de couloirs entre notables. Les notables, porte paroles à vie, n'appartiennent pas au mouvement écologique mais à la Troisième République.

Pierre Radanne

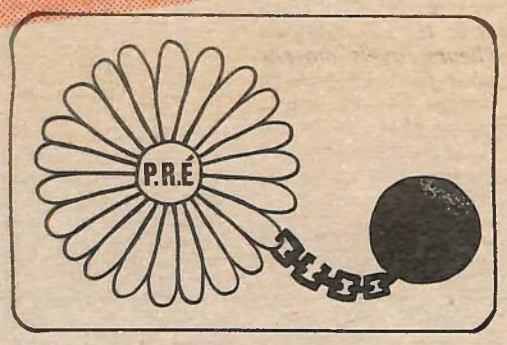
AUX, ENTRE GUILLEMETS « ASSISES DE L'ECOLOGIE », fermez les guillemets et gardez l'œil ouvert, deux décisions ont été prises, conservées et largement commentées par la suite : l'une, annoncée par un groupe consistait à constituer un « Mouvement d'Ecologie Politique » dans la lancée d'Europe-Ecologie sans demander l'avis de l'assemblée pourtant convoquée à cet effet ; l'autre consistait à adopter à la suite d'un vote (à une majorité certes relative) une motion d'analyse et de débat à l'intérieur du mouvement - sans majuscule - avant toute prise de décision entraînant l'avenir de celui-ci sur le terrain politique.

En effet, aucune structure n'est anodine. Celle que se donnera l'ensemble de la nébuleuse écologique conditionnera forcément, et cette fois pour longtemps, son expression, ses types d'intervention, ses alliances, sa puissance et sa crédibilité.

Aucun militant, aucun groupe - nous sommes tous issus de la bonne vieille écologie spontanéiste et conviviale des années 70, contigüe à une certaine image de la gauche désormais périmée - ne peut seul prétendre auiourd'hui connaître la place et le rôle de notre militance. Nul ne peut donc pour en décider, faire l'économie d'un débat appuyé sur une solide analyse de la situation économico-politique ambiante comme de l'état des forces à l'intérieur du mouvement.

Le délai demandé par la « motion Isabelle », qu'on le ressente comme adopté par les Assises ou comme imposé par des brouillons en mal de rumeur, n'a pas d'autre but que de concrétiser un dernier espoir : celui que l'écologie acquière enfin une maturité politique dont l'absence jusqu'alors l'accule sans cesse à l'impuissance ou au dérisoire. Il a été évident au cours de ces deux journées de Dijon que les clivages étaient bien plus passionnels, affectifs, que fondamentalement politiques. Pourtant se faire croire qu'en se tendant la main on arrivera à une unité du mouvement serait une autre erreur. Tout ceci mérite élucidation. Ni épiphanie ni psychodrame, les quatre mois qui nous séparent du rendez-vous de Pâques promettent d'être passionnants.

Isabelle Cabut



«QUI A CASSE LA BASE DE DIJON ?»

DANS LA MOUVANce écologique, il y a ceux qui adhèrent à la pratique et ceux qui adhèrent à l'AFP.

Dans la mouvance écologique, il y a ceux qui souhaitent hiérarchiser les diversités en «un Mouvement à vocation de parti», et ceux qui souhaitent allier des différences en fédérant un espace de Campagnes.

Aux assises de l'Ecologie (24 et 25 novembre à Dijon), il y avait ceux qui voulaient donner à l'Ecologie une dimension politique et ceux qui voulaient se servir de l'écologie pour faire de la Politique.

Aux Assises de l'Ecologie, il y avait ceux qui pensent que le projet de société écologique se construit sur des Interdictions (Suprématie du milieu sur l'individu), et ceux qui tentent de bâtir avec des réflexes d'écologie un projet de société sur des Libertés (refus de l'écosystématique !)

Pourtant ces Assises auront eu au moins le mérite de clarifier une situation latente. Un vote d'une valeur uniquement indicative a révélé la bipolarisation des écologistes. C'est un phénomène connu de n'importe quel «Péquin», naviguant dans les milieux de la «Nébuleuse», mais c'est une évidence qu'il est mal venu d'annoncer ! Pour l'opinion publique les écologistes doivent être une grande famille unie : assez d'hypocrisie, S.V.P... et vive l'écoloschisme ! Si les Amis de la Terre avaient exprimé publiquement, comme certains d'entre nous l'avaient demandé, les «Motifs» de leur non-participation aux dernières élections aux côtés d'Europe-Ecologie, nous n'en serions pas aujourd'hui à être obligés de pratiquer une «Politique d'Acrobate», vis à vis des autres écologistes (ou soit-disant), dans laquelle nous nous épuisons et nous banalisons.

Aux Assises de l'Ecologie, certains d'entre nous ont compris qu'il ne fallait surtout pas que les Amis de la Terre, dans leur coin «structuré» poussent à l'unification d'un mouvement qui n'existe que dans la mémoire de ceux qui n'ont pas «réussi en d'autres partis».

Loïc Le Guénédal
Emmanuel Demur
Denis Dangaix
Pierre Bellanger

PS (1) Pour joindre le PRE, écrire à la gueule ouverte qui transmettra.
PS (2) Le PRE a appris la création du M.E.P. Qu'est ce à dire ? Mouvement d'Ecologie Politique ou Moyen d'Expression Publique ?

MOTION DITE «ISABELLE»

I CONSTATS

- L'écologie s'est appauvrie et n'apporte plus la subsversion. Le discours écolo était le plus riche et le plus radicalement subversif qui soit. Or le mouvement, lui, n'a pas, ou n'a plus l'organisation et la démarche correspondant à ce discours.

- Devant les urgences, les militants ont satellisé leurs luttes et se sont spécialisés dans leurs méthodes d'action (antinucléaire, électoralisme, antimilitarisme, antiproductivisme, etc.).

- Dans cette absence de débat et dans ce contexte d'urgence, les divergences aussi bien que les convergences ne sont jamais ni nulle part clairement exprimées.

- L'originalité de la militance écolo était une recherche de cohérence vécue entre les idées exprimées et le comportement quotidien des individus. Le Mouvement est en train de perdre son originalité en standardisant ses attitudes, en les calquant sur celles de n'importe quel militant politique.

II PROPOSITIONS

En conséquence, nous, réunis aux Assises de l'Ecologie les 24 et 25 novembre 1979 à Dijon, proposons que s'instaure un vaste débat démocratique dans l'ensemble des groupes et des individus (nous rejoignons ici le travail de la commission «comités de liaison») sur au moins les points suivants (liste non exhaustive) :
- Redéfinition de l'écologie (voir le travail de la commission «orientations»)

- L'écologie étant ainsi redéfinie, qu'est-ce que «l'écologie politique» ?

- Comment cette «écologie politique» peut-elle jouer un rôle sur le terrain politicien traditionnel ? Par ailleurs, quels moyens peut-elle se donner pour fixer ses propres rendez-vous (luttes locales ou spécifiques) sur les terrains qu'elle se choisit à l'extérieur de la scène politique conventionnelle ? (voir le travail de la commission «objectifs prioritaires) ?

- Ces constats et ces analyses ayant fait l'objet d'un débat, quelles structures du mouvement peut-on alors envisager correspondant aux conclusions tirées et à un réel besoin des militants ?

III MODALITES

Un bureau provisoire, composé des médias écolos ici présents et des représentants des diverses tendances élus aujourd'hui par l'assemblée (1) forme un Comité de Liaison Ecologique qui se charge

- de recueillir et de faire circuler l'information envoyée par les groupes et les individus

- de la retransmettre dans les médias

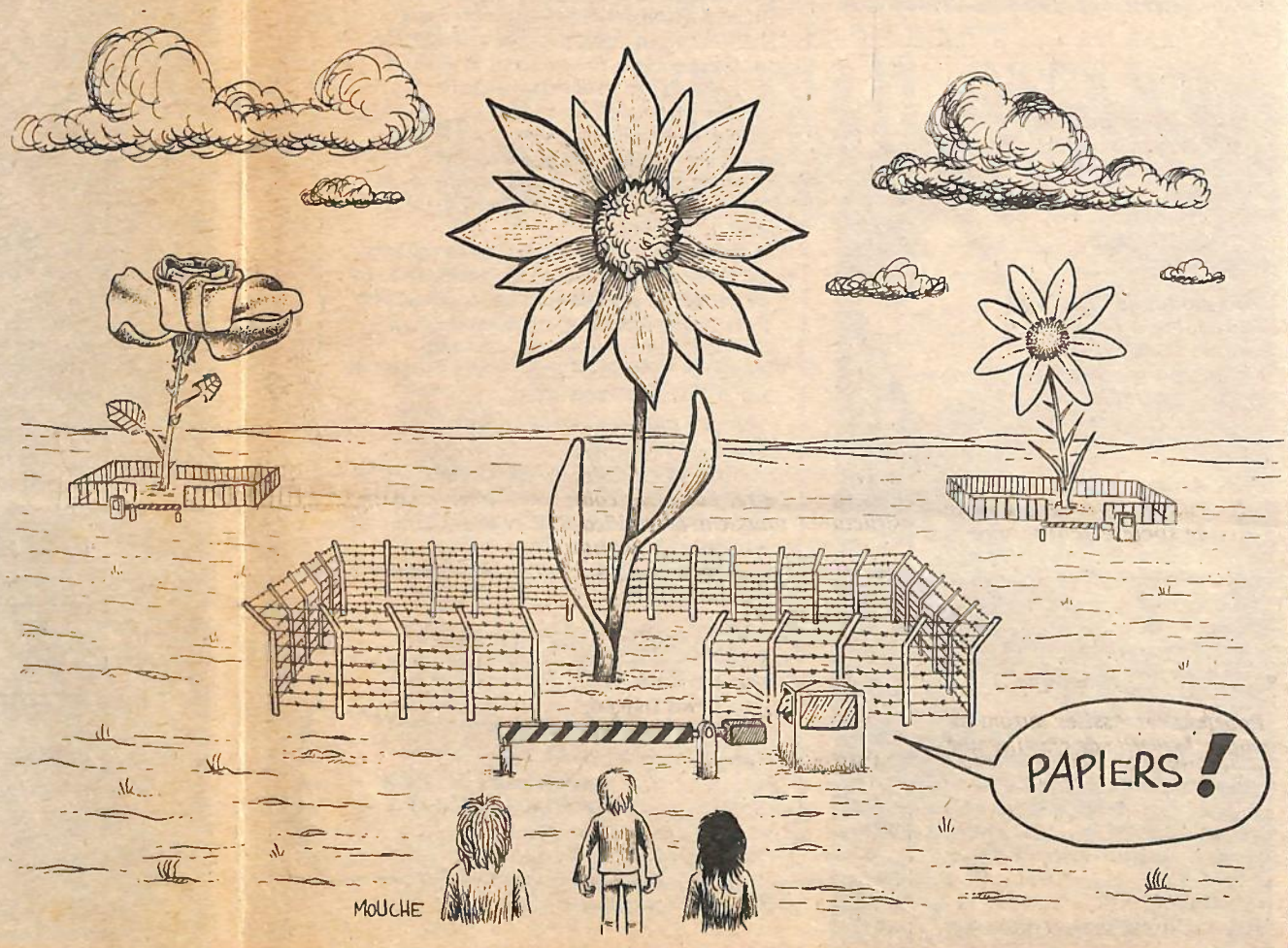
- d'en établir une amorce de synthèse
- de préparer le prochain Congrès des Ecologistes pour les 5, 6, 7 avril 1980, ouvert à tous les individus engagés dans l'écologie.

Au cours de ce congrès, des décisions définitives seront prises : il sera une assemblée constituante du Mouvement Ecologique.

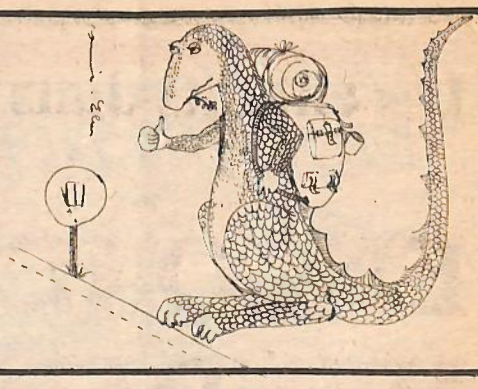
Au matin du 5 avril, le bureau provisoire sera automatiquement dissous. La première journée sera consacrée à un échange d'information, lecture des textes non encore parus dans la presse, discussions en petits groupes, etc... Deuxième journée : concertation, confrontation. Troisième journée : décisions.

Durant ce délai de quatre mois de travail, tout groupe, organisation ou individu qui s'exprimerait publiquement pour former des structures (création d'un parti, désignation d'un candidat aux présidentielles) en dehors de ce débat, se placerait de lui-même en dehors du Mouvement Ecologique et serait automatiquement désavoué par les Assises de Dijon.

(1) En réalité, l'assemblée a modifié ce point, formant un bureau de trois collèges : quatre personnes des Amis de la Terre, quatre personnes du Mouvement d'Ecologie Politique, et quatre personnes (dont Isabelle Cabut)... prises un peu au hasard et censées représenter la tendance «basistes inorganisés». La formation arbitraire de ce troisième collège transforme hélas un peu l'esprit de la motion.



LE DERNIER DINOSAURE AVANT L'AUTOROUTE



Feuille de chou ou de rose
du mouvement de libération des femmes

VOUS ET MOI, C'EST PAS NOUS

On verra, interprété par Ettore Manni (mort tragiquement au cours du tournage) un super-mâle nommé Cazzone (ce qui signifie, vulgairement, le «bien membré»). Avatar moderne du Casanova d'hier ?

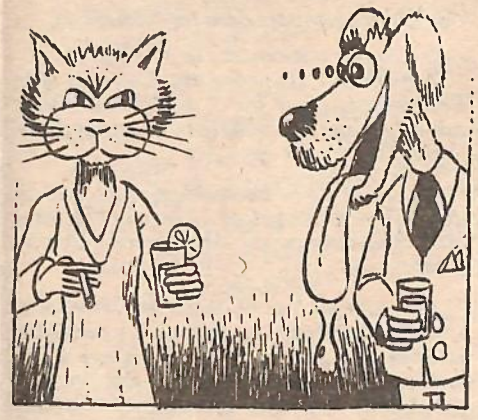
On assistera à un congrès féministe qui a déjà fait lever quelques sabres et boucliers.

Il faut respecter le travail et le mystère de l'enfantement. Attendre. Ne pas préjuger. C'est encore le meilleur moyen d'être surpris.

Au sommet du toboggan, quelqu'un (Fellini, Marcello, vous, moi) va plonger pour un voyage fantastique. Direction : la planète aux cent mystères, le cité des femmes.

*Télérama N*1558*
21 novembre 1979

SI VOUS N'AVEZ PAS LU LE **Quotidien de Paris** n° 1, laissez-moi vous informer de ce qu'est une « froide détermination, à la fois islamique et mathématicienne », suivant la fascinante expression d'Yves Drarège ; le susdit, envoyé spécial à Téhéran, fait observer aux étudiants « que cette prise d'otages est contraire aux principes du droit international et humanitaire ; ils répondent que le shah, pendant près de trente ans, ne s'est préoccupé ni de l'un ni de l'autre ». Moi, chaque fois que je vois des gens renverser un dictateur, je m'attends à ce qu'ils se targuent de faire tout le contraire du dictateur en question ; et à chaque fois je reste ébahie devant la même proclamation : « je peux bien faire ça puisque c'est justement ce que faisait déjà l'ignoble salaud que j'ai renversé en raison de ses crimes ! ». Décidément, je dois manquer de détermination islamique et mathématicienne.



Y A PAS A DIRE, ÇA S'AMÉLIORE re tous les jours la condition des femmes. Voilà-t-y pas qu'on va pouvoir aller toutes seules au Fouquet's *dorénavant ! C'est pas vraiment que ce soit permis, mais c'est qu'il peuvent pas l'interdire... Mais que deviendrait-on sans Mme Pelletier ?*

L'ennuyeux c'est qu'on n'y allait déjà pas quand c'était défendu, alors on va pas se mettre à y aller maintenant que c'est toléré. Du coup, on lance un grand appel aux mecs du 6 octobre, et à tous ceux qui insistent ordinairement pour nous soutenir dans tout ce qu'on fait : soutenez-nous pour une fois dans ce qu'on ne fait pas, allez au Fouquet's *à notre place, et draguez-vous les uns les autres ! Comme ça ce sera également interdit aux hommes non accompagnés ; ensuite les couples iront y draguer, et ce sera interdit aux couples non accompagnés ; de sorte que le* Fouquet's *devra se reconvertir en établissement pour chiens et chats, ce qui sera très pratique pour celles et ceux qui ne savent pas quoi faire de leur animal(e) aux heures de réunion. Merci les copains, et amusez-vous bien !*

HISTOIRE VECUE

PORTRAIT INSTANTANE D'UN PRESIDENT IMMATERIEL

Le premier portrait qu'elle tira de l'appareil fut le sien :on n'y voyait guère que l'éclat des lunettes sur fond rouge sombre (elle avait oublié le flash).

Puis virent quelques chats sous toutes les coutures, regards phosphorescents et pelages brillants.

Le président parlait, l'air propre et détendu, à quelques journalistes assis sur le bout de leurs fesses. L'image était léchée, un peu jaune, et il portait un costume bleu du meilleur goût : l'amatrice se demanda ce que donneraient ce jaune et ce bleu sur la photographie.

Elle s'assit face à l'écran, se cala pour ne pas bouger, chercha le bon cadrage et appuya sur le bouton. On entendit dans le silence (elle n'avait pas poussé le masochisme jusqu'à mettre le son), le bzzz caractéristique de la photo qui sort, et elle la recueillit.

D'un vert uniforme et pisseux au début, le papier entreprit sa métamorphose : des contours se dessinèrent, puis la matière prit couleur et netteté. Bientôt se présenta à elle une télévision en tous points semblable à celle qui trônait dans la pièce. A cela près que sur l'écran, il n' y avait personne.

L'amatrice reoturna la photo : à derrière non plus.

Où était donc passé le président ?

Il lui fallut se rendre à l'évidence : ou bien le président n'existait pas, pur fantasme de ses administrés ; ou bien c'était un vampire. (*)

L'amatrice, incorrigiblement romanesque, penchait pour cette seconde hypothèse. Elle se promit d'en avertir l'Union de la Gauche : pour triompher, il suffirait que Mitterand pense à apporter, à la prochaine audience présidentielle, quelques gousses d'ail !

Dinah Table Rase
(conseillère politique :
Azraëlle Tartine)

(*) *On sait que les vampires ne se reflètent pas dans les miroirs (et sans doute pas non plus dans les photos instantanées ?).*

Le Féminisme n'est qu'un Tigre de Papier

LETTRE AU PRAESIDIUM DE NOTRE GLORIEUX PARTI M.L.F.

Il y a des pets odorants
et des pets malodorants.

Mao Zedong

Camarade Présidente,

La cellule Enver Hoxha de l'Unité de Production du Vivant n° 5 tient à t'exprimer son indignation devant les menées fractionnistes de quelques rates visqueuses infiltrées dans nos rangs, racistes, colonialistes, misogynes, « démocrates » bourgeoises, paternalistes et même humanistes. Quelles que soient les affabulations calomniatrices de ces chiens courants capitalistes - qui ne connaissent ni le Mathème, ni les Deux Tropiques, ni les Trois Structures, ni les Quatre discours, ni peut-être même les Cinq Psychanalyses - on peut dire qu'après cette décennie de lutte entre les deux lignes, la Présidence de notre Parti du Mouvement de Libération des Femmes présente un bilan globalement positif (surtout en matière de trésorerie).

Il est clair après Tbilissi que le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest. La mer des tempêtes s'est déplacée, et des Deux Conceptions du monde, l'une a vaincu : en choisissant de défiler le 6 octobre derrière la banderolle de la Direction Suprême du Parti, les 40 000 femmes en lutte pour le centralisme démocratique utérin ont indiscutablement montré que les idées justes venaient, non plus seulement de la pratique sociale, mais encore et surtout d'une exacte compréhension de la Pensée-jacques-lacan et de la Pensée-antoinette-fouque. Si ce n'est quelques déviationnistes féministes, personne aujourd'hui ne peut douter que les masses féminines et leur avant-garde, le P.M.L.F., sont marxistes-léninistes-lacanistes-fouquistes. La juste solution des contradictions au sein du peuple ne peut aboutir qu'à l'exclusion de la clique féministe, laquais de l'impérialisme et alliée objective du patriarcat. Comme l'a dit Laozi dans un de ses poèmes philosophiques,

Dans l'hebdo comme autrefois
Dans la mensuelle
Tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté,

ce qu'avait déjà exprimé le grand Timonier en disant : « que cent fleurs bleues s'épanouissent, que cent écoles freudiennes rivalisent ».

Nous voulons rester Chinoises !
Vive la lutte héroïque du Peuple Féminin !

La Secrétaire de cellule :
Ma Ri Jo (du M.L.F.)

Les enfants dans le monde

ENCORE HEUREUX QU'ON VA VERS L'ETE...*

DES ENFANTS SONT ARRÊTÉS OU EMPRIsonnés non seulement parce qu'ils partagent le sort de leurs parents, mais aussi à cause de leurs opinions. De ce que les autorités imaginent être leurs opinions ; un simple délit de naissance, en somme !

Un enfant de 11 ans, Vénèque Duclairon a été arrêté en 1978 avec un groupe de paysans de la Plaine du Cul-de-sac, en Haïti parce qu'il avait protesté contre l'aggravation de la situation économique.

De l'autre côté de la planète, en Indonésie, une écolière de 14 ans, Sumilah a été arrêtée en octobre 65 au moment de la tentative de coup d'Etat. Elle a été détenue dans divers camps sans avoir jamais été déférée devant un tribunal, sans avoir eu le droit d'entrer en contact avec un avocat. Elle a été libérée en avril 79, après 14 ans de détention.

Où est Simon, le bébé argentin de 20 jours disparu avec sa mère arrêtée à Buenos-Aires en juillet 76 ? Comme lui, où sont les enfants que personne n'a revus depuis leur arrestation ? Certains ont été soumis à la torture, d'autres ont été tués par des membres de l'armée ou de la police.

1979 : l'Empereur Bokassa 1er massacre une centaine d'enfants centrafricains à la prison Ngaraba de Bangui.

1979 : au Cambodge de Pol Pot et Heng Samrin, selon l'UNICEF, les enfants de moins de 5 ans ont été décimés par les guerres, les éxécutions sommaires, les famines.

1979 : Année Internationale de l'Enfance.

L'Histoire peut gommer un tyran africain, des commissaires politiques asiatiques, les militaires latinos-américains, pourra-t-elle faire abstraction de ces enfants ? Ceux séparés de leurs parents emprisonnés ou qui sont devenus orphelins après que leurs parents aient été tués ou enlevés et ceux que certains gouvernements ont placés sous de faux noms, avec de fausses dates de naissance pour empêcher leurs proches de les retrouver. Celles qu'on nomme les «grands-mères de la Place de Mai» manifestent et quêtent encore, là-bas à Buenos-Aires, pour tenter de trouver leurs traces, juste une trace.

Les documents publiés par Amnesty International dans sa «Chronique» n° 44 sous le titre «les enfants aussi» n'ont pas, préviennent les rédacteurs, un caractère exhaustif : «les cas décrits ici ne représentent qu'une parcelle de ceux connus de notre organisation». Pourtant, quelle lithanie...

En Ethiopie, les étudiants et les enfants sont victimes d'arrestations pour motifs politiques, de tortures et d'assassinats. On estime que 5 000 jeunes gens environ, entre 12 et 25 ans ont été tués entre décembre 77 et février 78. A dater de mars 78, on vit moins de cadavres dans les rues de la capitale...

En Afrique du Sud, des enfants sont détenus sans jugement en vertu de la loi sur le terrorisme et autres lois de sécurité. Ils sont soumis par la police à des interrogatoires brutaux et sont souvent détenus en isolement ou au secret.

«Nous étions accroupis sur le sol, face à un mur de béton, les mains derrière la tête, sous l'œil de 12 policiers armés de fusils automatiques prêts à tirer. Les interrogatoires se prolongeaient entre 9 heures et 24 heures, sans interruption. Pendant ce temps, nous devions rester à genoux et nous recevions des coups de poings et de pieds» raconte Kwezi Kadalie, môme de 14 ans venu réclamer, sur la place John Vorster à Johannesbourg, la libération de ses camarades d'école arrêtés après les désordres de Soweto.

D'autres, comme Joel Filartiga, fils d'un médecin et peintre paraguyen ne témoigneront pas. Au soir du 30 mars 76, Joel, 16 ans a été enlevé de son domicile et torturé à mort par la police. Et comment ne pas évoquer ces enfants que l'on torture devant leurs parents, pour les faire parler ? C'était au Chili. «Ils déshabillèrent ma petite de 3 ans et la fouettèrent avec un fouet en cuir. Ils la mirent dans un tonneau d'eau glacée et tinrent sa tête sous l'eau à la limite de la noyade. Ils menacèrent de la violer et la fouettèrent encore. Ceci se répéta 4 fois par jour pendant 4 jours».

Où sont Clara, Amaral, Carla, Simon, Anatole et Victoria, où sont les autres, tous les autres ?

Travailler au berceau

Selon le Bureau International du Travail, 52 millions d'enfants de moins de 15 ans sont «économiquement» actifs dans le monde. 80% d'entre eux soit 41 millions sont des travailleurs familiaux non rémunérés. Malgré la difficulté à disposer de chiffres exacts, il est estimé que 29 millions d'enfants sont au travail en Asie du Sud, 10 millions en Afrique, 9 millions en Asie de l'Est, plus de 3 millions en Amérique Latine et 1,5 million dans les pays industrialisés. En Italie par exemple, les syndicats avancent le chiffre de plus de 500 000 enfants au travail avant 15 ans.

Le plus grand nombre d'enfants au boulot se trouve dans l'agriculture. Dès son plus jeune âge, l'enfant y accomplit de menus travaux mais participe également aux labourages, aux récoltes. Ainsi, plus d'un million d'enfants mexicains seraient employés comme travailleurs saisonniers aux U.S.A., dès l'âge de 4 ans : les enfants mexicains constituent une main d'œuvre encore moins coûteuse que leurs parents, déjà sous payés.

Dans l'industrie, les enfants ne sont en principe plus employés dans les grandes entreprises mais on les trouve par contre dans les petits ateliers familiaux. Notamment dans l'artisanat comme au Maroc où, dès 8 ans, les petites filles sont tisserandes ou brodeuses. Appliquées, habiles, ces fillettes travaillent vite. Leurs doigts menus leur permettent de nouer les bouts de laine qui se rompraient dans des mains d'adultes. Inconfortablement installées, sous les ordres de contremaîtresses, elles s'usent ainsi les yeux pour un salaire ridicule, attendant de quitter leur emploi à 14 ans pour le mari qu'on leur aura trouvé.

Au Pérou, on peut devenir bonne d'enfants, la «cria» de la maison, dès l'âge de 6 ans; il en était de même en Iran jusque fort récemment.

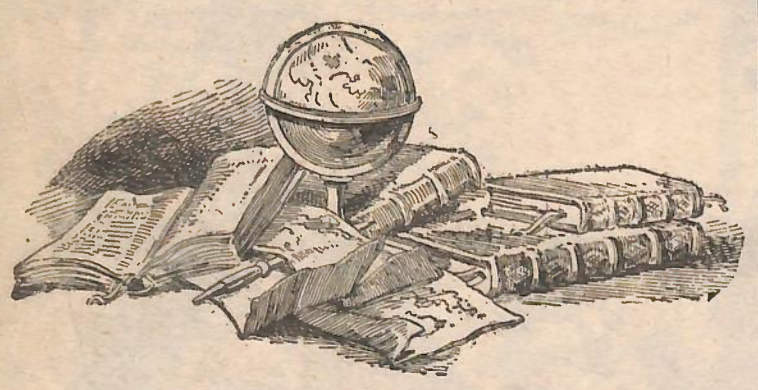
Dans les mines de charbon en Inde à 8 ans pour leur petite taille, «explorateurs» de décharges publiques à Manille où, dès 5 ans, ils récupèrent pour la revente boîtes de conserve, chiffons, papiers, plastiques... Chiffonniers, récupérateurs de cuivre, de ferraille, ici, pas trop loin de chez nous, ils sont les enfants de ce monde.

Alors, quand Michel Debré monte à la tribune de l'Assemblée Nationale pour parler de la famille et du devoir sacré des femmes lors du débat pour une reconduction de la loi sur l'avortement, quand France-Inter organise un concours qui fera de dix enfants de moins de 12 ans les porte-paroles des revendications enfantines auprès de Kurt Waldheim à l'O.N.U., il y a des rages qui vous prennent. Et des envies furieuses : celles de ne vraiment plus faire d'enfants !

Catherine Leguay

* Comme le disait déjà Christiane Rochefort dans un de ses livres.

RE - ACTUALITÉS



.LIP, C'EST PAS FINI : «APRÈS UNE LONGUE NÉGOciation, les pouvoirs publics viennent de donner leur accord de principe pour financer un redémarrage industriel des activités horlogères et de mécanique de précision de l'une des coopératives LIP», tel est le texte d'un communiqué de la CFDT. La communauté de travail Lip rassemble aujourd'hui encore 350 travailleurs à Palente, qui ont aussi créé une «coopérative Artisanale» et ont le projet de développer une coopérative de consommateurs.

.LE BUDGET DE LA FRANCE 1980 est adopté par une minorité à l'Assemblée Nationale en usant d'un artifice de procédure. Le RPR de Chirac s'était dissocié de la majorité.

.A LA MECQUE, BATAILLE A L'INTERIEUR DE LA «GRANDE MOSQUÉE» : des «renégats fanatiques» (selon les autorités d'Arabie Saoudite) qui avaient pris des otages sont matés par l'armée. Le nombre des morts est inconnu.

.AU PAKISTAN, SACCAGE DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS à Islamabad. Il y a 7 morts américains.

.CINQ MILLE MOTARDS ont manifesté dans les rues de Paris contre l'instauration de la «vignette payante». A Lyon, ils ont manifesté en trotinette, et ont décidé une collecte de sang pour les malades et les accidentés.

.CHANGEMENT DE POLITIQUE EN ISRAEL de Begin, premier ministre, qui renonce à proposer une loi légitimant les implantations de «colonies» en Cisjordanie occupée.

.LE CLUB DE REFLEXION «ECHANGE ET PROGRÈS» diffuse un texte traitant des relations entre les pouvoirs et l'information en France. Il dénonce entre-autre «une presse d'information politique, économique et technique tributaire de la publicité et réservée de-facto aux «décideurs» qui jouissent d'un haut pouvoir d'achat (...), une radio-télévision distribuant un produit de masse et chez qui la révérence est érigée en système.»

.L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (INC) EST EN CONFLIT avec «Antenne 2» concernant l'horaire de son émission d'une durée de 2 minutes intitulée «D'Accord, Pas d'Accord»; la direction d'Antenne 2 veut déprogrammer son passage à 20h30, (heure de censure par Antenne 2 d'une émission sur le prix des appareils électro-ménagers, et dernièrement la censure d'une émission consacrée aux « drogues douces » (tranquillisants, coupe-faim et somnifères). Allez ouste, les gênants au placard !

.«SANS FRONTIÈRE», c'est le titre du premier journal bimensuel réalisé en France par les immigrés, pour eux-mêmes. Vente militante et dans certaines librairies : 4 francs. («Sans Frontière», 35 rue Stephenson, 75 018 Paris, tél : 606.15.68)

.REVOCATION DU COMMISSAIRE CENTRAL DE POLICE de Sécurité Publique du 8ème arrondissement de Paris qui exerçait depuis 15 ans, pour «malversations incompatibles avec la fonction». Claude Pilon, âgé de 54 ans, est très lié aux milieux gaullistes, où on semble commencer à épurer les personnages ternissant l'image de marque de la majorité. Eh oui, les élections présidentielles approchent !

.A LA HAGUE, MISE EN TRAVAIL d'une nouvelle «campagne» de retraitement des combustibles irradiés par la COGEMA.

.L'EAU MINÉRALE «SOURCE FONTEVE» est interdite à la commercialisation. Elle contenait des colibacilles et des streptocoques fécaux. Elle est présente sur les rayons de magasins à grande surface, et sur la table de chevet de très nombreux patients dans les hôpitaux de Paris principalement.

.LES CHINOIS PARTICIPERONT AUX PROCHAINS JEUX OLYMPIQUES de Moscou. La Chine est admise, à la place de Formose, au sein du Comité International Olympique.

Vous venez de lire
un bouquet choisi
de vaguelettes
de l'histoire du temps présent.
Pour copie conforme : André

Tout ce temps pour si peu !

TANT DE BRUIT POUR RIEN ! OUI rien, car qu'on le reconnaisse ou non, une reconduction de la loi Veil en l'état, c'est tout sauf une victoire; cinq ans plus tard, c'est même assez dérisoire de n'avoir pas obtenu qu'elle soit désormais appliquée, sinon amendée.

C'était déjà en soi assez grotesque de confier à des hommes, même s'ils sont députés (je n'y peux rien, moi, au fait qu'ils ne soient pas assez compétents sur les problèmes des femmes !) le soin de légiférer sur nos ventres ; - alors que le seul lieu où des textes sur l'avortement se devraient de figurer est le code de la santé !.

Qu'ils en causent, après tout, si ça les passionne tant... Mais qu'ils ne décident pas pour nous. On est assez grandes pour savoir que l'avortement n'est pas une partie de plaisir. On n'a pas vraiment envie de s'entendre gratifier de petis bla-bla du genre : «on vous l'accorde, mais surtout n'en abusez pas». Je vous demande un peu quelle femme rêve jour et nuit de se faire encore et encore avorter...

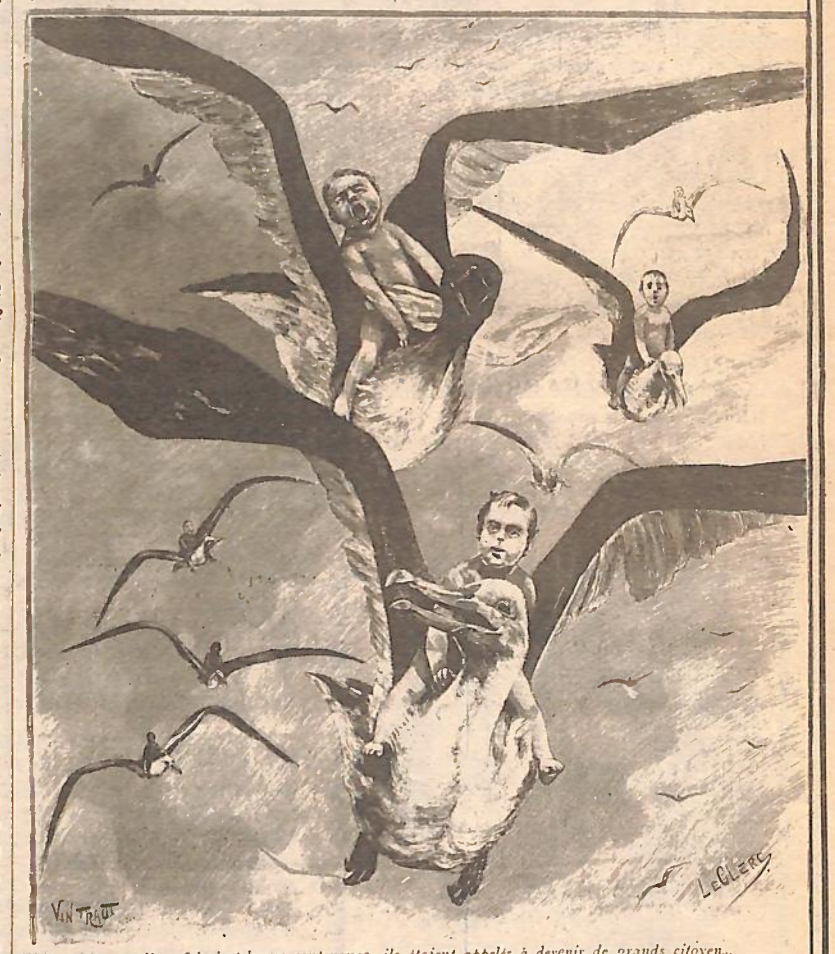
Mais, il se trouve qu'il y a de telles carences, et à qui la faute, messieurs ! , dans la diffusion de la contraception, et (*et je dis bien* ET) *dans l'application de la loi de 75, que des femmes (et pas toutes, ni n'importe lesquelles, vous le savez bien), en sont réduites à avorter. Et Dominique Jamet, dans le premier numéro du* «Nouveau Quotidien de Paris» *le dit aussi bien qu'un homme pouvait le dire : «Parler d'avortement 'à la convenance', c'est n'être pas femme, ne l'avoir jamais été, ne pas imaginer ce qu'est une femme. La détresse n'est pas forcément à l'origine d'une telle décision, mais toujours une nécessité extérieure ou intérieure plus puissante que l'instinct et la joie de donner la vie, et un fait plus têtu que tous les discours. (...) C'est la femme qui porte et qui supporte, (...) c'est la femme qui souffre quand elle accouche ou quand elle avorte, (...) et tout ça sous le regard des hommes, par le fait des hommes qui, si longtemps, lui ont fait subir leur loi... Ils ont prétendu lui imposer le fruit dont elle ne voulait pas... La femme n'est pas un arbre...».*

Car qui a parlé, d'abord et avant tout et tout le monde, hormis nous les femmes du MLF, des méthodes contraceptives autres que celles qui ont fait la preuve de leurs échecs ; qui a diffusé la contraception, et qui l'aurait fait aujourd'hui si le MLAC et le Planning n'en avaient forcé l'utilisation pour toutes. Et aujourd'hui, qui parle de l'induction de règle, laquelle évite l'avortement, quand les médecins acceptent de le faire...

Alors, re-voter la même loi sans tenir compte des 50 000 femmes qui, le 6 octobre dans les rues de Paris, réclamaient en chantant la liberté de l'avortement, entre autres libertés qui nous sont actuellement monnayées au prix fort ! Re-voter la loi Veil sans tenir compte des 80 000 hommes et femmes qui, le 24 novembre, criaient leur désir que l'avortement ne reste pas le privilège de quelques-unes, les plus débrouillardes, les plus riches et toutes exclues au terme de la loi, les mineures, les étrangères, celles dont on a fait trainer les visites jusqu'au dépassement des délais, et toutes celles qui ne savent pas... Revoter cette loi-là, c'est proprement scandaleux, pour ne pas dire frauduleux. Sachant que le plus dur reste à faire ; qui ne tient pas à vous, Messieurs les députés, bien sûr, mais à nous les femmes, aux forces que nous allons de nouveau déployer pour exiger au minimum l'application de votre loi ; à notre taux de détresse quantifiée, et à la bonne foi des médecins. Autant d'aléas qu'il nous faudra faire valoir *pour obtenir* le droit d'application de cette loi.

Encore une fois, sachez bien que le désir d'avoir des enfants ou de les refuser n'est pas du domaine de la loi, et que vous pourrez nous faire les plus belles rhétoriques, vous ne ferez jamais que les femmes, et les hommes de leurs amis, aient une subite envie de procréer et d'enfanter... Ça, même vos lois ne sauraient le faire, mais la question que j'aimerais vous entendre vous poser, c'est pourquoi aujourd'hui, de moins en moins de gens désirent des enfants.

Sophie Chauveau



Si les petits cavaliers faisaient bonne contenance, ils étaient appelés à devenir de grands citoyen...

LES FEMMES ET L'INFORMATIQUE (*SUITE*)

DERNIERES INFORMAtions avant la rencontre «L'informatisation contre la société» *des 8 et 9 novembre, au C.H.U. de La Pitié (cf GO des 19 septembre et 14 novembre). Samedi matin aura lieu une présentation de matériel. Les deux commissions qui concernent plus particulièrement les femmes se tiendront samedi après-midi (l'informatique et le tertiaire) et dimanche matin (les femmes et l'informatisation). La première s'articulera autour des thèmes suivants : contrôle et surveillance, le temps, forme de résistance, accroissement de la productivité et baisse de salaire, santé et dégradation de la force de travail ; et la deuxième : chômage, travail à domicile, travail de bureau et d'industrie à statut fixe, intérim et travaiol temporaire.*

J'ai oublié de citer la participation du mensuel féministe Remue-Ménage (*c/o Nicole Canto, 20 rue d'Hauteville, 75 010 Paris, 7F), ce qui est d'autant plus dommage que ce collectif prépare un gros dossier sur l'informatique pour son numéro de janvier.*

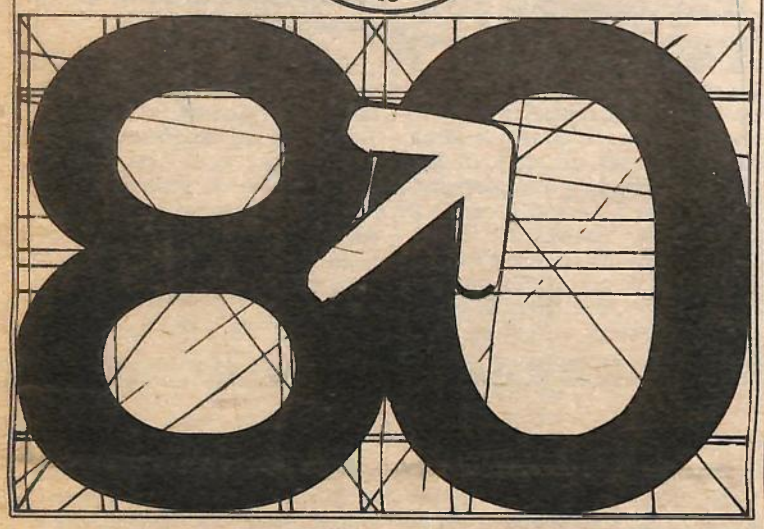
M.J. Dh

Nouvelles Radicales Internationales

IL PROTAGONISTA SOCIALISTA DEGLI ANNI 80

NUOVO INTERNAZIONALISMO CONTRO LO STERMINIO ECOLOGIA REFERENDUM COSTITUZIONE MOLTIPLICARE LE LOTTE ALTERNATIVE IN EUROPA, NELLE REGIONI, NEI COMUNI

partito radicale



JEAN FABRE LIBERE, LA CAMPAGNE POUR l'abolition des tribunaux militaires continue. Les quelques Français qui se sont retrouvés ces trois dernières semaines aux côtés des radicaux italiens pour l'organisation d'initiatives d'un caractère un peu particulier de par la nature des acteurs qu'elles ont mis en branle comptent bien continuer ce type de travail de manière autonome.

Inscrits au Partito Radicale, nous avons rencontré celui-ci lors d'initiatives anti-militaristes. Il est donc normal que la première campagne à laquelle nous travaillerons en France se situe dans ce champ d'intervention même si par bien des côtés elle le dépasse largement, constituant aussi une bataille pour les libertés civiles. Que cela n'accrédite pas l'idée que nous nous restreindrons à ce seul type d'intervention. Si nous savons que les libertés sont aujourd'hui menacées en France plus qu'elles ne l'ont jamais été (car ce sont les bases de notre législation qui sont en train d'être refondues), il nous manque encore un style d'intervention politique qui n'enferme pas les acteurs dans leurs ghettos respectifs, nous enfermant par la même occasion dans un marginalisme inopérant.

Afin de mieux se faire connaître, le Partito Radicale a publié ces jours-ci le numéro 0 d'une revue, **Nouvelles Radicales Internationales** que vous pouvez vous procurer en m'écrivant à la **G.O.**, contre un chèque (à mon ordre, de 4F). Toute souscription sera également la bienvenue car, car comme l'ont constaté amèrement nos copains italiens, « faire de la politique en France, cela coûte très cher ». La campagne pour l'abolition des tribunaux militaires ne pourra se développer efficacement que si elle se donne les moyens financiers nécessaires à une publicité et une information la plus large qui soit.

Pour votre carnet d'adresse : **Partito Radicale** c/o **G.O.**, 163 rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Pour votre compte en banque : chèques à l'ordre de Marc Thivolle, même adresse.

Marc Thivolle

Parole de Lycéens

IL N'Y AURA PAS DE classes dans les lycées et collèges le 11 décembre. Les syndicats enseignants SNES, SGEN, etc., appellent à une grève de 24 heures. Au premier plan des revendications, les 6000 maîtres auxiliaires qui sont toujours sans travail. La Coordination Permanente Lycéenne quant à elle appelle les lycéens(nes) à se mobiliser sur leurs propres revendications. Des actions spectaculaires et une manifestation seront sans doute organisées par la C.P.L.

Le numéro deux d'«Effervescences Lycéennes» *est paru. La feuille de choux de la coordination permanente lycéenne présente au sommaire de ce numéro : un article sur l'avortement-contraception* «pas de censure sur nos corps»*, une étude sur les rythmes scolaires, le compte-rendu de quelques luttes lycéennes notamment celle du lycée Chérieux à Vitry où le comité de lutte lycéen a obtenu la création d'un ciné-club géré par les élèves où les projections sont effectuées chaque mois et durant les heures de cours. Le contrôle des absences n'étant pas effectué pendant les séances, un article sur l'armée et une dernière page expliquant la nécessité de s'organiser en comités lycéens, si possible en liaison avec la CPL pour proposer une alternative à l'école d'aujourd'hui.* «C'est à travers l'auto-organisation des luttes, *expliquent Eric et Didier de la CPL* par les assemblées générales, le contrôle lycéen sur la vie du lycée, les expériences d'occupation et de réappropriation de l'école pour les lycéens et par l'expression écrite des revendications dans les plate-formes revendicatives que s'élabore cette alternative...»

Pour joindre la coordination permanente lycéenne et commander Effervescences Lycéennes *(1F) écrire à* «Prenons la Parole»*, 43 rue du Faubourg St Martin, 75 010 Paris.*

Une dernière chose, si vous faites un journal lycéen ou si vous en connaissez un, faites-le nous parvenir. La GO en parlera.

Ouverture de la chasse aux sorcières

Alsthom-Belfort

A LA SUITE DE PLAINTES DÉPOsée par la direction de l'Alsthom pour «destruction de véhicule avec des explosifs» et «vol de courrier» lors de l'occupation de l'Hôtel de Lion par des femmes de grévistes puis par des gévistes, et de la Chambre de Commerce et l'Hôtel des Impôts, occupés pendant le conflit, deux militants C.F.D.T. ont été perquisitionnés et interrogés pendant plusieurs heures.

On mesure aujourd'hui la gravité de l'initiative de la CGT dans la publicité faite à l'explosion (peu importante) du TGV et à la présence de matériel d'auto-défense dans l'usine. Comme le soulignait un tract des piquets de grève : « Qui, par ces conférences de presse, ces révélations de « sinistre complot » a remis le TGV au premier rang des préoccupations de la presse ? ». En effet, avant la conférence de presse de la CGT l'explosion du TGV était pratiquement passée inaperçue (**Le Matin** y consacrait le 17 novembre trois lignes en la qualifiant de «pas vraiment grave »). Nul doute qu'en polarisant l'attention sur ces incidents, la CGT n'ait lourdement contribué à une « solution » du conflit sans commune mesure avec l'ampleur de la mobilisation. Alimenter la campagne de dramatisation de la direction (par exemple, une bâche sur le TGV ne cachant... aucun dégât apparent ;) a aussi permis de laisser en suspens le problème de la répression.

Tout d'abord la garantie de la direction « pas de poursuites pour faits de grève » est suffisamment imprécise pour permettre de réprimer à peu près tout ce qui n'est pas « le fait de faire grève » lui-même. Et cette imprécision a été assurément permise par la marginalisation des grévistes combatifs par l'intersyndicale. Plus grave encore en collaborant directement avec la police (en leur livrant les « engins explosifs » trouvés dans l'usine) la CGT légitimait à l'avance l'intervention policière.

Dès lundi 19 on parlait de plus d'une liste de « suspects » constituée par la CGT, qui déclarait ne pas vouloir la donner à la police. Dès le 20 novembre pourtant plusieurs militants d'extrême gauche étaient l'objet de perquisitions, et on apprenait l'exclusion de certains grévistes de la CGT, ce qui équivaut à une dénonciation indirecte des brebis galeuses. Les délégués CFDT interrogés mercredi 28 ont par ailleurs entendu les flics parler d'une « liste de noms ». Il est probable pourtant que cette fameuse liste ne sera pas utilisée dès maintenant, l'ambiance étant encore très chaude à l'Alsthom-Belfort. Plusieurs débrayages y ont eu lieu cette semaine et la grève se poursuit dans les usines Alsthom de Delle et de Marseille. L'empressement de la police pour ouvrir l'enquête permet cependant de craindre que la répression frappe dur dans les mois à venir. La chasse aux sorcières sera-t-elle, comme en Italie, gérée par des syndicalistes ?

Valérie Marange

La parole aux Mineurs!

LES MINEURS EN LUTTE EXISTent toujours. Ils (Elles) viennent de sortir le numéro 2 de leur journal «**Le péril jaune**». Ils tiennent permanence tous les mercredi de 16h à 19 h au Planning Familial, 94 Bd Masséna, 9 villa d'Esta, 75013 Paris. Les adultes du «**collectif 7+**» qui les soutiennent et revendiquent l'hébergement de mineurs en fugue ou non, passent le 5 décembre devant la commission permanente du ministère de la Jeunesse et des Sports. Cette dernière statuera sur leur sort. Les mineurs et les adultes appellent donc à un rassemblement le 5 décembre à 9h30 du matin à la maison de l'ex-ORTF, lieu du «procès».

En juillet et août 1978 se déroulait à Caragèse un camp de vacances pour le compte de l'AROEVEN de Paris. Le collectif d'animateurs du camp décide d'informer les adolescents sur la contraception, la sexualité, de laisser les horaires libres, d'accepter la mixité dans les tentes. En fait rien de bien méchant. Les animateurs font simplement très correctement leur boulot de « responsables ». A la suite de ce camp, aucune plainte n'est déposée, ni par les parents, ni par les mineurs. Mais deux de ces derniers, Marie-Caroline et Patricia, décident de revoir certains éducateurs. Elles vivent en foyer ; leur directrice n'est pas d'accord. En décembre 78, elles fuguent. L'histoire aurait pu s'arrêter là ; des jeunes qui fuguent, il y en a 160 mille par an. Mais Marie-Caroline et Patricia ne veulent pas fuguer en silence. Elles veulent faire savoir qu'elles sont libres de vivre leur vie comme elles l'entendent.

Les adultes du « collectif 7 + » décident de les soutenir, ce qui est la moindre des choses pour des éducateurs conséquents. Ce n'est pas l'avis de la Justice, qui place en février 79 le collectif sous contrôle judiciaire, avec interdiction de sortir de la région parisienne, l'obligation de pointer une fois par semaine chez le juge d'instruction Gérard et de justifier d'un emploi régulier. Bien entendu, ils ne pourront plus être moniteurs de colonie de vacances, ni avoir de rapports avec des mineurs.

Ces mesures de répression et d'interdiction professionnelle constituent encore une fois une atteinte sérieuse à la liberté d'opinion. De plus, elles ne tiennent pas compte de la parole et de l'avis des mineures concernées qui ne cessent de clamer leur accord avec l'action du « collectif 7 + ». On ne peut pas inculper des mineurs qui prennent leur vie en main. La seule solution pour la Justice est alors de s'en prendre aux adultes qui les soutiennent.

En septembre 79, le collectif est convoqué par la Jeunesse et les Sports pour prendre connaissance du dossier d'accusation. Le 5 décembre, la commission permanente du même ministère se réunira et donnera son avis sur le sort à réserver à ceux du collectif. Renoncera-t-elle à l'interdiction professionnelle ? La réduira-t-elle à une période limitée ? C'est le ministère qui en décidera en dernier lieu. A ce procès pour le moins bidon, des témoins seront éventuellement entendus si la commission le juge nécessaire. « Le collectif 7 + » risque en fait une peine de dix jours à deux mois de prison et une amende. « **Cette sanction disciplinaire prétend être une sanction administrative,** déclare le collectif, **sans lien aucun avec les inculpations dont on fait par ailleurs l'objet. Et pourtant comment ne pas établir un lien de fait entre les deux mesures répressives que sont, d'une part l'inculpation pour détournement de mineurs, et d'autre part l'interdiction professionnelle ?** ». Quant aux mineurs, ils déclarent avec raison : « **Nous avons notre parole à faire entendre, nous sommes tout de même les premiers concernés et les seul(e)s à savoir si nous avons à protester contre le déroulement du camp. Nous n'avons pas besoin d'un ministère, ni de cette Justice de classe pour organiser notre vie ! Nous exigeons l'arrêt immédiat des poursuites contre le collectif «7+» et d'être entendus le 5 décembre ; il s'agit de nous. Nous voulons choisir notre vie en vacances et ailleurs** ».

Cela fait maintenant neuf mois que le collectif est surveillé, fiché, contrôlé, réprimé, alors que la Justice n'a pas rendu son verdict. Il faut que cela cesse. Il est indispensable de soutenir le collectif et d'exiger avec eux la levée des inculpations. Quant aux mineurs en lutte, ils savent ce qu'ils ont à faire, merci pour eux.

Jean-Luc Bennahmias

LETTRE OUVERTE AUX GUERILLEROS DU FUTUR

SAVEZ-VOUS CE QU'EST L'ALgomètre ? Un appareil à mesurer la douleur. Dix unités maximum. L'accouchement atteint facilement six à sept unités. La rage dentaire, dix unités. A savoir l'égal de la pire, la plus effroyable des tortures.

Pourquoi ce chapeau à une « lettre ouverte aux guerilleros du futur » (ou : aux futurs guerilleros...) ? Quel rapport avec la rage de dents, l'appareil à mesurer la douleur et la guerilla urbaine ? On va vous expliquer ça.

Il y a quelques semaines, Michel Lapeyre, sympathisant NAPAP, - vous savez, ceux qui ont cru à la guerilla urbaine - a été déclaré en danger et relevant d'une opération dentaire d'urgence, à la Centrale de Rennes où il se trouvait en Q.H.S. La Centrale, tout naturellement, l'a expédié à Fresnes où l'on soigne et opère les détenus malades, par ambulance. A Fresnes, on l'a aussitôt... interné en Q.H.S. et laissé sans opération ni visite médicale. Télégrammes, coups de téléphone à la Chancellerie, délégation. La mère du prisonnier qui l'a vu au parloir hurlant de douleur, défiguré, suppliait en vain : réponse de M. Qui-de-Droit : « Ce n'est qu'un petit mal de dents » (l'infection des canaux et du sinus menaçait le cerveau).

J'ai évoqué le vieux livre de Kœstler **Le zéro et l'infini**, bien avant qu'on parlât de Goulag soviétique, qui mit tant en colère le PC stalinien. On y voyait un prisonnier politique affligé d'une rage de dents et laissé sans soins, comparaître devant le tribunal et répondre à ses juges « communistes » : « **J'ai mal aux dents** »... à la grande indignation de ceux-ci. Ah ! les misérables, s'écriait alors le lecteur français de 1953. On a fini par soigner Michel Lapeyre, à force de délégations et de coups de fil. Pendant ce temps, un autre taulard envoie son auriculaire à M. Peyrefitte. Jusqu'à quand cela sera-t-il permis ? Bientôt, certes, nous verrons ce décret de l'Administration : « Interdit d'envoyer l'un de ses membres ou une partie à M. le Garde des Sceaux, sous peine de prétoire ».

Et je médite. On parle, avec des amis. On s'interroge. Impossible de mettre ces obscènités sur le compte de la désinvolture, du bordel qu'est l'Administration, ni même de la dureté et de l'égoïsme propres aux pouvoirs. Il ne s'agit même pas de priver de ses moyens de défense un inculpé politique, comme dans **Le zéro et l'infini**. Le jugement de Michel Lapeyre est loin.

Au milieu d'une foule d'autres exemples qui ne concernent que les taulards, nous croyons pouvoir conclure que la réponse incroyable de M. Qui-de-Droit, le comportement de l'Administration Pénitentiaire et celui de la Chancellerie à une démarche concertée, à une tactique venue de très haut lieu : déterminer quels sont les derniers éléments irréductibles de la résistance à l'Etat, soit de ce dernier carré des sympathisants « extrêmistes » et de les pousser à la contre-violence, afin de pouvoir les écraser définitivement.

C'est une démarche logique, au niveau affectif le plus légitime et le plus sain, que de répondre à des ignominies comme celles que je viens de citer par une formation immédiate d'un noyau armé à l'instar de l'ex « Fraction Armée Rouge ». C'est la tentation, non pas du terrorisme, car les terroristes sont au pouvoir, mais de la lutte armée. Cette démarche logique, cette tentation, c'est aujourd'hui sur elle que compte le pouvoir giscardien qui demeurera l'expression de l'espace judiciaire, de l'Europe quadrillée, des masses sur ordinateurs, des individus parqués en SAFARI, bref de l'E.P.I. (Etat Policier International).

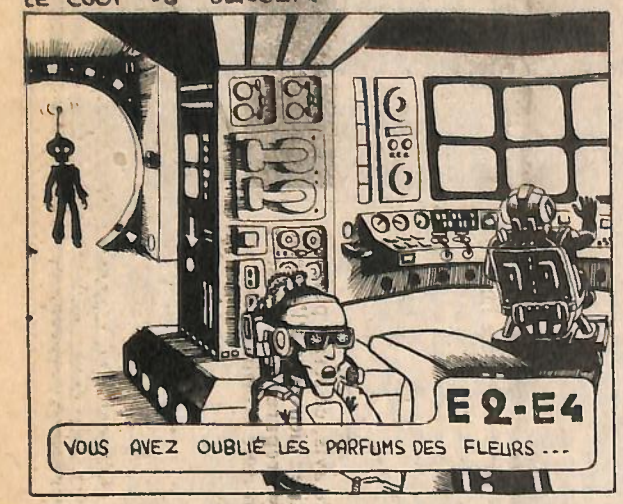
Pour les ulitmes démarches qui groupent encore quelques irréductibles, petite manif par-ci, action par-là, il est souhaitable à l'Etat de voir ces derniers gêneurs déjà fichés depuis longtemps tomber dans la nasse de celui qui, organe central du terrorisme, appelle « terrorisme ». C'est pourquoi je voudrais que tous ceux-là réfléchissent au fieffé service qu'ils rendraient à l'ennemi en cédant à la tentation logique de lui faire payer - ô trop doux mirage - tant de sang et de larmes au moyen de quelques plasticages, d'un enlèvement, d'une prise d'otages, voire d'un meurtre politique réussi.

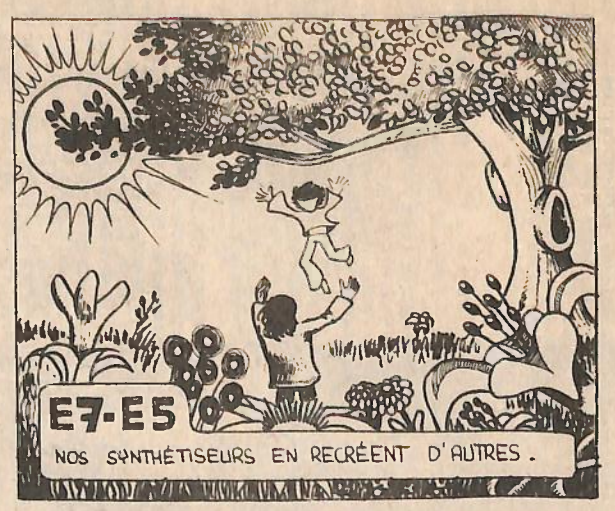
Mais peut-on garder ce prurit sans se gratter ? se demandera-t-on. Si on ne croit plus aux efficacités de la douce « désobéissance civile » (fut-ce en l'utilisant toujours faute de mieux), si on a rejeté les confiseries de la non-violence, si on en a ras-le-bonbon des vieilles-manifs-pétitions-délétions et que l'électoralisme ne fait plus rire les lèvres gercées, que reste-t-il ? Mes camarades, nous la verrons, la lutte armée, patience ! Pas pour un « idéal », mais pour résister, tout simplement, pour ne pas crever, pour ne pas voir disparaître l'espèce humaine par la destruction de l'environnement et par le génocide de l'énergie nucléaire. Si l'homme ne disparaît pas, victime de sa propre connerie, il faudra bien en venir là. Mais aujourd'hui, à mon humble avis, ce serait plus que suicidaire : bienvenue à l'ennemi. Nous y préparer soit. Passer à l'action cette semaine, non, non et non.

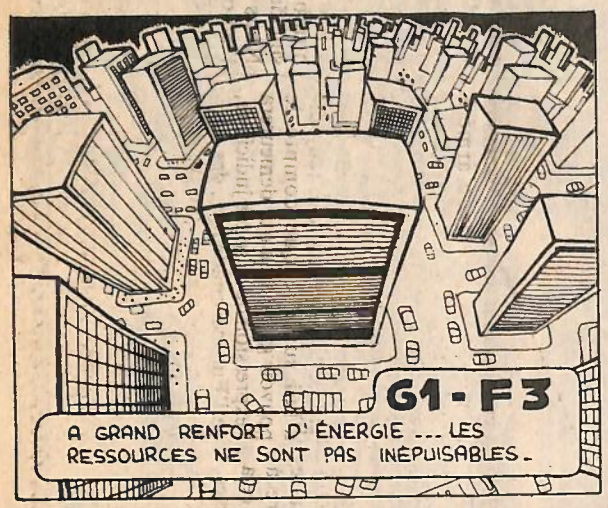
C'est tout. J'avais besoin de dire ça. D'éventer ce piège où j'en vois tant tomber, et forcément des meilleurs. C'est dans ce contexte de la guerre déclarée entre l'individu et l'Etat, soit l'E.P.I., que je viens porter ma salade à la **Gueule Ouverte.** Fin des présentations.

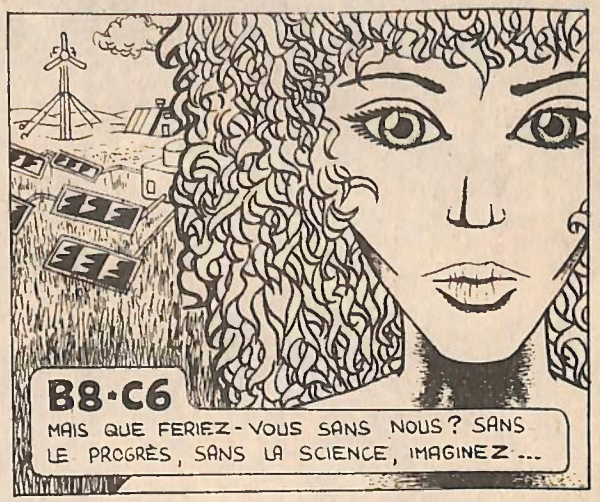
Françoise d'Eaubonne

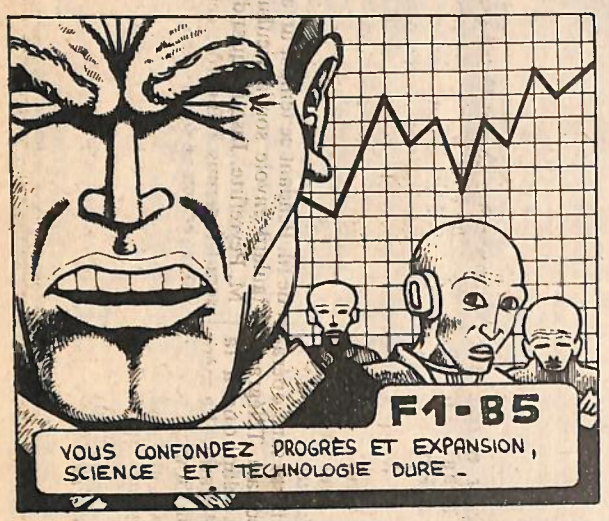
LE COUP DU BERGER

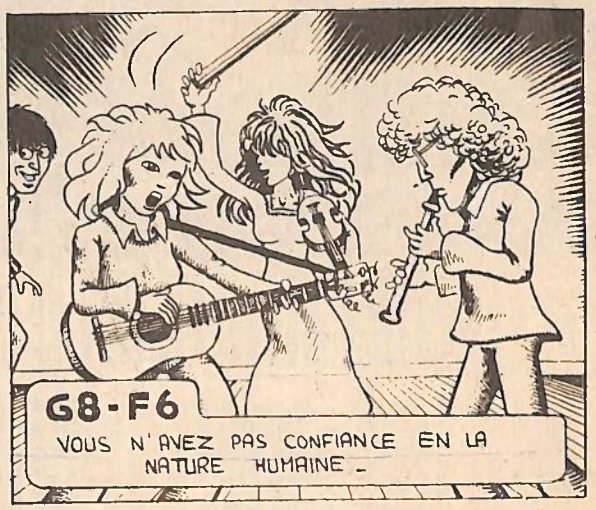


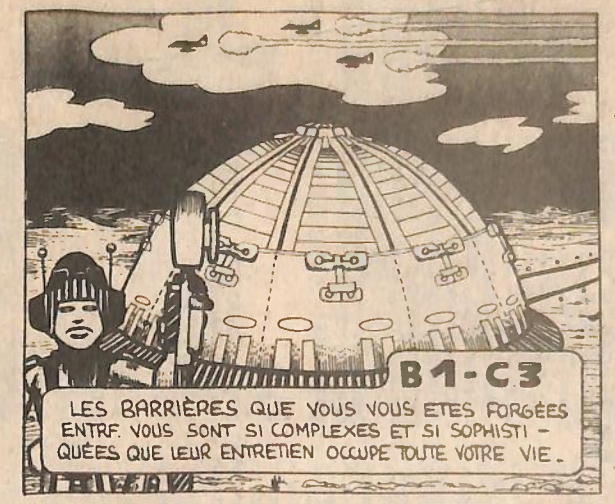


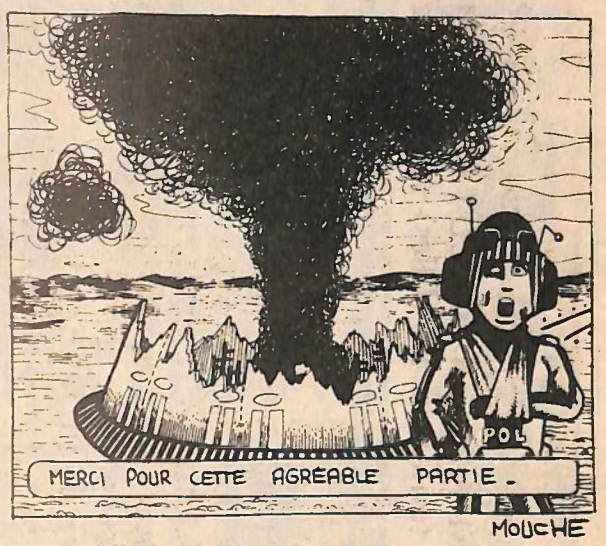












MOUCHE

SUR LE TERRAIN

Alternatives

01

SUPER-PHOLIX. Pour les radins nous signalons que le dernier «Super Pholix», consacré à l'emploi dans le nucléaire, ne coûte que 3F à l'unité et 20F les 10ex (10F de béné !). Les n° spéciaux suivants sont encore disponibles : spécial surgénérateur (1F-7F50 les 10 ex.) - Spécial Lignes à Haute Tension (2F -15F les 10) -Plutonium-Sodium (2F- 15F les 10) -Maison autonome de Malville (3F -20F les 10) -Spécial Méthane (8F -20F les 10). Abonnement pour 10n° : 25F ou plus pour soutien (dépêchez-vous ça va augmenter...) Prochains n° : «Super-Phénix : pourquoi et comment lutter ?» -«Dangers des faibles doses de radioactivité» - «Le Biométhane (suite du n° 25)»... Une adresse : Georges David Le Poulet 01 680 Lhuis.

AFFICHES. Les Comités Malville mettent à votre disposition 2 affiches -«Aujourd'hui Malville... demain la France.» 5F les 10ex + port. -«Des Hommes au service... du Nucléaire ?» affiche inspirée de la publicité EDF, avec dessin de Michel Balme. Même prix. Ecrire : Georges David Le Poulet 01 680 Lhuis.

09

COUTURE. Initie débutants (tes) à la couture. Stages 7 jours 350F. Logement compris, repas autogérés. Ecrire : Marie Alix Roy, Alzen, 09240 La Bastide de Sérou.

13

AMNESTY INTERNATIONAL à Aix en Provence : Le groupe 133 vous invite à venir assister à la soirée poétique qu'il organise le mardi 11 décembre, à la salle Carnot à Aix. Venez en bande, en famille mais venez nombreux écouter Michel de Maulne. Alliant poésie et musique, son répertoire s'étend du Moyen Age à nos jours. Et surtout n'oubliez pas vos stylos car les campagnes Guatemala et URSS ayant débuté, les lettres et pétitions à envoyer sont nombreuses.

NUCLÉAIRE ? NON MERCI. Les produits marqués du soleil souriant sont diffusés par les Amis de la Terre de Marseille. Les autocollants de 13cm de diamètre, les badges et les plaquettes sont disponibles à 3,00F l'exemplaire, 1,50F l'unité pour 25 et 1F l'unité pour 100 et plus. Les autocollants de 45 cm de diamètre à 15F l'exemplaire et 10F l'unité pour 5 et plus. Les commandes doivent être adressées aux AT de Marseille, 13 rue de la Cathédrale, 13 002 Marseille, et les chèques à l'ordre des AT Marseille, CCP 511 239 J sans oublier 10% de port.

34

CHANGER D'AIR. Nous accueillons des gens du 27 déc au 2janv. dans une ferme de l'arrière pays languedocien. Au programme : balades, randonnées, musiques et danses folk, ânes (nous montons un élevage d'ânes). Le séjour tout compris : 500F. Nous accueillons aussi en dehors des périodes de vacances scolaires des gens qui ont envie de passer quelques jours à la campagne et de changer d'air (55F par jour tt. compris). Renseignements à la ferme du Mâs de Riols, 34 260 La Tour s/Orb, Tél : 16 (67) 95 10 53.

35

UNE COLLECTE SÉLECTIVE DES ORDURES ménagères à Rennes et dans les environs. C'est à une réunion sur ce thème que les Amis de la Terre de Rennes vous invite le samedi 8 novembre à 14h30 salle de l'OSC Maison du Champ de Mars. Cette réunion sera animée par Michel Lachaise, écologiste des Mureaux (Yvelines) membre d'un groupe de travail avec cette municipalité et qui pourra ainsi parler concrètement de l'expérience menée depuis quelques mois dans cette ville.

AMIS DE LA TERRE. La prochaine réunion des AT de Rennes aura lieu le mardi 18 décembre à 20h30 au local 73 rue de Chateaugiron. Les commissions continuent leur «train-train» nucléaire : Tous les lundi 20h30, recyclage récupération : le lundi 20h30, urbanisme : le mardi à 20h30, énergies douces : le jeudi à 20h30, jardinage : le vendredi à 20h30. Toutes ces réunions ont lieu au local.

38

RÉUNION-RHONE-ALPES ANTI-NUCLÉAIRE. A l'appel des comités anti-nucléaires, présents au Week-End des 17 et 18 novembre consacré à la relance de la lutte contre Super-Phénix, une coordination Rhône-Alpes aura lieu le 8 décembre à 14h précises au couvent de Bouvesse-38-(près de Malville). A l'ordre du jour : un compte-rendu du W-End 17/18 novembre. Les campagnes en cours : pétition nationale; grève du zèle; DMA, proposition d'une action de sensibilisation générale du corps médical - préparation de la réunion nationale anti-nucléaire des 15 et 16 décembre à Bordeaux - etc. Venez nombreux !

75

LES «AGUIGUISTES» AMIS DE LA VIE et amis de Mouna, vous convient à la fête des Antis-Robots, le 6 décembre à 20h à la Mutualité avec une tripottée et amis de talents pour chanter danser et faire rire. Participation aux frais 20F demi tarifs chômeurs et carte vermeil. Ce sera la fête pour la fête et pour essayer d'éveiller les consciences.

FÉDÉRATION ANARCHISTE. Le groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste organise le jeudi 6 décembre à 20h30 dans son local 10 rue Robert Planquette (rue Lepic) Paris 18ème-métro Blanche ou Abbesses une conférence-débat sur : l'avortement et les anarchistes face à ce problème.

SCULPTEUR-BOIS pour contrat-emploi formation. Motivées avec quelques expériences travaux bois, cherche artisan avec qui travailler et pourquoi pas plus ? Ecrire : Mr Toullec, 98 bd Rochechouart, 75 018 Paris.

J'AIMERAIS CONNAÎTRE des exemples de collectivités et de coopératives ouvrières, petites et grandes. Organisation, problèmes, ect. Autre forme de gestion d'entreprise en but d'une discution dans une «boutique de quartier» association loi 1901. Ecrire Mr Sabourin Claude, 40 rue des cinq diamands, 75 013 Paris

ASSOCIATION POUR UNE INFORMATION CRITIQUE, 03 250 Le Mayet de Montagne, vient de publier des cartes de vœux 1980. Ces cartes sont de format 10,6 × 14,8, bleu fond blanc. Envoi uniquement par série de 12 cartes (3 ex de chaque modèle). Tarif : 10F les 12 cartes, 20F les 24 cartes, 40F les 48 cartes, 80F les 100 cartes. Payable à la commande, port compris, envoi par retour. Commande CF adresse ci dessus.

COMITÉ DE SOUTIEN À DESSIE WOODS (condamnée à 22 ans de prison aux USA pour avoir tué l'homme qui tentait de la violer), organise en même temps que dans d'autres villes d'Europe et des USA un rassemblement. Le jeudi 6 décembre à partir de 17h30, face à l'Ambassade des Etats-Unis avenue Gabriel, côté jardin (métro Concorde). Comité de Soutien à Dessie Woods, 46 rue de Vaugirard 75 006 Paris.

77

STAGE ASSENSBIOGENESE en février-mars. Animation : Janine Assens, Françoise Gourichon, Marie France Toffin, Jean Assens, Francis Baert. Stages de 5 jours résidentiels, coût : 1 200 F. Lieu : Couperdrix, Augers en Brie. 77 560 Villiers St Georges. Pour toutes informations, téléphoner de 11 heures à 14 heures au 367 02 55. Il n'y aura pas de permanence en janvier.

78

LES AMIS DE LA TERRE de la Vallée de Chevreuse, organisent depuis le 17 novembre et ce jusqu'au 31 décembre une exposition sur l'écologie et l'environnement à la MJC de Bures / Yvette. Quelques films (Minamata, la Planète Sauvage, Dupont la Joie) un diaporama et deux débats agrèmenteront ce mois d'animation. Dates des débats : 8 décembre 21h Brice Lalond. 15 décembre 21h Louis Puiseux (ancien économiste de l'EDF) et Philippe Chartier (chercheur à l'INRA) Contacts : François 052 07 02.

AMIS DE LA TERRE. Les AT de la Vallée de Chevreuse proposent, dans le cadre de l'expo à la MJC de Buves, 2 débats sur l'information, la réflexion, et les moyens de construire une société écologique. Sam. 8 déc. à 21h : débat sur le nucléaire et les alternatives avec Puiseux (économiste à EDF), Chartier (chercheur à l'INRA) co-auteur du Projet ALTER. Venez vous balader dans l'expo, voir les bouquins très intéressants à la MJC de Buves ouvert tous les jours.

80

COMITÉ DE SOUTIEN À JEAN-LUC LELONG. Le Comité de soutien à Jean-Luc Lelong, maitre auxiliaire de Béthune, exclu de l'Education Nationale suite à une interdiction professionnelle se réunit mardi 11 décembre à 18h30 chez Jacques Paulinet 5, rue du Cloître de la Barge, 80 000 Amiens

91

PÉTITION NATIONAL 91. Le collectif Pétition National 91» «Pour une autre politique de l'«Energie. Pour un Débat démocratique sur l'Energie.» vous invite à une réunion débat le 8 déc. à 20h45 à la MJC d'Evry. (Place de la Mairie). Nous ferons le point sur le programme électronucléaire, sur les accidents et les problèmes techniques actuels. D'autre part, nous évoquerons les différentes alternatives au nucléaire dans le cadre d'une autre politique de l'énergie. Comité d'information nucléaire Essone : 4è etg Centre Associatif 91 000 Evry.

95

STAGES D'ANIMATEURS. Pour ceux qui ne savent pas quoi faire à Noël, des stages d'animateurs de centres de vacances et de loisirs sont organisés dans la région parisienne. Du 26 décembre 79 au 3 janvier 80 à Saint-Prix (95) et à Berthecourt (60). Ainsi qu'un stage de Perfectionnement de Directeurs entrant dans le cadre du B.A.F.D. Du 26 décembre au 31 décembre 1979 à Saint-Prix (95). Et pour ceux qui prévoient longtemps à l'avance, un stage de perfectionnement Animateur Franco allemand est organisé du 26 au 31 juillet 1980 (à Saint-Prix) sur le thème : «Les énergies douces». Renseignements : CPCV. 7, rue du Château de la Chasse 95 390 Saint Prix. Tél : 416 56 66

L'ASSOCIATION DES JEUNES EN VACANCES. Association qui propose comme chaque hiver, une vie auto-organisée à travers le ski de fond. Pour tous renseignements tél le matin de préférence au 508 03 56, l'après midi au 986 44 56 à partir de 20h30 au 569 14 95 et aussi, tous les mardi soir vous pouvez passer au : 58 rue Ticquetonne 75 002 à bientôt...

ASSOCIATION POUR L'APPEL DE GENÈVE. L'Assemblée générale ordinaire de l'Association pour l'Appel de Genève est convoquée conformément à l'article 6 des statuts pour le samedi 8 décembre 1979 de 10 à 12heures à la salle 009 de la faculté de droit rez-de-chaussée de l'Aile Jura, Université de Genève, rue de Candolle, Genève. Ordre du jour : 1. Communications du bureau, 2. Rapport moral du président, 3. Rapport du trésorier, 4. Election du nouveau bureau, 5. Activités à venir, 6. Divers. Venez nombreux.

Infos 17

ment pour le Désarmement la Paix et la Liberté/Groupe Solidarité Internationaliste), et le Comité Chili Amérique Latine. Sur les thèmes : Conférence des Non-Alignés, Nouvel Ordre Economique Mondial avec la participation de camarades Sahraouis, Chiliens, Nicaragayens du Comité Viet-nam en France et du Mouvement Anti-Apartheid et d'autres personnes. Les repas étant pris sur place, les gens interressés sont priés de s'inscrire à l'avance. Renseignements : MDPL. BP 190. La Rochelle Cédex. Tél 67 27 92.

44

PROCÈS DES OPPOSANTS A LA CENTRALE NUCLÉAIRE DU PELLERIN. On se souvient des incidents qui se sont déroulés tout au long de l'Enquête d'Utilité Publique en juin 77 à la suite desquels 5 agriculteurs furent condamnés à Nantes à de lourdes peines de prison (8 mois dont 6 mois avec sursis). Ils avaient détruit un régistre d'Enquête pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme une parodie de consultation démocratique. A l'annonce du verdict, un certain nombre de manifestants se rendent à la Mairie de St. Jean de Boiseau et y déchirent le registre dans un geste de solidarité et de révolte contre le jugement. La réaction des forces de l'ordre sera brutale, bien que les manifestants n'opposent aucune résistance. Pour éviter des interpellations arbitraires et sélectives, un très grand nombre de manifestants déclineront leurs identités aux gendarmes. Seul 34 d'entre eux ont été retenus et seront inculpés au titre de la loi anti-casseur. On peut s'interroger sur le fait que ce jugement intervienne 2ans et demi après les faits qui leur sont reprochés. Un collectif de soutien s'est créé autour des inculpés : ce collectif se donne pour mission : -d'obtenir la moindre condamnation pour les inculpés, -de faire de ce procès un tremplin pour la lutte contre la centrale du Pellerin. Nous appellons les Nantais à se mobiliser sur cette grave affaire qui les concerne tous : —le 8 décembre une marche de protestation des inculpés et de leurs amis. Départ de St. Jean de Boiseau à 10h, vers Nantes, avec arrêt dans toutes les communes du parcours. La population est invitée à se joindre au cortège. Le 17 décembre animation l'après-midi durant le déroulement du Procès en 2 points distincts du Centre Ville. -Le même jour à 18h une marche dans la ville et un rassemblement au Palais de Justice. Un soutien financier est demandé : M.T. Daviot, 37, Ave. de l'Angevinière, 44 800 St Herblain, CCP Nantes 25 33 46K. Procès donc. le lundi 17 décembre à 14h à Nantes. Venez nombreux.

54

CAN DU JARNISY. Le comité pour la pétition du Bassin de Bricy organise une expo sur les problèmes du nucléaire et les énergies nouvelles jeudi 6 décembre, samedi 8 décembre de 14 à 17heures et une soirée débat avec projection du film «Condamnés à réussir» le vendredi 7 décembre à 20h30. Le tout à la mairie de Bricy.

59

SOIRÉE INFORMATION VIE NATURELLE. Samedi 15 décembre, 20h15, MJC de Dunkerque rue du Docteur Lemaire : Soirée information «L'agriculture biologique. Pourquoi ? Comment ? Dans votre jardin, votre champ, sur votre table». L'association «Vie Naturelle», sous l'égide de l'A.D.E.L.F.A., vous invite à venir assister à cette réunion publique au cours de laquelle vous pourrez obtenir les renseignements pratiques et les réponses aux questions que vous vous posez peut-être encore sur cette méthode naturelle. Cette soirée information se déroulera avec la participation de D. Antoine, technicien agricole membre de «Nature et Progrès», ainsi que de maraîchers biologiques de la région dunkerquoise. Association «Vie Naturelle, Britania III, Bât G, Appt 28, 59240 Dunkerque.

69

GRÈVE DU ZÈLE. Si vous êtes de la région, Rhône-Alpes et si vous faites la grève du zèle vous faire connaitre à l'une ou l'autre des adresses suivantes : 1) Comité Malville Lyon Chez/CEP 44, rue St. Georges BP.6 St Jean 69 245-Lyon Cédex. 2) UFC-Que Choisir ? place des Terreaux 69 000 Lyon. Pour tracts (10ct l'unité + port), renseignements, suggestions, un contact régional : Comité Anti-nucléaire de Chambéry chez Blanc Gérard 11, rue des Ecoles Bassens 73 000 Chambery Contact National : «Collectif grève du zèle» Mairie des Ulis 91 440 Les Ulis.

92

CHANGER DE VIE. Simone et Gilbert, nous faisons des travaux saisonniers mais nous n'avons pas trouvé mieux que de revenir sans cesse à la ville mais nous en avons ras le bol, y aurait il des gens sympas vivant à la campagne et qui auraient besoin de nous ? On donnerait un coup de main (énergique) en échange de l'hébergement, la bouffe et peut-être quelques sous... nous ne voulons pas faire fortune mais changer la vie ! nous répondrons à tous, à bientôt. Simone et Gilbert Buffereau 68 avenue du bois de Verrières. 92160 Antony.

93

PSU : MEETING FEDERAL. Meeting Fédéral à Montreuil le vendredi 7 décembre à l'ancienne école 60 rue Franklin. Thème central : les alternatives aux problèmes du chômage, énergie, division des roles hommes-femmes. Ce meeting sera présidé par Huguette Bouchardeau. PSU Seine-Saint-Denis, 65 avenue de la République, 93 Aubervilliers.

Kultur

59

CONDAMNÉS À RÉUSSIR. Projection du film «Condamnés à réussir», le 30 novembre, à 20h30, au Centre Social du Centre Ville, rue des Vétérans, à Villeneuve d'Ascq. La séance sera suivie d'un débat. Organisé par le collectif pour une autre politique de l'énergie.

75

CHARLÉLIE COUTURE à la Péniche du 18 décembre au 6 janvier à 20h30. La Péniche Théâtre Canal St Martin/quai de Valmy, 75 010 Paris. (face à la rue du Terrage) Tél : 205 40 39. Relâche le lundi, prix des places : 25F et 20F (collectivité).
Le disque de Charlélie Couture, un 30cm «Ecoute s'il pleut» sort ces jours ci (distribution RCA).

DÉSARMEMENT UNILATÉRAL. Le vendredi 14 décembre : 5heures pour le désarmement unilatéral de 19 heures à 24 heures. M.J.C. Les Amandiers, 110 rue des Amandiers, 75 020 Paris (métro Ménilmontant, bus 96 arrêt Henri Chevreau). Ciné : La Bombe, de Peter Watkins. Musique et chansons avec : Linette Dalmasso, Patrick Font et Philippe Val. Débats... bouffe... stands... montage diapo... Participation aux frais : 15F. Organisé par l'Union Pacifiste (UPF) Région parisienne.

86

LE CINEMA AUX ARMÉES. Samedi 15 décembre, de 15h à 24h, films. La question. Avoir 20 ans dans les Aurès + courts métrages... l'Algérie. Débats avec René Vauthier Henri Alleg, la colonisation et l'armée, l'intervention en afrique... Maison du peuple rue A. Orillard, 86000 Poitiers. Bouffe pas cher, livres, tables de presse. Entrée 15F

95

SOIRÉES GRATUITES. Face aux problèmes d'énergie de plus en plus criant, Mauve (Nouvement d'Animation Urbaine : Ville, Expression) et le centre culturel de Goussainville, présentent deux soirées gratuites d'information : (film, débat, exposition). Vendredi 7 décembre 79 21H: Projection : courts métrages sur les énergies dites : Nouvelles suivi d'un débat.
Exposition : «Nucléaire, Energies dites Nouvelles» du 30 nov, au 8 déc., Au théâtre Pablo Néruda, à Goussainville, 82 bd. Paul Vaillant Couturier, 95 190. MAUVE : 34 rue Massenet (chez Vincent Lepot) 95190 Goussainville.

Musique

69

LE TIROIR A CHANSONS, une collaboration entre «la Majo» et l'Escabelle», organise pour la saison 79-80 des spectacles de chanson «art populaire» et «différente» avec des canteurs de la région : mardi 11 décembre 79; Marie Hélène Leschiera dans «Poèmes rencontres», a «La Majo», 2 impasse Métral, 69 100 Villeurbane. Tél : 84 79 42 ou 893 47 95.

75

CONCERTS. Linette Dalmasso et ses «Chansons Ecologiques... et c'est pas triste!» au cours de plusieurs concerts sur Paris et la région parisienne. Linette Dalmasso est une militante écologique en musique. Elle aborde tous les thèmes écolo. Son prochain disque de Chansons Ecologiques sera présenté au cours de l'émission de Jacques Martin sur Europe 1, de 15 à 17h, le jeudi 20 décembre. Prochains concerts : Mercredi 5 décembre Restaurant «Riverside» en soirée, 8 rue des Pélerins, 78200 Mantes la Jolie. Tél : 477 01 34 Jeudi 6 décembre «Grand Gala Mouna» Mutualité, 24 rue St Victor Paris 5è. Tél : 329 12 99. Métro Maubert Mutualité. Vendredi 7 décembre, enregistrement en public pour «Action-Chansons» à 20h30. «M.J.C. Daniel Fery» 10 Bd Mansart, Nanterre (R.E.R. Université). Du mercredi 12 au dimanche 16 décembre, au théâtre Présent 211, av. Jean Jaures à 21h, métro Porte de Pantin. Tél : 203 02 55. Vendredi 14 décembre en soirée «Information-Animation» de l'Union Pacifiste de france. 19 heures, «M.J.C. des Amandiers, 106 rue des Amandiers. Métro Ménilmontant. Tél : 797 19 59

PAULINE JULIEN S'EN VIENT. Pauline sera à Paris, au Petit Forum des Halles du 29 janvier au 23 février 1980 à 20h 30. Pour tous renseignements, contacter Michèle Latraverse, chez RCA, 9 avenue Matignon, Paris 8ème, 256 70 70

84

«ET LE JAZZ, BORDEL !» 2 concerts à Avignon. A.J.M.I. et Bazoche proposent le jeudi 13 décembre 21h au Palais des Congrès (Palais des Papes) entrée : 20F, Joe MC Phee (USA) et André Jaume (France). Le samedi 15 décembre 21H Salle Benoit XII (rue des Teinturiers) Oriental Wind (Turquie) jazz des mille et une nuits. Entrée : 17F. Pour les 2 concerts : 25F !!!. Si ce chapeau «Et le jazz, bordel...» a été choisi pour ces 2 importants concerts, c'est parce qu'on est quelques uns à se poser ce genre de questions, et notamment 3 associations (AJMI, Bazoche, P.P. P.P.P.) qui totalisent environ 500F de subventions en 3 ans pour essayer de faire vivre la musique populaire à Avignon. De plus, l'avalanche de concerts-bizenesse s'abattant sur notre ville (KCP et acolytes) et le «premier» festival culturel français continuant à ignorer cette musique, devant cette asphyxie, c'est un cri que nous poussons pour qu'on enterre pas trop vite une culture musicale qui concerne quelques millions de gens dans le monde et quelques milliers dans notre région...

93

BAL FOLK. Samedi 15 décembre à 21 heures, bal folk avec Malurzen, à la MJC Gérard Philippe Couturier, Avenue Jean Jaures (à côté de la gare), Noisy le Sec.

SUR LE TERRAIN

Papiers

PAPIERS
TRIPOT N°31 AU FÉMININ vient de paraitre. Les femmes du retour à la terre ? Qui sont-elles ? Que font-elles ? Comment vivent-elles ce retour à la terre ? (en France, en Belgique, en Espagne). Elles répondent. Avec des témoignages. Comme une correspondance, des lettres. Pour dire, faire partager. Et aussi la vie en ville. Avec, finalement, les mêmes problèmes. Tripot 31 : 12F. fco. Diffusion : Utovie 64 260 Lys. ccp Utovie 4 854 75J Bordeaux.

03

LE FRONDEUR. Le n°0 du Frondeur mensuel pour une information critique est paru. Si vous voulez une information qui : -remette sur pied une certaine critique pratique du vieux monde, -se donne les moyens de porter des coups efficaces au pessimisme qui régit les luttes actuelles, -se donne les armes critiques pour comprendre les questions que soulèvent notre époque, -crée une structure de solidarité morale et matérielle face à l'isolement et l'encerclement généralisé du système, -développe les analyses et les bilans des luttes sociales par ceux qui les animent ou les vivent, -soit un lieu d'expression, de mise en commun des expériences liées à la réalité sociale. Alors lisez le Frondeur. Le n°0 vous est envoyé gratuitement contre une enveloppe timbrée. Mais le meilleur moyen de soutenir le Frondeur c'est de vous abonner 50F/an, soutien 100F et plus. Le Frondeur 03250 Le Mayet de Montagne.

38

LOCATAIRES CHASSES. M'adresse aux vivants de poésie du quotidien, de folie et du vent, pour diffuser mon premier recueil «Locataires chassés» 7F l'expl. Le commander à Michel Fressard 107 rue de Stalingrad, 38 100 Grenoble.

75

ECHANGE. A tous les artistes-peintres et sculpteurs, une possibilité de présenter et de distribuer leurs œuvres, en échange d'un coup de main pour aménager le local. S'adresser à Rodolphe Verin, 19 rue Fontaine, 75 009 Paris, Tél 874 90 53

82

CRÉER DES CONTACTS ENRICHISSANTS. En vue de créer des contacts enrichissants, francs, y-a-t'il des gens interessants non-conformistes qui en ont assez comme moi de ruminer, de méditer seuls dans leur coin ? On pourrait se voir, se parler, rêver ensemble. Autour de moi il n'y a plus rien... J'ose encore espérer. (Ecrire à Trusz, Marnières, 82 800 Bruniquel.

Insurgés

21

PROCÈS. Tous à Dijon, le 12 décembre, au tribunal correctionnel rue J. Baptiste Liégeard à 14h, pour soutenir S. Liorzou, insoumis au service civil. Soutien : soit venir au procès et (ou) envoyer une lettre ou un télégramme pour le jour de l'audience à : M. le président du Tribunal Correctionnel Rue J. Baptiste Liégeard, 21 000 Dijon.

86

OBJECTION . Le CLO s'ouvre et devient le GAM (Groupe Antimilitariste) de Poitiers. Il se réunit tous les lundi à 20h30 à la Taverne. Ses projets : festival, cinéma antimilitariste 1er volet 15 décembre, un groupe de théâtre de rue, l'insertion d'une feuille sur l'objection dans les fasicules 18 ans des mairies, et la transgression 128.

63

OBJECTION. Permanence tous les mercredi à 18h30, 11 rue des 2 marchés à Clermont Fd, 63 000 sur le problème de l'objection de conscience, de la militarisation...Groupe d'objecteurs sur Clermont Fd.

75

OBJECTION. Secrétariat des objecteurs de conscience, 6 impasse Popimcourt Paris 11ème, (75 011). Permanences les Lundi : de 14h à 18h, mercredi : de 14h à 18h, jeudi de 18h30 à 20h30, samedi : de 13h à 16h.

77

PROCÈS D'OJECTEUR. Le 14 décembre, le tribunal correctionnel de Meaux rejugera Lionel Beaufils pour insoumission au service civil des objecteurs de conscience. Un premier procès, annulé, l'avait condamné à un an de prison ferme. Un comité de soutien regroupant le PSU Seine et Marne, l'Union Départementale CFDT de Chelles, Coulommiers, Meaux (DEM), le Comité autogestionnaire et écologique de Chelles s'est constitué et invite toute personne intéressée à une réunion de soutien et d'information-débat sur l'objection de conscience, l'armée, la défense le vendredi 7 décembre à 20h30 à la mairie de Meaux.

88

PROCÈS RENVOYEUR DE LIVRET: Le 6 décembre 79 14h Alain Pages comparait au tribunal de Grande Instance de St Dié (Vosges 88). Il passe une 2ème fois au tribunal pour renvoi de livret militaire. La 1ère fois le 28 janvier 77 à Nancy il fut condamné à 1 mois de prison avec sursis et 600 F d'amende. En soutien écrire au Président du tribunal de Grande Instance de St Dié 88 100

94

RENVOYEURS DE LIVRETS. A l'occasion du procès en appel de Frey et Gaillard le 10 mai 1977 (renvoyeurs de livrets militaires) un collectif de 10 personnes renvoyèrent leurs livrets. Ces actions se situent dans le contexte de la lutte contre l'extension du camp du Larzac et plus généralement contre la militarisation croissante de notre société. Un de ces renvoyeurs, André Mestre, a été informé de la poursuite prochaine par les tribunaux de son geste. Devant cette menace, nous créons un collectif de soutien et avons besoin d'une aide militante et financière. Contact : André Mestre chez P et C Rouyer Fessard 7 rue B. Palissy, 94000 Créteil. PS : Information importante. A chaque procès, 10 nouveaux livrets sont renvoyés, tu vois ce que je veux dire ?

ALERTE LARZAC

LE JUGE D'EXPROPRIAtion a repris ses visites de procédure, dans les communes concernées par l'extension du camp militaire. L'accalmie est finie...

Calendrier
Jeudi 6 décembre : LA COUVERTOIRADE
Vendredi 7 décembre : PIERREFICHE DU LARZAC
Jeudi 13 décembre : NANT
Vendredi 14 décembre : LES LIQUISSES
Lundi 17 décembre : MILLAU

A ces dates ,il se rendra sur le plateau. Les paysans du Larzac y seront aussi. Ils demandent à leurs amis d'être à leurs côtés, **bien sûr dans la mesure de leurs possibilités. Pour les informations pratiques, se renseigner auprès des Comités Larzac ou sur place.**

dense

LORSQUE LES BALLETS de la Cité laissent derrière eux les pommiers de Normandie parmi lesquels ils évoluent depuis quatre ans, on peut les voir danser à Paris. Aisi les 7, 8 et 9 décembre à 20h30, Catherine Atlani et Gisèle Gréau seront au Théâtre Oblique, rue de la Roquette. Elles causeront, joueront, dans la tendresse et l'ironie, avec la décision du geste et la lucidité des femmes : «nos gestes au quotidien chuchoté» -.

Spectacle de danse pour enfants le dimanche 9, à 15 heures.

Abonnement

Un an (52 n°) : 200 à 300F selon vos revenus.

Six mois (26 n°) : 100 à 150F selon vos revenus.

Trois mois (13 n°) : 50F
Tarifs «étrangers», sur demande.

Nom, prénom .....
.....
Adresse .....
.....
Ville .....
Code postal .....
souscris un abonnement de ..... mois et verse la somme de .....F.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, à retourner à La Gueule Ouverte, Le Cheval de 3, 163, rue du Chevaleret, 75 013 Paris.

COURRIER

Mâle contribution au débat des femmes

Le langage masculin ne s'est pas fait entendre depuis bien longtemps sur toutes ces questions. A cela plusieurs raisons.

D'abord un sentiment de culpabilité du au fait que nous aussi, nous étions des mecs, nous faisions potentiellement partie (à tort ou à raison) de ces ennemis, quoique nous en disions. Ensuite, un isolement important ; en effet, nous les hommes féministes (sic de la rédaction), nous nous sentons souvent mal à l'aise avec les autres hommes, nous avons peu de choses en commun, quand ce n'est pas une haine réciproque et tenace. Ces deux raisons ne facilitent pas la création d'un large mouvement de masse. Mais il existe néanmoins des hommes qui veulent faire quelque chose qui tournerait autour d'une nouvelle vision de la masculinité. La plupart de ces individus ont un passé militant d'extrême-gauche et ceci les a rendus très méfiants vis-à-vis de la notion de pouvoir, de la façon dont elle peut s'exercer à travers un langage, un groupe, une structure rassemblant plusieurs groupes, un activisme (même pour la bonne cause).

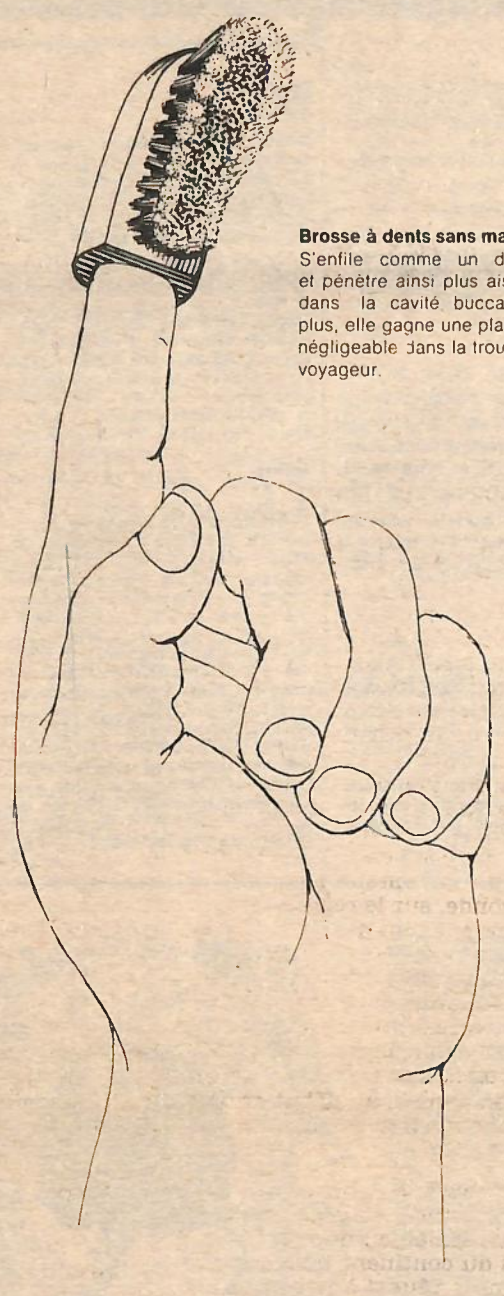
Il existe pourtant tout un réseau de groupes de réflexion soit sur des thèmes précis, soit sans but précis si ce n'est la volonté de bâtir des rapports masculins échappant à tous les stéréotypes connus et rabachés. D'autre part, un grand nombre de mecs ont d'autres activités militantes et c'est souvent le groupe mecs qui en pâtit. Ainsi la mobilisation pour la marche des paysans du Larzac nous a pris tout notre temps et notre énergie, sclérosant notre petit groupe sur lui-même, bloquant des projets de bulletin d'ouverture aux autres. Et je pense malgré tout que nous avons eu raison de faire ce choix, le Larzac, Piperno, Fabre, TPFA, nous concernent directement justement parce que nous sommes des hommes qui réfléchissent sur notre condition masculine, sur les rapports étroits entre pouvoir politique, virilité, militarisation, trilatérale ; il est en effet significatif qu'en cette période de crise, à la fois on renvoie la femme à son image antérieure (maternité, casserole, soutien moral à l'époux qui mène un épuisant combat au travail) et qu'on pourchasse activement les insoumis, objos, réfractaires à toute obligation nationale. Nos écrans de cinéma fourmillent de nouveau de super mâles, de femmes-objets, de porte-jaretelles et j'en passe.

Je pense qu'il est temps que ce comportement d'hommes féministes apparaisse publiquement, et pèse de tout son poids dans la balance. Un des problèmes importants du moment est effectivement la contraception masculine. Je crois qu'une pilule est biologiquement au point, mais je ne crois pas que le fabricant soit pressé de la mettre en vente. La population masculine ne semble pas prête à utiliser massivement (donc de façon rentable pour le labo) cette pilule. Il semble en effet qu'au cours des essais, on ait mis en effet de nombreux troubles psychologiques, sans doute dus à la perte de cette sacrosainte fécondité que bien sûr nous associons tous à la notion sexuelle. De là à sombrer dans l'impuissance, il n'y a qu'un pas que d'aucuns s'empressent de franchir. Et un homme qui ne bande plus, ce n'est plus un homme... Une fois de plus, on vérifie la règle suivant laquelle ce sont les structures les plus psychorigides qui se décompensent le plus facilement ; l'homme avec son sur-moi paternel, ses notions de compétition, de combat pour la vie est une des choses les plus rigides que je connaisse...

Voilà où les choses en sont pour moi. **Pour vous** ? Je pense que la GO se fera une joie d'ouvrir ses colonnes à un tel débat. Il me semble, à moi du moins, que la notion de pouvoir masculin dans les groupes de militants/tes est une chose dépassée, les femmes portent maintenant autant de responsabilités que les hommes de ce qui s'y passe ou de ce qui ne s'y passe pas. Il en est de même pour la question de savoir si on est pour ou contre les groupes femmes, il faut être sacrément tordu pour se poser des questions comme celle-là.

J'ai failli aller à la première réunion de préparation de la marche du 6 octobre. En lisant les journaux le lendemain, c'est là que j'ai compris que sur la porte il y avait marqué «Femmes Only», il n'y avait encore plus qu'à tirer l'échelle ; même si on comprend et qu'on ne discute pas les raisons de ce choix. Il était utopique et même hypocrite, connaissant l'état inorganisé du mouvement de réflexion masculine, de lui demander de faire quelque chose à part. Je crois que vu l'état minoritaire où sont les groupes mecs, il ne faut pas en espérer un large mouvement de masse, même si beaucoup d'entre nous sommes prêts à parler du fond d'eux-mêmes.

Marc Simonet



Brosse à dents sans manche - S'enfile comme un doigtier, et pénètre ainsi plus aisément dans la cavité buccale. De plus, elle gagne une place non négligeable dans la trousse du voyageur.

Alternative politique ou pas ?

Me voici abonné à la GO depuis quelques semaines, depuis qu'elle a changé pour sortir de l'ornière purement écologiste pour s'ouvrir un peu plus sur le reste (mais beaucoup reste à faire), ce qui d'ailleurs ne pourra qu'enrichir la réflexion écologiste, me semble-t-il.

A ce sujet, l'éditorial du N°287, signé A, me semble faire preuve d'un certain infantilisme stérilisant. Sans vouloir donner de leçons à personne, je ne vois pas en quoi l'écologie et le féminisme constitueraient à eux seuls (ou sinon il faut préciser ce qu'on met derrière ces termes) une véritable alternative politique. Cette alternative politique se percevrait mieux sur la base de l'analyse (rapide bien sûr) de la «gestion de la crise» faite par le Collectif Féminin de la répression dans «F comme Folle».

Car à ne prendre que certaines données du problème, comme le font trop souvent les écologistes (sous-entendu point final), on risque de se perdre dans un langage, une analyse qui sensibilise beaucoup de monde, mais n'en mobilise durablement que peu, sauf aux «heures chaudes» (Malville, etc.) ; dans un autre domaine, les nationalistes occitans (sous-entendu presque point final) nous montrent le mauvais exemple, chez nous, en Occitanie, en faisant comme si l'Occitanie était dans une situation comparable à la Corse ou au Pays Basque ; ils ne prennent en compte qu'une partie des données du problème, et pendant qu'ils se bercent de douces illusions, et bercent bien des Occitans, Occitanie creba !

Cela dit, il semble que dans de nombreux mouvements «minoritaires», on se réveille, on essaie de sortir du cocon, quitte à remettre partiellement au moins en cause certaines analyses.

Jacques

Lettre ouverte aux gendarmes d'Aubenas

J'étais de celles et de ceux qui accompagnèrent Marc Samedi. Je suppose que vous le savez déjà, ma voiture est voyante. Honnêtement, j'ai été soulagée quand il est ressorti libre, mais pour combien de temps, car maintenant il risque bien d'être recherché ? Accepter l'éventualité d'être privé de liberté pour défendre justement la liberté de choix, ce n'est jamais n'importe qui qui peut l'assumer, c'est pourquoi j'accompagnais Marc...

Nous sommes quelques-uns qui pensons que les vrais problèmes actuels sont : la faim dans le monde, les ventes d'armes au pays du Tiers Monde ou par certains qui ne brillent pas par leur respect des droits de l'homme (Afrique du Sud, Chili, etc.). Notre pays, c'est-à-dire moi, vous, eux, nous, avons peut-être à nous défendre, à nous protéger mais nous voulons être actifs et non pas passifs, nous voulons savoir ce que nous voulons défendre et comment ? Pour ma part, je considère que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants est plus importante que les intérêts économiques du monde occidental et aussi de mon propre confort et peut-être dans certains cas peut-être que ma liberté...

Je suis antimilitariste (et j'aimerai bien que cette prise de conscience ne soit pas considérée comme le péché mortel de la Religion d'Etat) parce que je refuse que sous couvert de la sécurité nationale, de ma sécurité personnelle, on ne demande jamais mon avis et celui des autres, on exproprie des paysans du Larzac, on vend des armes, on fabrique de quoi se détruire tous en chœur, (il finira bien par y avoir un zozo pour penser que la seule solution, c'est d'appuyer sur le bouton, et que ferez-vous alors)... on exige que des jeunes entre dix-huit et vingt ans donne un an de leur vie, tout en perdant tous leurs droits civils. Je suis une femme, je refuse d'être une poupée, mais je ne désire absolument pas que des hommes soient transformés en pantins, malheureusement lorsqu'on voit les défilés militaires, on peut se demander où est passé l'humanité ?

Je suis antimilitariste, mais je n'ai rien contre chacun de vous, en tant que travailleuse familiale j'ai pas eu deux fois l'occasion de travailler dans vos familles, à Heyrieux, à St Etienne de St Geoirs. Vous êtes comme les autres, ni plus, ni moins. Alors ne pourrions-nous pas échanger nos points de vue en face à face sans qu'un rapport de force s'installe.

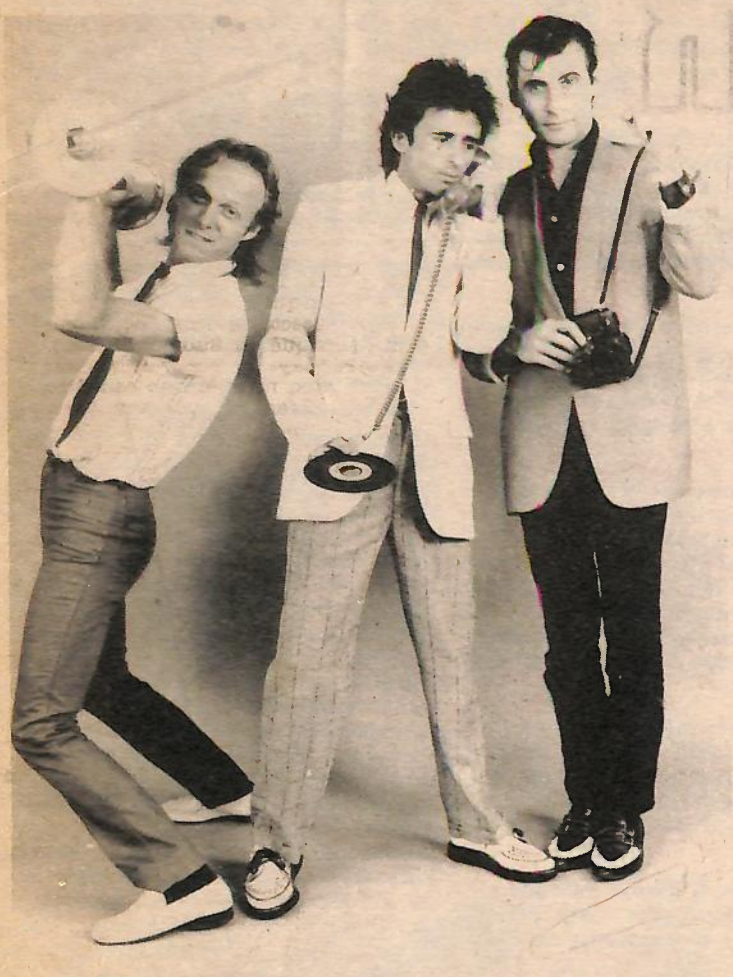
J'ai à un moment donné commencé une phrase du style : «quand je vois un uniforme...», l'un de vous avant que je termine a dit : «vous voyez rouge». Et non ! je ne vois pas rouge, ni indigo, les armées d'où quelles soient restent des armées. En fait je ne voyais pas à définir comme je vois, maintenant je sais, je vois triste, très triste. Les uniformes ne sont là que pour mettre des distances. Vous défendez la légalité, c'est votre droit. Nous proclamons notre légitimité à vouloir un monde plus humain, c'est notre devoir et je ne vois pas en quoi nous dérangeons l'ordre public...

J'ai quatre enfants, certains d'entre vous êtes pères, alors, nous les adultes, nous aurons que ça à offrir à nos enfants, un confort bâti de la faim des autres, de la mort des autres ? Sans compter que nous pourrions, nous aussi, être atteints.. Cette lettre, personnelle, est probablement inutile, gratuite, peut-être tout de même que la prochaine fois que nous serons face à face, nous échangerons autre chose que des clichés. Je n'ai pas envie de «bouffer du flic», puis-je espérer que vous n'avez pas envie de «casser du marginal» ?

Cette lettre, c'est tout ce que vous voulez, une idiotie ou un geste qui ouvre, en tant que femme, j'ai envie d'être autre chose qu'une fabrique de «chair à canon» !

Claire Daniel

Les murs ont des oreilles



BIJOU, CAILLOU, CHOU, JOUJOU...

DANS LES LOCAUX DE PHONogram, vers 16h. Ambiance business, ça téléphone dans tous les coins; un **Bijou** est justement là, mais apparemment, il n'a pas l'air très au courant pour moi. Et en effet, c'est avec Jean-William, le manager-parolier très affairé, très chic et très smart, que je finis par me retrouver dans un coin tranquille. De groupe, point, mais ma foi je ne suis pas journaliste à Rock et Folk, alors... Mais Jean-William est très bien, oui-oui. Pas exactement ce qu'on peut imaginer à priori d'un rocker : mais parfois je me dis qu'il faudrait que je me mette à la page en ce qui concerne le rock des années 80. Parce qu'en gros, faut revenir 20-25 ans en arrière, vers les «sixtie's», pour être dans le coup. Out, les cuirs et les bananes, le hard-rock et les chaînes de vélo, les paroles dévoreuses de société pourrie. A présent on donne dans les vestes en tergal (un peu trop grandes) et les chaussures rococos, les chansons gentiment intelligentes, et la musique nette et entraînante.

Pour en revenir à **Bijou**, je pourrai peut-être rappeler qu'un jour ils ont rencontré **Serge Gainsbourg**, lequel a carrément chanté sur leur deuxième album, et a ensuite fait plusieurs concerts avec eux. Il n'en fallait pas plus pour que les journaleux spécialisés se jettent avec intérêt sur le groupe, qui, précisons le, était de toute façon fort capable de se créer un public de «fans» tout seuls. Puis la rencontre avec les **Sparks**, qui décident de produire leur nouveau disque. Produire, c'est à dire aussi imprimer leur influence musicale, leurs désirs de sonorités plus «actuelles» sur les morceaux de **Bijou**.

Et ça donne «**Pas Dormir**», enregistré en septembre dans un studio de Los Angeles. Frime ? Peut-être pas tout à fait, quand on voit la qualité technique et accoustique incomparable de l'album. Rock aux références disco, bien différent de leurs précédents disques. J'aime moins, mais tout est une question de feeling personnel; je connais plein de monde pour trouver ça super. Et si ça vous branche vraiment, si vous êtes de ceux qui ont vécu l'époque des idoles en 1960, si vous avez pleuré quand le King Presley ou Claude François sont morts, vous pouvez vous inscrire au Fan-Club de Bijou, ça vous rappellera des souvenirs.

J'étais un peu étonnée, moi ! Je suis trop jeune pour avoir été fan d'une vraie idole, et je croyais naïvement qu'on ne s'intéressait maintenant aux groupes qu'à travers leur musique, sans trop sacrifier au culte de la personnalité; car c'est bien de ça dont il s'agit.

«Le rock c'est un peu plus que la musique, c'est quasimment une mythologie dans laquelle on a envie de s'inscrire. La vie privée du groupe qu'on admire est intéressante à connaitre. Ou alors on arrive à des abhérations du style **Supertramp**, qui vend des disques par millions, et que personne ne connaît.»

Bijou, c'est entre les Chaussettes Noires, les Beatles de 1963 et la vague mode française qui, supplantant le punk, a reposé une touche de variété kitch sur le rock traditionnel de certains musiciens de chez nous. Moi je trouve de toute façon ça drôle à écouter.

Hélène Crié

Concerts de Bijou : 6-12 Arras. 13-12 Cabourg. 15-1 Lons le Saunier. 16-1 Bourg en Bresse. 17-1 Grenoble.

EN ROUTE VERS L'AFRIQUE

John Lee Hooker, avec son galurin vissé sur sa tête noire, gratte doucement sa guitare. Et chaque fois qu'il y pose ses doigts, il a LE son. La moindre note est parfaite, même quand il s'amuse. Il lève un peu la tête et il dit : «Si t'es triste, si t'es seul, tu as le blues.» Plus tard, l'image enchainera sur Martin Luther King, puis sur Al Green, le Révérent, avec une voix pas possible quand il parle de Dieu sur un air de blues (ses deux disques, **The belle album** et **Truth'n time** sont disponibles chez Vogue. Courrez !), et ainsi, toute **la mémoire du peuple noir** défile. C'est le titre de la première émission d'une série de quatre que Claude Fléouter nous offre sur FR3, tous les dimanches, à 20h 30. Les veinards qui ont vu la première dimanche 25, n'ont sûrement pas raté la seconde, sur le reggae. Et que ceux qui sont passés à côté se rassurent. Cette semaine, le 9, c'est **Le rêve africain** et le 16 **Le chemin du Brésil.** Branchez-vous sur vos écrans. Oui, c'est cette électrode-là, c'est ça, on la met derrière l'oreille et on appuie, au début ça fait un peu mal et puis ça décolle en stéréo.

Grâce à la patience de Claude Fléouter, vous découvrirez cette semaine l'une des vedettes du continent noir qui n'a jamais réussi à percer chez nous - et en fait, elle s'en fout un peu. C'est Fela Ransome Kuti, dont 7 albums sont sortis chez nous, dans l'indifférence quasi-générale. J'écoute souvent **Lady Shakara** (EMI, 2 C 062 81718, dist. Pathé Marconi) mais les autres sont tout aussi étonnants. Fela réussit le syncrétisme parfait entre le soul, le rock, le blues et la musique traditionnelle noire. Il y a, pas loin, les élans lyriques de Pharaon Sanders. Mais Fela a plus d'envergure, il est cabotin et magouilleur, il roule des mécaniques. Il s'est même présenté aux présidentielles à Lagos en musique et il a trouvé du monde pour voter pour lui. Imaginez un peu Johnny Hallyday contre François Mitterand !

Il faut découvrir d'urgence ce bonhomme. Sa musique a cette spontanéité, cette chaleur, ce petit quelque chose de plus que les meilleurs gratteurs de guitare des vieux continents n'attendront jamais : il a toute l'Afrique derrière lui. Comme Pierre Akendengué, dont le Chant du Monde publie **Owendé** (LDX 74677) : c'est l'Afrique sous toutes ses formes, ses mythes et ses images flamboyantes qu'Akendengué traite en poète inspiré. Lui aussi joue sur le syncrétisme : il mêle les tambours et le saxophone. Il s'interroge sur le devenir de l'Afrique et dit de vieux contes de la tradition orale. Le disque est dédié «aux combattants de la libération des peuples opprimés du monde entier et de l'Afrique en particulier», mais il n'oublie pas de chercher les racines de la culture africaine, il les fait se télescoper avec les horreurs actuelles, il utilise les voix magnifiques de plusieurs conteuses et chanteuses et réussi là un bien beau disque qui nous étonne à chaque instant. «Une seule goutte de cette mixture dans l'œil et vous voilà comme par enchantement transporté dans l'au-delà, vous voyez alors tout, jusqu'à ce qui nous est tenu caché», raconte-t-il. C'est aussi une bonne définition de son album.

Pour accompagner cette plongée dans le mythe, procurez-vous vite un agréable petit livre en écrivant à l'éditeur lyonnais Féderop (11 rue Ferrachat, 69 005 Lyon) : un recueil de contes africains sur la genèse, réunis par Ulli Beier, **Comment le monde fut créé d'une goutte de lait.** Les petits noirs connaissent la Bible sur le bout des doigts, les colons se sont donnés beaucoup de peine pour ça, histoire de remettre leur âme (et leur force de travail) dans le droit chemin. Mais ils ont oublié leur propre création. Ulli essaie d'endiguer cette oppression culturelle et a besoin de vous. Vous verrez, quand vous aurez fait votre B.A. le banania de votre petit déjeuner aura meilleur goût.

MICHEL ADDA

PS/ Que tout ceci ne vous empêche pas de fréquenter les salles enfumées, bien sûr. Beaucoup d'évènements cette semaine : **ACDC**, ces dingues australiens du hard-rock , seront le 6 à Metz (Parc des Expos), le 7 à Cambrai (Palais des Grottes), le 8 à Lille (Palais des Sports). Ne ratez surtout pas les deux cencerts exceptionnels de **Talking Heads**, les 10 et 11 à Paris (Palace, tél.: 246 10 87). John Martin, ce soir à Clermont et demain à Paris (Bataclan, tél.: 700 30 12). Exceptionnels aussi les deux concerts d'**Elvis Costello, le 10 à Cannes** (Studio Circus), le 11 à Montpellier (Grand Odéon). **Steve Hillage** commence sa tournée ce soir à Avignon (Parc des expos), demain à Bordeaux (salle Belgrave), le 7 à Poitiers (Arènes), le 8 à Nantes (Parc de la Beaujoire), le 9 à Morlaix (Parc des Expos), le 10 à Rouen (Parc des Expos), les 11 et 12 à Paris (Bataclan) : **Steve Hillage** promotionne son nouvel album **Open** (Virgin, dist. Polydor). Et le 11, **Mama Bea** à Chateu-Vallon.

Bernard Blanc

Malicorne

Il n'y a pas que le rock dans la vie. Ce n'est pas parce qu'on a laissé un peu de côté ces temps derniers ce qu'on a coutume de nommer «folk» ou «chanson» que ça ne me démangeait pas de vous en parler un brin. Justement, frappons fort avec un groupe connu de tous : **Malicorne**, les ancêtres du folk moderne en France. Ça va être rapide, mais comme ils entament une grande tournée en février, j'y reviendrai de façon plus approfondie. En attendant, un disque portant le nom de «**Bestiaire**» est venu bouleverser l'idée qu'on pouvait se faire de Malicorne. Oh ! les paroles restent dans le même style traditionnel et légèrement désuet, les arrangements vocaux si riches le sont restés, mais ce n'est pas de cela dont il s'agit : ils sont sept à présent. Une batterie, un violoncelle (superbe) et un extraordinaire musicien de formation classique, **Brian Gulland**, qui imprime une marque baroque de grande classe au groupe. Disque étrange, aux frontières du jazz, du rock parfois, qui continue pourtant de se classer d'évidence dans les rayons folks des discothèques. Il y a dans Malicorne ce je n'sais quoi d'immuable que je continue d'aimer passionnément malgré les irrégularités du groupe et les années qui passent.

Pour les Parisiens, ils seront du **10 au 15 décembre** à la **Gaieté Montparnasse**.

H.C

MÔRICE BÉNIN (il commence à être connu, çui-là) sera

- le 13 décembre à Thann (68)
- le 14 décembre à Colmar (68)
- le 15 décembre à Belfort (90)
- le 16 décembre à Strasbourg (67)
- le 18 décembre à Saint-Dié (88)
- le 19 décembre à Vandoncourt (25).

Dans les allées pavées de Bercy où se découpe l'ombre des arbres, entre les fûts assoupis, dans l'alignement de bâtisses au charme provincial, il y avait, le 27 octobre, une fête. La Fête à Bercy. Bercy, dernier village, enclave dans la ville ; Bercy, quarante hectares plantés, à deux kilomètres et demi de l'île Saint Louis. Bercy, une communauté, un tissu humain lié par l'artisanat du vin ; Bercy, les anciennes Halles aux Vins.

BERCY EST MAL CONNU DES Parisiens, cela est dû au fait que rattaché en 1860 à la capitale, il fut entouré de grilles, si bien qu'ainsi isolé il échappa à la curiosité et jusqu'à peu à l'avidité architecturale et bétonnante de nos élus.

Les 40 ha de Bercy sont en fait une trame d'entrepôts, de chais de maisons d'habitation, d'hangars à l'abandon, où peu à peu l'activité économique se disperse et s'éteint. 990 arbres ombragent ce canevas villageois, dont de très nombreux platanes et érables centenaires. Certains bâtiments dressés sur leur ossature de poutres mériteraient d'être classés. Dans ce cadre, souvent installée depuis plusieurs générations, vit et travaille une population, avec ses écoles, ses commerçants, ses associations.

Le Maire de Paris s'est interessé à cette île urbaine qu'il considère comme une friche, un terrain vague, quant aux habitants/tes, ce n'est pas à celui qui veut construire le nouveau Vel'd'Hiv' que l'on va apprendre ce que sont les déplacements de population.

Quel est donc ce projet qui fera de Bercy un centre omnisport ? Le nouveau Vel'd'Hiv'. Le voici résumé en quelques mots et chiffres : 1 vélodrome de 10 000 places, 7 ha de parking, 5ha de bâtiments et annexes, 5 ha de voies d'accès et de rampes de décélération pour garer les voitures. Il faut y ajouter, en plus de la centrale sportive, un hôtel pour les athlètes, un Musée du Sport et enfin quelques hectares de pelouse interdite. Ces fioritures seraient à la charge de l'Etat mis devant le fait accompli.

Dans les divers projets proposés pour le Vel'd'Hiv, on retrouve le gigantisme habituel, mélange de Palais des Sports, de vaisseau spatial des années 50 et du Théâtre de Sydney.

Il faut savoir que pour rentabiliser les investissements colossaux d'un tel chantier (coût : 200 millions, à notre charge bien sûr) l'on y annexera des immeubles de bureaux, d'habitation et pourquoi pas un grand centre commercial de luxe, type Forum des Halles.

On a parlé de conserver les arbres centenaires (ceux qui ont 98 ans : tronçonnés), il ne leur reste que peu de place, enfin peut-être qu'on pourra en replanter un près du grand échangeur multiradial, en souvenir.

Le projet concocté par la Mairie va être imposé à la population du 12 ème, à celle de Paris, par l'intermédiaire d'une concertation bidon, par l'étalage de sondages préfabriqués. Le fait le plus flagrant est qu'aucune information réelle n'est à la disposition des habitants/tes, notamment l'essentielle : le plan d'aménagement des 40ha.

Mensonges, information déformée, abandon de l'entretien du site, étranglement économique, manipulation des médias, consultation factice, mise au secret des entrepôts : procédés habituels du Pouvoir.

La population a formé un collectif d'associations auquel sont venus se joindre de multiples mouvements dont les Amis de la Terre de Paris.

UN RAT A BERCY

LA FÊTE ORGANISÉE PAR les AT et le Collectif a attiré des milliers de personnes. Aujourd'hui un rapport de forces est établi : Gouvernants allez vous compter avec vos administrés/ées. **Pourquoi nous, AT, avons nous été présents ? Pourquoi fallait-il être là ?**

Parce qu'au-delà des aspirations planétaires et globalisantes qui nous caractérisent nous essayons d'être sur tous les terrains de lutte, de la rue au quartier, du quartier à la ville : c'est le micro-combat, c'est notre force.

Parce que, sous-jacents à l'affaire Bercy se trouvent des débats fondamentaux de notre société :

La démocratie locale : décervellés par une Presse radiotélé-écrite monopolisée ou sous influence, voyant peu à peu leurs libertés rognées par le jeu subtil de la technocratie, isolés, fragilisés, moutonnisés en douceur à coups de silence ou de matraque, les individus-ciyoyens, dans leur majorité, ne savent plus dire non. Passifs, hypnotisés sans le savoir, ils cautionnent par leur impuissance imaginaire l'action du Pouvoir, et dès que, comme le Collectif Bercy, s'élève une voix, le vernis démocratique se fissure (lui aussi !) L'action massive, non-violente, telle que la Fête, peut-elle faire reculer les hautes sphères, qui ne sont hautes que parce que nous les portons. On ne décidera plus pour nous mais devrons-nous nous allonger devant les bulldozers de ceux dont nous avons mis le nom dans l'urne ? Il y a de quoi réfléchir...

Le sport-spectacle-compétition : 200 soirées seront consacrées aux «variétés», c'est à dire, entre autres, aux discours postillonnants d'un Chirac en mal de publicité. Le reste ce sera pour voir des cyclistes professionnels tourner en rond. Quant aux équipements destinés au public, ils sont par rapport à l'ampleur du projet général, d'un dérisoire tragique. Le sport des années 80 est celui des athlètes robotisés, mécaniques à œillères gavés d'anabolisants, joujous d'équipes médicales patronnées par des Etats au nationalisme exacerbé : les voir s'affronter, c'est ennuyeux, voir insupportable. La compétition, lorque la sueur médiatisée, sponsorisée, permet de remplir avantageusement les flashes d'information, de propulser des marques et des firmes, lorsque l'objectif c'est de vaincre, d'écraser l'autre, lorsque si tu perds tu es une larve et si tu gagnes tu es immédiatement dans l'angoisse des autres qui s'entraînent, nous pose la question de sa finalité humaine ? En dehors d'interêts financiers et politiques, il n'y a que souffrance et esclavage des uns, fascination passive et violence exutoire des autres. Pour nous le sport, c'est découvrir son corps, le mouvoir à l'aventure, pour le plaisir.

L'ECOLOGIE URBAINE

D'UNE PART TU ES CE QUI t'entoure, d'autre part tu tends à transformer tout ce qui t'entoure en ce que tu es : la technocratie centralise, cloisonne, rase, superficialise, rentabilise, reproduisant ses schèmes mentaux. Mais le peuple de Bercy ne veut pas qu'au-delà de sa peau il y ait la rugosité du béton : tu es ce qui t'entoure. Un projet alternatif à été conçu pour Bercy par les AT et le Collectif : il s'agirait de le faire revivre économiquement par l'implantation de petites entreprises, telles que l'artisanat du vin, les artisanats classiques, mais aussi les énergies nouvelles, la micro informatique, l'antigaspillage. Bercy, le village, ne sera pas une réserve mais un lieu d'habitation, la rénovation, tout en conservant le site, permettrait de loger 2 000 personnes. Et tous les bâtiments inoccupés pourraient avoir des usages associatifs, culturels, sportifs (équipements légers). On aménagerait des pistes cyclables, pour le vélo, celui qui fait plaisir, celui qui est un moyen de transport idéal, des promenades aussi, aux abords de la Seine, des terrains de jeux pour les enfants. Enfin, toutes les structures existent pour que se développe une animation spirituelle, artistique, sociale.

Voilà pourquoi il y avait à la Fête, l'Université de Vincennes, le COBOM et tant d'autres; voilà pourquoi, peut-être, le Pouvoir cèdera. Aujourd'hui, la parole est à la Mairie, aux bulldozers. Mais surtout la parole est à ceux qui ont décidés d'être responsables de leur environnement, de leur cadre de vie, d'être en un mot écologistes.

Pierre Bellanger

Directeur de publication : Marc Thivolle Numéro de commission paritaire : 53257 Distribution NMPP Imprimerie «Courrier de l'Ain» 01 Bourg ISSN 0153-3274